



Commune de Belmont-Broye ////

Procès-verbal de la séance n° 35 du Conseil général du lundi 23 septembre 2024 à 19h30 à la Salle polyvalente à Dompierre

Personnes présentes : 8 conseillers communaux
44 conseillers généraux
(selon liste des présences ci-jointe)

Personnes excusées : Valentina Dzeljadini, Aline Guillet, Alexandre Jordan, Vincent Schneuwly, Sophie Meyer, Nelson Baechler et Marie-Claire Corminboeuf

M. Matthieu Chardonens, Président, remercie les conseillères et conseillers généraux de leur présence ainsi que le Conseil communal et les représentants de la presse. Il remercie également les représentants de la Coreb et M. le Préfet Nicolas Kilchoer qui nous rejoindront dans le courant de la séance.

Pour la séance de ce soir, il prie d'excuser Mmes Valentina Dzeljadini, Aline Guillet, Sophie Meyer et MM. Alexandre Jordan, Vincent Schneuwly et Nelson Baechler, Conseillers généraux ainsi que Mme Marie-Claire Corminboeuf, Conseillère communale.

Cette 35^{ème} séance du Conseil général a été convoquée selon l'avis paru dans la Feuille officielle No. 36 du 6 septembre 2024 et par courriers adressés aux Conseillers généraux.

Les débats sont enregistrés afin de faciliter la rédaction du procès-verbal. Cet enregistrement sera conservé jusqu'à son approbation et sera ensuite supprimé.

Pour toutes les interventions de ce soir, il faudra parler au micro. Merci d'annoncer votre nom et le nom de votre groupe à chaque intervention. En ce qui concerne les votes, il est rappelé qu'il est important que chaque personne manifeste son vote par un oui, un non ou une abstention afin d'obtenir un décompte correct. En effet, il est également obligatoire de voter une abstention.

Afin de confirmer que tout le monde est présent et a reçu son matériel de vote, il demande de bien vouloir lever son carton vert.

Il informe également que M. Wilfrid Puyo arrivera avec quelques minutes de retard.

À la suite du contrôle des présences, 43 membres du Conseil général sont présents avant l'arrivée de M. Wilfrid Puyo. La majorité absolue est de 22 voix. Le quorum étant atteint, il déclare cette assemblée ouverte et apte à délibérer

19h47 arrivée de M. Wilfrid Puyo, nous sommes 44 membres et la majorité absolue est à 23.

M. le Président donne lecture de l'ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 29 avril 2024
2. Communications du Conseil communal
3. Adoption de la révision du Règlement du Conseil général (ROCG)
4. Adoption du Règlement concernant les jetons de présence du Conseil général

5. Adoption d'un crédit pour l'assainissement de la route Au bas des Moulins à Dompierre	CHF	50'000.00
6. Adoption d'un crédit pour la réalisation de collecteurs des eaux usées et de l'eau potable, art. 8757 à Léchelles	CHF	1'500'000.00
7. Octroi de crédits supplémentaires au budget de fonctionnement 2024	CHF	54'500.00
8. Présentation du plan financier et de la vision communale 2025 - 2029		
9. Présentation des projets communaux		
10. Présentation de la Coreb		
11. Divers		

Aucune remarque n'étant émise, l'ordre du jour est accepté à la majorité évidente.

1. Approbation du procès-verbal de la séance n° 34 du 29 avril 2024

M. le Président demande s'il y a des remarques ou demandes de modification.

M. Ludovic Corminboeuf, Président de la Commission financière, a une remarque en page 15. Au bas de la page, il est noté bilan de de la Commission financière. Le terme juste est remarques de la Commission financière par rapport au bilan. Il demande de corriger pour que cela ne prête pas à confusion.

Le Procès-verbal est accepté à la majorité évidente avec la modification demandée par M. Ludovic Corminboeuf.

M. le Président remercie Mme Esseiva, secrétaire du Conseil général, pour sa rédaction.

2. Communications du Conseil communal

M. le Président donne la parole à **M. Albert Pauchard** ainsi qu'aux différents Conseillers communaux qui désirent apporter des éléments.

M. Albert Pauchard, Syndic, transmet les salutations du Conseil communal. En ce qui concerne les communications du Conseil communal, elles sont au nombre de 2 :

Reprise de la Bibliothèque Rémy Goumaz

En date du 26 février 2024, le Conseil communal a décidé de reprendre en main communale la gestion de la bibliothèque publique et scolaire Rémy Goumaz au 1^{er} janvier 2025, après dissolution effective de l'Association de la bibliothèque, association de droit privé.

La gestion de la Bibliothèque était assurée depuis sa fondation en 1983 par un comité composé d'un représentant de la Commune, d'un représentant du Cycle d'orientation de Domdidier et de 6 représentants des lectrices et lecteurs. Au fil du temps et tout plus particulièrement ces dernières années, il s'est avéré mission impossible de remplacer les représentants des lectrices et lecteurs démissionnaires au Comité. Dès lors, une réflexion a été engagée au sein de ce dernier pour trouver la meilleure solution qui permette à la bibliothèque de poursuivre sereinement sa mission d'utilité publique. La solution retenue a été de proposer la dissolution de l'association de droit privé et la reprise de la gestion de la bibliothèque par la Commune de Belmont-Broye. Dans le cadre de son assemblée annuelle tenue en date du 17 avril 2024, l'Association de la bibliothèque a procédé à sa dissolution qui sera effective au 31 décembre 2024.

L'Association des Communes de la Broye pour le cycle d'orientation a donné son accord à cette reprise communale, selon les Statuts de l'Association de la bibliothèque et en tant que propriétaire du bâtiment dans lequel se trouve la bibliothèque.

La subvention communale, qui s'élevait à CHF 37'000 se muera en charges comptabilisées dans le dicastère de la culture, des sports et loisirs. Ces charges augmenteront quelque peu, en raison de l'intégration du personnel, au régime communal. Les produits provenant du CO (CHF 7'000), de la Loterie Romande (CHF 4'500) et des abonnements des lecteurs (CHF 3'100).

Le personnel de la bibliothèque est repris dans son intégralité, soit 11 bibliothécaires, animatrices ou compteuses qui correspond à environ 1.5 équivalent plein temps. Les salaires du personnel de la bibliothèque, y compris les charges sociales, seront payés par la Commune dès janvier 2025. Ce qui équivaldra à environ CHF 34'000.

Pour rappel, la loi scolaire en vigueur depuis 2015 exige des Communes la gestion d'une bibliothèque et un accès gratuit pour les élèves (art. 57 al. 2 let. e).

Pour information, la bibliothèque publique et scolaire Rémy Goumaz déploie son activité également hors du cadre scolaire primaire et secondaire. Le rapport d'activité annuel 2023 fait état des données suivantes :

- 37 animations primaires et enfantines
- 58 visites de classes primaires pour emprunter des livres
- 132 visites de classes secondaires
- 6 sessions de contes pour Domdidier et 4 pour Dompierre
- Participation au Week-end des bibliothèques
- Proposé une rencontre littéraire ainsi qu'un atelier mangas.

De plus dans le cadre de l'offre culturelle, la bibliothèque propose aussi des activités ouvertes au grand public que sont la rentrée littéraire ou des soirées contes.

L'Association des bibliothèques fribourgeoises, ainsi que le Service de la culture du canton recommande aux bibliothèques publiques et scolaires du canton encore formées en association de droit privée une telle reprise en main communale.

Emprunt du Gisant de saint Modeste

Cet automne, le Musée gruérien présente une exposition consacrée au Fribourgeois Marc Moret (1943-2021), auteur d'une œuvre d'Art Brut importante qui reste encore méconnue, bien qu'elle ait été exposée à quelques reprises ces dernières années (Paris, Tokyo, Lausanne notamment). L'exposition se tiendra du 12 octobre 2024 au 2 mars 2025.

Le Musée a émis le désir d'emprunter le gisant de saint Modeste dans le but de présenter par l'intermédiaire de cette pièce exceptionnelle l'influence de l'art religieux sur le travail de l'artiste. Le Conseil communal a accepté la demande de l'institution bulloise.

Cette rétrospective réunira d'une part un ensemble de sculptures et de peintures de Marc Moret issues des collections du Musée gruérien de Bulle et du Musée d'art et d'histoire de Fribourg, et d'autre part plusieurs reliquaires émanant des collections du musée de Bulle et du musée de Fribourg ainsi que d'autres prêteurs (églises, couvents).

En 2009, la Commune de Russey avait déjà prêté le gisant de saint Modeste pour une exposition sur l'Art Brut fribourgeois organisée à Lausanne à la Collection d'Art brut. À suite de cette manifestation, l'œuvre avait été restaurée avec le soutien de l'institution lausannoise.

Le reliquaire de saint Modeste séjournera ainsi au Musée gruérien de la mi-septembre 2024 au début avril 2025, date de son retour à Russey.

L'exposition Marc Moret au Musée gruérien constitue une nouvelle occasion de faire connaître cet objet patrimonial de premier ordre à un public régional et de le faire dialoguer avec la création contemporaine.

Questions au Conseil communal

Le Conseil communal a reçu 2 questions, une de MM Dany Chardonnens et Jean-Marc Chappuis relative à la caserne des pompiers et base de départ pour la Basse-Broye et une de Mme Véronique d'Agostino relative à l'éclairage public. Les réponses pour ces deux questions sont en cours de finalisation et seront prochainement transmises aux Conseillers généraux.

En ce qui concerne, la question de M. Thomas Clerc concernant la politique communale en matière de protection du climat et de la biodiversité, la réponse lui a été transmise et également publiée sur notre site Internet.

M. Anita Moullet, Conseillère communale, prend la parole pour transmettre un état de la situation actuelle des effectifs scolaires, car ceux-ci sont en train d'exploser. A la rentrée scolaire 2024-2025, nous comptons 616 élèves légaux dont 584 élèves physiques. Soit 30 classes, 322 élèves physiques à Domdidier, 195 élèves physiques à Dompierre et 67 élèves physiques à Léchelles.

Une classe supplémentaire a été ouverte à la rentrée, à Léchelles. A la prochaine rentrée, 104 élèves de 1H sont annoncés, habituellement nous comptons entre 75 et 82-83 élèves. Pour information, à la rentrée de cette année, nous avons 70 élèves de 1H. Une classe supplémentaire est déjà à prévoir et cela pour les 8 années de scolarité.

De ce fait, nous avons dû récupérer l'appartement de l'école de Léchelles pour y créer une classe enfantine et quand nous aurons déménagé cette classe, nous allons modifier la classe enfantine actuelle de Léchelles et la petite classe qui se situe derrière pour créer 2 classes. Nous aurons donc ainsi une classe primaire supplémentaire et au total 5 salles de classe sur Léchelles. Cela devrait générer un petit peu moins de transport pour les enfants de Léchelles-Chandon qui pourront donc rester un peu plus à l'école à Léchelles. Tous les montants pour ces transformations seront mis au budget 2025.

M. Axel Bise, Groupe PLR, demande la différence entre élèves légaux et physiques.

Mme Anita Moullet, Conseillère communale, répond qu'un élève physique est égale à une personne et un élève légal c'est un enfant qui a des troubles ou besoin d'aide et compte pour 3 personnes selon le degré du besoin d'appui nécessaire.

M. Eric Pauchard, Groupe PLR, remercie Mme Anita Moullet pour toutes ces informations. Il a une autre question quant au développement de Belmont-Broye avec toutes ces nouvelles constructions et ces nouveaux arrivants. Est-ce que des projections sont fait pour les prochaines années pour les enfants de 3 ans, 2 ans ou moins ? Car il est important d'anticiper le besoin des classes. On remarque avec les anciens bâtiments à Dompierre que ces derniers seront transformés. Est-ce que des réflexions se font au niveau de la Commune par rapport aux besoins ? Et pour répondre à ces besoins, est-ce que l'on partirait sur une nouvelle construction ou, sur quelque chose de transitoire ou sur l'utilisation de bâtiments déjà existants ?

Mme Anita Moullet, Conseillère communale, répond qu'effectivement des projections sont faites chaque année. Tous les enfants nés durant l'année en cours sont ajoutés aux effectifs. Nous avons encore un petit peu de place. Il y a encore une classe sur Domdidier que nous pourrions utiliser à EcoLine. Bien entendu, nous faisons des projections mais, pour l'instant, ce ne sont que des projections.

M. Eric Pauchard, Groupe PLR, en termes de projection avec les enfants de 0 à 4 ans, aujourd'hui avec nos équipements de salles, avons-nous suffisamment de classes pour accueillir les enfants de 0 à 4 ans ?

Mme Anita Moullet, Conseillère communale, répond que oui. Normalement c'est bon, à moins d'avoir une explosion de constructions et d'arrivées. Nous avons eu beaucoup d'arrivées si l'on considère que nous hésitions à fermer une classe mais finalement arrivé au 15 mai, nous avons dus en ouvrir une. Il n'y a pas que les naissances mais les arrivées sont également un point très important et il est difficile de le prévoir de manière précise.

M. Eric Pauchard, Groupe PLR, demande si la construction d'un nouveau site ou le complément d'un site est un objet qui est étudié dans un avenir plus ou moins proche.

Mme Anita Moullet, Conseillère communale, répond que pour l'instant il y a quelques idées qui germent mais rien de précis.

M. Eric Pauchard, Groupe PLR, indique qu'il a souvent été question de construire un bâtiment supplémentaire à côté de l'école à Dompierre, est-ce que cela a déjà été envisagé ?

Mme Anita Moullet, Conseillère communale, répond que c'est une possibilité mais cela n'est pas nécessaire de construire quelque chose d'aussi grand que le bâtiment Ecol'Air. Nous n'en sommes pas encore là.

M. le Président remercie **M. Albert Pauchard**, Syndic et **Mme Anita Moullet**, Conseillère communale, pour ces nombreuses informations. Il passe maintenant au point 3 de l'ordre du jour.

3. Adoption de la révision du Règlement du Conseil général (ROCG)

M. le Président donne la parole à **M. Albert Pauchard**, Syndic, qui donne lecture du message du Conseil communal.

Introduction

Pour donner suite à la requête de M. le Conseiller général Ivan Thévoz demandant l'introduction dans le règlement d'organisation du Conseil général (ROCG) de nouveaux outils parlementaires, le Bureau du Conseil général a accepté d'introduire le postulat et la proposition dans le ROCG. Il a saisi cette occasion pour un toilettage du règlement actuellement en vigueur afin qu'il corresponde aux nouvelles dispositions légales cantonales en la matière. Il en a profité pour y ajouter une table des matières et un glossaire afin d'assurer une meilleure lisibilité du règlement et une meilleure compréhension des termes qui lui sont spécifiques.

Afin de faciliter la lecture des modifications apportées au ROCG, vous trouverez dans le document annexé (annexe 1) :

- en rouge les modifications et ajouts réglementaires apportés au texte initial
- en vert, la numérotation des articles qui a été modifiée par l'introduction de nouveaux articles.
- Une liste résumant les modifications apportées au ROCG (annexe 2)

2. Information complémentaires

Le règlement a été soumis au Conseil communal de Belmont-Broye, à la Préfecture de la Broye et au Service des Communes afin que ces derniers puissent faire leurs remarques. Le Conseil communal et la Préfecture n'ont émis aucune remarque concernant l'introduction des nouveaux outils parlementaires et les modifications apportées au règlement initial.

Sur la base des remarques du Service des Communes et sous l'angle de la législation sur les Communes (loi sur les Communes [[LCo](#); RSF 140.1] et loi sur les finances communales [[LFCo](#); RSF 140.6]) , le règlement a été révisé comme suit:

- a) Les bases légales ont été limitées à la LCo uniquement selon « Vus les articles 25 ss de la loi sur les Communes » et, il a été décidé de renoncer à toutes les autres références légales. En effet, les bases légales à indiquer doivent se limiter à celles qui fondent la compétence de la Commune à édicter le présent règlement, et non pas à toutes celles qui indiquent comment agir dans ce domaine.
(cf. [guide](#) technique législative du SLeg, DTL A 16, p. 74)
- b) Il a été décidé de renoncer à la note informative sur l'utilisation du masculin en 1^e page du règlement et de formuler l'entier du règlement en langage inclusif.
(cf. [Guide de technique législative](#) du SLeg, chapitre 7)
- c) La note de bas de page de l'article 9 a été supprimée, car l'ordonnance, qui prévalait pendant la période Covid, a été abrogée.

- d) Article 10, al. 1 : s'agissant d'une règle de droit, les montants des indemnités doivent être fixés par un acte législatif, soit dans cet alinéa, soit par un règlement d'application publié au même titre que ce règlement. C'est cette dernière possibilité qui a été choisie avec la proposition qui est faite au Conseil général d'adopter un règlement concernant les jetons de présence du Conseil général 8 (point 4 l'ordre du jour).
- e) Article 10, al. 2 : la phrase « *le bureau tranche définitivement* » a été remplacé par « *le bureau décide* », car toute décision est obligatoirement soumise aux voies de droit.
- f) Article 22, la phrase « *qui peut déléguer cette tâche à un autre membre du personnel communal* » a été remplacée par « *ou par son/sa remplaçant-e* » (art. 35 LCo). C'est le cahier des charges des membres du secrétariat communal, élaboré par le Conseil communal, qui définira la pratique.
- g) Article 24, al. 2 : le mot « *majorité* » a été remplacé par « *unanimité* » car il faut une décision à l'unanimité pour autoriser l'accès aux PV des commissions, et non pas seulement de la majorité (art. 103^{bis} al. 2 let. b LCo qui est impératif).
- h) Article 25, al. 2 : le Conseil général n'a pas de compétence de trancher sur des divergences entre le Conseil communal et les commissions. L'attribution de mandats, de la compétence du Conseil communal, se fait dans le cadre du budget et des compétences financières prévues par le règlement des finances. La 3^{ème} phrase a été supprimée et la 2^{ème} phrase reformulée comme suit « *Si l'intervention est susceptible d'entraîner des frais, les compétences financières prévues par le règlement des finances s'appliquent* ».
- i) En cas de conflit entre les organes de la Commune, c'est la Préfecture qui peut ou doit intervenir (art. 157 LCo).
- j) Article 31, al 4 : en cas de désaccord entre le Bureau et le Conseil communal sur l'ordre du jour, c'est la Préfecture qui est sollicitée selon la pratique constante, sur la base de l'article 157 al. 1 LCo. Il n'apparaît pas admissible de laisser le Conseil général trancher. De plus, le degré d'urgence de l'affaire ne permet pas toujours un report au Conseil général suivant, raison également pour laquelle le recours à la Préfecture est adapté. La phrase « *Si la divergence subsiste, la question est soumise au Conseil général lors de la séance* » a été remplacée par « *Sans possibilité d'accord, l'avis de la préfecture est sollicité.* »
- k) Article 44 al. 5 : la phrase « *le Bureau tranche définitivement* » a été remplacée par « *le Bureau statue* ». En effet, la voie de recours est toujours ouverte (art. 154 al. 1 LCo).
- l) Article 52, al. 4 : ajout de la mention « *à l'exception des coefficients ou taux d'impôts* », car ils peuvent être revus annuellement.

En dernière lecture, le Bureau du Conseil général a approuvé les modifications apportées au ROCG par le Service des Communes.

Suite de la procédure

En cas d'adoption du règlement révisé du Conseil général (ROCG), ce dernier sera soumis au referendum facultatif (art. 52 al. 1 let. e LCo). A l'échéance du délai référendaire (30 jours), 2 exemplaires signés seront envoyés au Service des Communes, afin de permettre son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (art. 148 al. 2 LCo).

Conclusion

La révision du règlement ayant été préavisée favorablement par le Bureau du Conseil général, le Service des Communes et la Préfecture de la Broye, le Conseil communal demande au Conseil général de bien vouloir adopter le nouveau règlement du Conseil général.

M. le Président demande s'il y a des remarques ou des questions en indiquant que chaque article faisant l'objet d'une modification significative sera passé au vote et de ce fait, les articles dont la seule modification est la numérotation ne seront pas soumis au vote. Puis, l'entier du règlement sera soumis à un vote final.

M. Ivan Thévoz, Groupe UDC-Indépendants-UDF, prend la parole et donne lecture de ces remarques :

Demande de retrait de l'écriture inclusive dans le règlement du Conseil général

Pour commencer, je tiens vivement à remercier le bureau du Conseil général pour son travail et son engagement concernant l'élaboration de ce règlement que beaucoup, oui beaucoup de personnes attendaient avec impatience.

Pour rappel, j'ai demandé la révision du règlement du Conseil général car cela faisait longtemps que j'éprouvais un malaise. Ce malaise, dont je pense que toutes personnes ayant un certain sens du devoir a éprouvé au bout d'un certain temps, au sein de ce Conseil général. Cette défaillance politique est apparue, lorsque que le Conseil général s'est aperçut, qu'il ne servait qu'à lever de petites cartes vertes ou rouges et poser certaines questions, sans jamais pouvoir effectuer son travail de...Contre-Pouvoir. Il manquait quelque chose...

Aujourd'hui, c'est chose faite avec l'introduction de la proposition qui reprend dans les grandes lignes l'objectif de la motion, permettant d'obtenir des mesures ou qu'une décision soit prise ou un règlement adopté.

J'attends néanmoins de la part du Conseil général, qu'il profite, ce soir, de ce changement de règlement, afin d'y apporter des amendements afin que.... Politique se fasse ! Il est donc extrêmement important, Cher collègues du Conseil général, de prendre au sérieux ce moment ! Car celui-ci définit le futur de notre travail, de notre politique et... de notre sens du devoir, devant les citoyens que nous sommes appelés à défendre.

Avant de passer aux choses sérieuses, aux visionnages des différents articles modifiés avec soin par le bureau du Conseil général, il y a quelque chose qui a attiré mon attention dès la première lecture de celui-ci. Quelque chose que je ne peux accepter, sans y mettre mon objection.

Lors de la session de novembre 2023 du Grand Conseil, celui-ci rejeta à 2 voix près, lors de débats extrêmement nourris et intéressants, la motion s'intitulant « Pour un usage compréhensible du langage inclusif dans les textes du Canton de Fribourg.

Lors de ces débats concernant le langage inclusif dans les textes Etatiques, deux visions s'opposèrent. L'une voulant être progressiste, désirant une administration au langage et à l'écriture conforme à une soi-disant égalité des sexes dans l'écriture... et, l'autre vision étant une volonté de conserver une écriture simple, relevant le fait que des tirets à tout bout de lignes ne rendait aucunement une égalité des sexes qui plus est, ne facilitant aucunement la lecture de texte déjà difficile à la compréhension de chacun.

Qu'elle ne fut ma surprise en lisant le texte du règlement communal du Conseil général. Et je cite un exemple concret, à tout hasard. « Art. 18 de ce présent règlement : Le-la vice-présidente-e, à son défaut le-la scrutateur-riche le-la plus âgé-e, remplace le-la président-e empêché-e ou qui veut prendre part à la discussion... » « Si le-la président-e prend part à la discussion, il-elle cède son siège à son-sa remplaçant-e. Il-elle ne peut reprendre la présidence qu'après la votation sur le point en discussion ». Etc. etc.

Même mon document Windows me met du rouge orthographique partout dans le texte.

Certes, le ridicule ne tue pas, mais tout de même ! Si j'ai demandé une révision du règlement du Conseil général, ce n'est pas pour voir une telle bêtise remplie de traits d'union, de points noirs, de chapelets de points médians, et je me répète... enlaidissant notre si belle langue et alourdissant la compréhension des textes juridiques, celle-ci n'étant déjà pas si facile à la compréhension mais là... on touche le fond...

J'ose exprimer la citation d'Albert Einstein disant : « deux choses son infinies, l'univers et la bêtise humaine ! Mais en ce qui concerne la bêtise humaine, je n'en ai pas acquis la certitude. »

Je ne veux offenser personne par mon intervention, mais étant donné que ce n'est aucunement une obligation de l'Etat de rajouter cette écriture inclusive dans les règlements communaux... et j'en eu la confirmation par le Service des Communes et par l'Association des Communes fribourgeoises (par l'intermédiaire de Mme Micheline Guerry-Berchier) ..., je ne comprends pas pourquoi l'on arrive avec un règlement dont l'écriture inclusive est imposée et qui ne facilite aucunement sa lecture. Comme ce n'est, je le répète, pas une obligation cantonale et que les Communes ont une autonomie grâce à vous, grâce à votre vote, grâce à notre vote.

Je demande que chacun puisse voter, à savoir : Est-ce que je désire un règlement avec des points et des traits à tout bout de champ ? Ou est-ce que je désire un règlement simple à sa lecture, que chacun puisse lire sans s'arracher les yeux à chaque phrase ?

Monsieur le Président, je demande que l'on fasse un vote, pour ou contre l'écriture inclusive dans le règlement du Conseil général. L'écriture inclusive, je le répète, n'étant pas une obligation cantonale mais, au bon soin du Conseil général. Monsieur le Président, j'en ai terminé et je vous laisse poursuivre.

Après discussions entre le Bureau du Conseil général et M. Ivan Thévoz, il est convenu que la demande de ce dernier sera votée et ensuite les articles modifiés.

Mme Rachel Rose Baechler, Groupe La Gauche Plurielle, indique, qu'à l'instar de son collègue M. Ivan Thévoz, comprendre que l'écriture inclusive dans un texte juridique peut être compliquée pour certaines personnes. Du fait de son activité, elle comprend que cela soit compliqué et par son genre, elle ne comprend pas pourquoi le texte devrait être au masculin. Elle demande d'utiliser le féminin à l'instar du masculin.

M. Albert Pauchard, Syndic, désire préciser que nous n'avons rien fait là de révolutionnaire et le bureau n'a rien fait de révolutionnaire, si ce n'est d'appliquer les recommandations du Service des Communes. Ce ne sont pas des obligations mais, des recommandations du Service des Communes concernant l'égalité linguistique entre hommes et femmes. Il s'agit là d'un vieux débat qui revient régulièrement sur la place publique à l'instar, au 19^{ème} siècle, que la vitesse du train n'engendre de nouvelles maladies, des bienfaits du remplacement du corset par le soutien-gorge et bien d'autres exemples encore. Il tient à préciser qu'il n'y a pas d'obligation mais que ce ne sont uniquement des recommandations.

M. Ivan Thévoz, groupe UDC-Indépendants-UDF, avec tout le respect qu'il a pour M. le Syndic, en tant qu'homme de lettres il retient la complexité de lecture et de compréhension. Il aime beaucoup lire et demande de prendre le temps de lire ce document et essayer de le lire tel quel sans s'arrêter. Pour le respect de la langue française cela ne va pas. C'est incompréhensible et cela enlaidi notre écriture. C'est au Conseil général de choisir

M. le Président remercie les intervenants et propose de passer au vote. Dans un premier temps, l'utilisation de l'écriture inclusive comme présentée. Si celle-ci est refusée, nous voterons la proposition de M. Ivan Thévoz et si celle-ci est refusée, nous voterons la proposition de Mme Rachel Rose Baechler.

Nous passons au vote avec l'arrivée de M. Wilfrid Puyo, la majorité absolue a changée et est maintenant à 23 voix.

L'utilisation de l'écriture inclusive pour le règlement d'organisation du Conseil général (ROCG) est adoptée par 28 oui, 15 non et 1 abstention.

Nous allons maintenant passer au vote des articles ayant des modifications majeures l'un après l'autre.

Art. 10 : Indemnités

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 10 est accepté à la majorité évidente.

Art. 11 : Réunion préparatoire

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 11 est accepté à la majorité évidente.

Art. 22 : Secrétariat

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 22 est accepté à la majorité évidente.

Art. 24 : Commissions / Procès-verbal

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 24 est accepté à la majorité évidente.

Art. 25 : Commissions / Représentation du Conseil communal et appel à des tiers

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 25 est accepté à la majorité évidente.

Art. 26 : Commissions / Obligation de siéger

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 26 est accepté à la majorité évidente.

Art. 31 : Convocations

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 31 est accepté à la majorité évidente.

Art. 44 : Ordre des votes

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 44 est accepté à la majorité évidente.

Art. 48 : Vote électronique

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 48 est accepté à la majorité évidente.

Art. 50 : Propositions

M. le Président demande s'il y a un amendement. **M. Ivan Thévoz**, groupe UDC-Indépendants-UDF, prend la parole.

Alinéa 2, « les propositions ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé. Le Conseil général décide, séance tenante ou lors de la prochaine séance, s'il y a lieu de donner suite à ces propositions ; dans ce cas, elles sont transmises au Conseil communal qui se détermine à leur sujet et les soumet au Conseil général, pour décision, dans le délai d'une année... » Il propose de remplacer une année par 8 mois.

Il rappelle que le Conseil communal ne fait que se déterminer sur une proposition. Il n'est donc pas tenu de rendre un rapport détaillé ou transmettre dans les détails les diverses mesures envisagées. Il doit simplement se déterminer sur l'instrument parlementaire en question. C'est pourquoi, 8 mois lui semble tout à fait envisageable pour rendre réponse. Nous avons entre 3 et 4 séances du Conseil général durant l'année. Deux séances (donc environ 8 mois) entre la décision du Conseil général et la réponse du Conseil communal reste envisageable pour l'administration communale à rendre réponse par l'affirmatif ou la négative.

La proposition présentée de l'alinéa 2 soit ...dans le délai d'une année... est soumise au vote.

La proposition initiale est refusée par 16 oui, 27 non et 1 abstention.

La proposition de M. Ivan Thévoz de l'alinéa 2 soit ...dans le délai de 8 mois... est soumise au vote.

La proposition de M. Ivan Thévoz est acceptée à la majorité évidente.

Alinéa 4 « Seul le Conseil communal peut proposer au Conseil général de traiter à nouveau un objet qui a donné lieu à une décision de ce dernier dans les trois ans qui précèdent, à l'exception des coefficients ou taux d'impôts »

M. Ivan Thévoz indique que le minimum de respect pour une proposition qui a été votée par l'ensemble du Conseil général, c'est que celui-ci soit respecté pendant un certain temps. Trois ans, ce n'est pas vraiment grand-chose, cinq ans c'est le minimum que l'on peut demander.

Un exemple qui pourrait le concerner : Notre collègue M. Thomas Clerc, fait une proposition pour la plantation d'un verger communal. Si cette proposition est acceptée par le Conseil général, s'en suivra une réalisation de cette proposition par l'exécutif. Cet alinéa, tel que proposé par le présent règlement, permettra au Conseil communal, après 3 années seulement, de revenir au pas de charges devant le Conseil général pour revoter sur cette proposition réalisée. C'est pourquoi, il demande de biffer 3 ans et de remplacer par 5 ans. Le temps d'une législature.

La proposition initiale de l'alinéa 4 est soumise au vote.

La proposition initiale est acceptée par 29 oui, 13 non et 2 abstentions

Art. 51 : Postulats

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 51 est accepté à la majorité évidente.

Art. 52 : Dépôt des propositions et des postulats

M. le Président demande s'il y a un amendement. **M. Ivan Thévoz**, groupe UDC-Indépendants-UDF, prend la parole.

Il demande que l'oral soit supprimé dans l'alinéa 1 et que de facto l'alinéa 2 soit biffé. Le postulat ou la proposition sont des instruments parlementaires qui demande un minimum de sérieux de la part du Conseil général.

C'est en effet, quelque chose qui peut être contraignant pour le Conseil communal et son administration et celle-ci doivent être étayer comme il se doit. Par respect pour l'exécutif et pour un minimum de sérieux, il demande que l'oral soit biffé de l'alinéa 1. Il rappelle que l'alinéa 3 demande que l'écrit soit transmis au secrétariat 6 semaines avant une séance du Conseil général.

La proposition initiale est refusée par 15 oui, 28 non, 1 abstention.

La proposition de M. Ivan Thévoz est acceptée à la majorité évidente.

M. Nicolas Bugnon, Groupe La Gauche Plurielle, a bien compris l'intérêt de M. Ivan Thévoz sur le fait d'avoir un certain sérieux dans l'utilisation de ces outils parlementaires mais, maintenant que la décision a été prise, il se pose la question sur le délai du dépôt. Comment préparer un postulat 6 semaines en avance si nous recevons les documents 4 semaines avant la séance du Conseil général. Il souhaiterait que le délai soit raccourci afin de pouvoir déposer un postulat à la suite de la réception des documents. Il demande que le délai soit ramené à 2 semaines.

M. Ivan Thévoz, groupe UDC-Indépendants-UDF, indique qu'un postulat ou une proposition n'a pas forcément de lien avec un point à l'ordre du jour. Cela est souvent un sujet mûrement réfléchi et analysé en amont et pour une situation bien précise. Il comprend l'intervention de M. Nicolas Bugnon et ne sait pas vraiment quoi lui répondre. Il demande au Conseil communal s'il a un avis à ce sujet.

M. Albert Pauchard, Syndic indique que l'article a déjà été voté et trouve quelque peu cavalier de revenir sur l'un d'eux pour changer un article déjà approuvé. C'est un peu changer pour rechanger. Il est vrai qu'un postulat, et il rejoint M. Thévoz, n'est pas forcément lié à un objet qui sera traité dans une séance du Conseil général mais plutôt à une situation sur laquelle, nous aimerions pouvoir s'exprimer.

M. Nicolas Bugnon, La Gauche Plurielle, désire préciser que le vote concernait la manière de déposer un postulat ou une proposition et n'ont pas le délai. De plus, il s'agit du délai pour déposer un postulat ou une proposition et une demande de réponse immédiate.

M. le Président indique que le postulat peut être déposer à n'importe quel moment mais ensuite, c'est le délai de traitement qui est de 6 semaines pour le mettre à l'ordre du jour.

Le Bureau du Conseil général indique que l'article 52 a été voté et ne sera pas revoté et que le délai de 6 semaines concerne le dépôt pour mise à l'ordre du jour du Conseil général, si on diminue le délai à 2 semaines avant, il ne pourra pas être mis à l'ordre du jour vu que l'on reçoit les documents un mois avant. **Ce point ne sera pas revoté.**

Art. 53 : Examen des propositions et des postulats par le Bureau

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 53 est accepté à la majorité évidente.

Art. 54 : Traitement des propositions et des postulats par le Conseil général

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 54 est accepté à la majorité évidente.

Art. 55 : Détermination du Conseil communal

M. le Président demande s'il y a un amendement. **M. Ivan Thévoz**, groupe UDC-Indépendants-UDF, prend la parole. Il indique que comme déjà voté pour l'article 50 alinéa 2 la modification de 1 année à 8 mois, il propose que cela soit reporté également à l'article 55, alinéa 1 pour que cela soit cohérent.

La proposition initiale est refusée à la majorité évidente.

Après discussions entre M. Ivan Thévoz et M. Nicolas Bugnon, il est proposé d'ajouter à l'article 55, alinéa 1 « Cette décision peut n'être toutefois qu'une décision de principe lorsque la proposition demande une longue étude ». Cette proposition n'est pas retenue.

M. Sylvain Egger, groupe MBB, désire faire une autre proposition à savoir, le Conseil communal dispose de 8 mois pour se déterminer sur la proposition et une année sur le postulat (outil parlementaire pour lequel le Conseil communal doit fournir un rapport). Il ne trouve pas judicieux de mélanger les deux outils parlementaires.

M. Ivan Thévoz précise à nouveau qu'il ne s'agit que d'une détermination du Conseil communal au Conseil général si oui il est plutôt pour ou plutôt contre. Bien sûr, il va devoir faire un petit texte pour affirmer pourquoi il est contre ou pourquoi il est pour mais, il n'y a pas besoin de faire un rapport complet d'un postulat où l'on demanderait de faire un recensement des chiens dans la Commune, par exemple. Le Conseil communal devrait dire « oui, nous sommes pour qu'il y ait un recensement ou non, nous sommes contre parce que... et ensuite après dans le délai de 8 mois qu'il prend une décision. Il n'y a pas de rapport à élaborer pour lequel, il faut bien une année.

La proposition de M. Ivan Thévoz est acceptée par 31 oui, 10 non 3 abstentions.

Art. 58 : Règles Communes aux propositions, aux postulats et aux questions

M. le Président demande s'il y a un amendement. **M. Ivan Thévoz**, groupe UDC-Indépendants-UDF, prend la parole. Il propose de biffer les alinéas 2, 3 et 4. D'ajouter un nouvel alinéa 2 « *Si l'auteur d'une question, d'un postulat ou d'une proposition cesse d'être conseiller général, le Conseil communal est tenu de rendre réponse sous le nom de l'auteur et de déployer ses effets selon la procédure légale.* » L'alinéa 5 devient l'alinéa 3.

Les alinéas 2, 3 et sont malhonnêtes pour l'ensemble des Conseillers généraux. En effet, un Conseiller général qui a pris le temps de rédiger une question, un postulat ou une proposition a le droit d'être notifié comme l'auteur de l'instrument parlementaire transmis quand bien même celui-ci cesse d'être élu.

Il y a un risque qu'un instrument parlementaire dérangeant pour le Conseil communal soit retardé quelque peu et tombe, par ce principe, dans les oubliettes.

Par exemple : si un instrument parlementaire est transmis quelques mois avant une élection communal par un Conseiller général, et que celui-ci n'est pas réélu, il y a de fortes chances que son instrument parlementaire ne soit pas repris par un nouveau Conseiller général. Il est donc important de maintenir l'auteur d'un texte, quel que soit la situation afin d'honorer le travail des Conseillers généraux.

La proposition initiale refusée 16 oui, 27 non, 1 abstention

La proposition de M. Ivan Thévoz de biffer l'alinéa 2, 3 et 4, d'ajouter le nouvel alinéa 2 que l'alinéa 5 devienne l'alinéa 3 est acceptée par 32 oui, 12 non, 0 abstention

Art. 62 : Contenu et délai de rédaction

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 62 est accepté à la majorité évidente.

Art. 66 : Entrée en vigueur

M. le Président demande s'il y a un amendement. Ce qui n'est pas le cas.

L'article 66 est accepté à la majorité évidente.

Plus aucune question n'étant posée, M. le Président demande de passer au vote global de la nouvelle version du Règlement d'organisation du Conseil général (ROCG).

La révision du Règlement d'organisation du Conseil général (ROCG) est adoptée avec les modifications demandées par 43 oui, 0 non et 1 abstention.

4. Adoption du Règlement concernant les jetons de présence du Conseil général

M. le Président donne la parole à **M. Albert Pauchard**, Syndic, qui donne lecture du message du Conseil communal.

Introduction

Pour donner suite à la révision du règlement du Conseil général (ROCG) et sur les conseils du Service des Communes, un règlement concernant les jetons de présence du Conseil général a été élaboré (*voir point 3 de l'ordre du jour, lettre d*).

En effet, selon l'article 10, al. 1 du ROCG et s'agissant d'une règle de droit, les montants des indemnités doivent être fixés par un acte législatif, soit dans cet alinéa, soit par un règlement d'application.

Informations complémentaires

Le règlement concernant les jetons de présence du Conseil général a été soumis au Conseil communal et au Bureau du Conseil général qui le préavisent favorablement.

L'adoption de ce règlement d'application par le Conseil général faciliterait l'entrée en vigueur d'une modification du montant de l'indemnité due aux Conseiller-ères généraux en s'économisant la procédure de consultation (Préfecture, Service des Communes) qui doit être appliquée dans le cadre d'une révision même très partielle d'un règlement de portée générale telle que le ROCG.

Conclusion

Le règlement ayant été préavisé favorablement par le Bureau du Conseil général, le Conseil communal demande au Conseil général de bien vouloir adopter le nouveau règlement concernant les jetons de présence du Conseil général.

M. le Président demande s'il y a des remarque, questions ou amendements.

Aucune question n'étant posée, M. le Président demande de passer au vote.

Le Règlement concernant les jetons de présence du Conseil général est adopté par 44 oui, 0 non et 0 abstention.

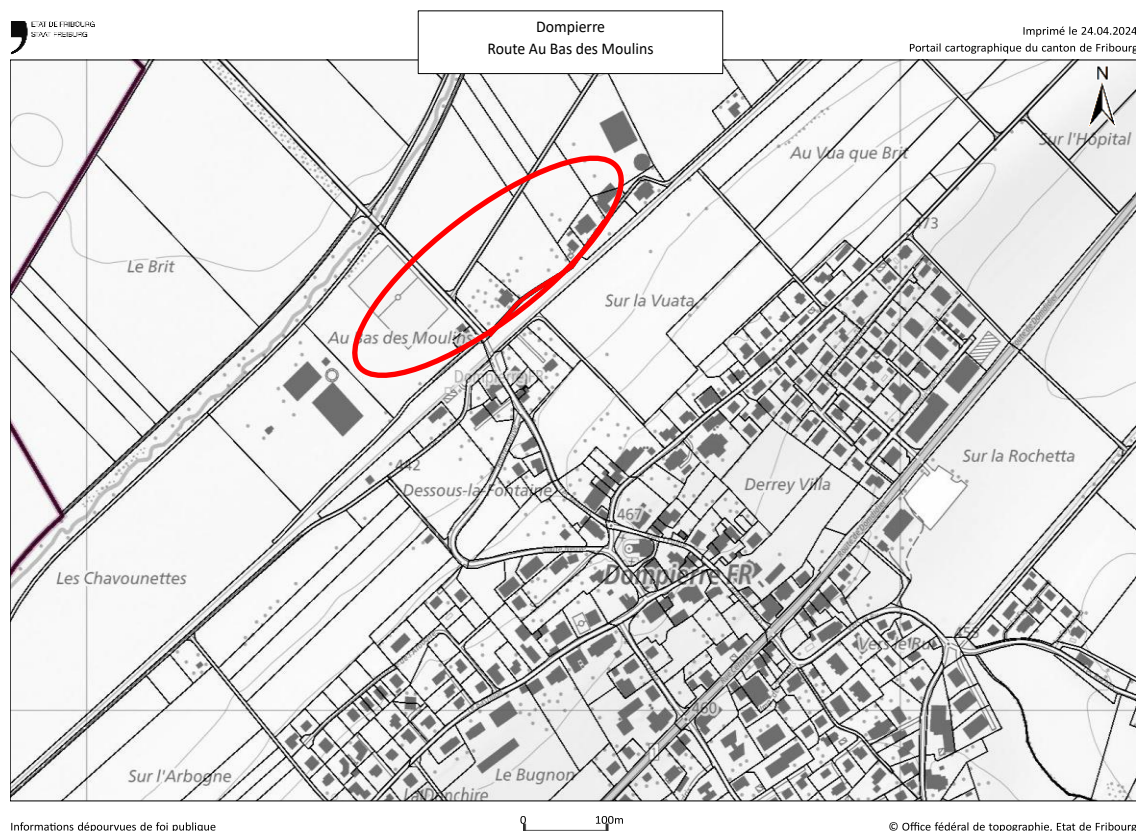
5. Adoption d'un crédit pour l'assainissement de la route « Au bas des Moulins » à Dompierre – CHF 50'000.-

M. le Président donne la parole à **M. Sébastien Formica**, Vice-Syndic, indique que ce dossier était déjà prêt en juin dernier mais, en raison de l'annulation de la séance du Conseil général de juin, il est présenté à la séance du jour. Il précise que ces travaux et interventions doivent se faire pendant la période hivernale, raison pour laquelle il est proposé au Conseil général d'effectuer ces travaux au plus vite afin d'avoir un état de la chaussée adéquat pour l'hiver. Il donne lecture du message du Conseil communal.

Introduction

Le Conseil communal sollicite un crédit dans le cadre du budget 2024, pour l'assainissement de la route Au bas des Moulins à Dompierre.

Situation générale



Etat de la chaussée

Cette route a une largeur de 2m50 et dessert des habitations. Le croisement des véhicules s'effectue difficilement en empiétant sur les bords de la chaussée et les parcelles voisines. De plus, les eaux de surface de la chaussée ne sont pas évacuées dans un collecteur.

La chaussée présente des affaissements et des décollages en bordure de route. Des trous sont constatés fréquemment et, en temps de pluie, la route est difficilement praticable pour les vélos et les piétons. Le service de la voirie effectue régulièrement des taconnages. Une solution qui ne résout que provisoirement les problèmes rencontrés.



Demande de crédit supplémentaire

Le total du crédit se monte à

TTC CHF 50'000.00

Travaux prévus

Les travaux sont :

- l'assainissement partiel de la chaussée
- la réfection du bord de la chaussée affaissée par la mise en place d'un nouveau revêtement en enrobé
- l'élargissement de la chaussée (30 et 50 cm sur le domaine communal) y compris la mise en place d'une fondation en grave et d'un revêtement en enrobé
- la réalisation de rigoles pour l'évacuation des eaux de surface dans le champ.

Reprise sur environ 200 mètres



Financement et charge financière

Le montant total de CHF 50'000.00 est porté aux comptes n° 6150.3141.00. Le montant sera financé par les liquidités courantes ou un emprunt.

Conclusion

Le Conseil communal demande au Conseil général de bien vouloir accepter l'octroi du crédit à hauteur de CHF 50'000 au budget de fonctionnement 2024

M. le Président donne la parole à **M. Ludovic Corminboeuf**, Président de la Commission financière, qui donne lecture du préavis de la Commission financière.

Conformément à l'article 72, alinéa 1, lettre c de la loi sur les finances communales (LFCo), la Commission financière examine les crédits et les éventuels dépassements de crédits nécessitant un vote du Conseil général.

Bien que la route en question nécessite une réfection, la Commission financière est d'avis que ce genre de projet devrait être englobé dans une analyse générale de l'état des routes communales afin de pouvoir établir une planification appropriée des travaux d'entretien en tenant compte du degré d'urgence et des coûts y relatifs.

La Commission financière propose au Conseil général d'approuver le crédit d'investissement pour l'assainissement de la route « Au bas des Moulins » à Dompière pour un montant total de CHF 50'000.00, mais demande au Conseil Communal de présenter dans les meilleurs délais son analyse sur l'état des routes communales.

M. Sébastien Formica, Vice-Syndic, pour répondre à la demande de la Commission financière, ce rapport vous sera présenté dans les meilleurs délais toujours en cours d'élaboration du rapport sur les 49 km des routes de la Commune.

Plus aucune question n'étant posée, M. le Président demande de passer au vote.

La demande de crédit pour l'assainissement de la route « Au bas des Moulins » à Dompierre de CHF 50'000.00 est adoptée à la majorité évidente.

6. Adoption d'un crédit d'investissement pour la réalisation de collecteurs EU et conduite d'eau à Léchelles, art. RF 8757 – CHF 1'500'000.-

M. le Président donne la parole à **M. Olivier Pochon**, Conseiller communal, qui donne lecture du message du Conseil communal.

Introduction

Lors de la séance du 11 décembre 2023 du Conseil Général, le Conseil communal avait sollicité un crédit d'investissement pour la réalisation de collecteurs d'eau à Léchelles afin d'assurer l'approvisionnement du site dit « Ex Carbura » sur lequel l'entreprise Helvetia Environnement envisage la mise en place d'une centre de tri et valorisation des déchets.

Le Conseil général, s'appuyant sur le préavis de la Commission financière, avait alors refusé l'octroi de ce crédit aux motifs suivants :

1. Le Conseil général estimait que le montant dévolu à la construction d'une conduite d'eau potable était exagéré, du moment qu'il existe une possibilité de raccordement à la conduite de Grolley, solution nettement moins onéreuse, moyennant la ratification d'un accord entre les deux Communes.
2. Le Conseil général souhaitait connaître le nombre d'emplois qui sera dévolu à l'exploitation du site.
3. Le Conseil général s'inquiétait de l'engagement de cette dépense en cas de non-réalisation du projet par la société.
4. Le Conseil général consentait à une augmentation du trafic, mais désirait obtenir des garanties en relation avec l'utilisation du rail pour le transport des déchets.

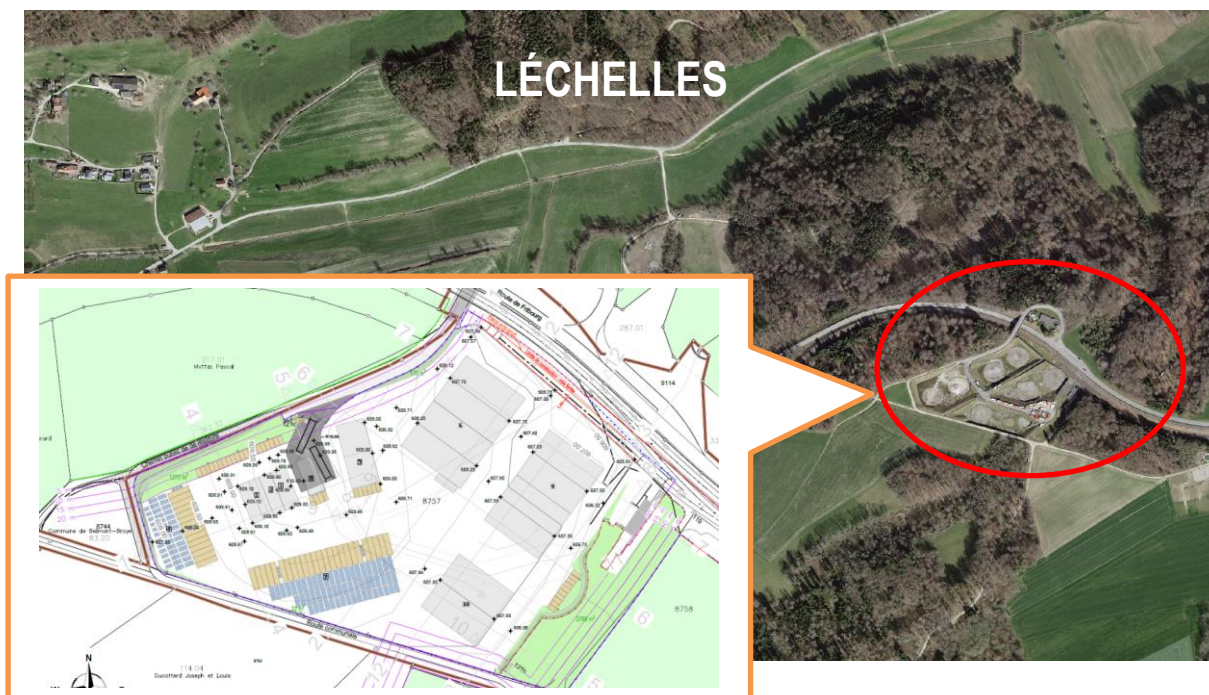
Préambule

Pour mémoire, la parcelle 8757 de 36'318 m² était classée en zone d'activités II dans le cadre de la révision du PAL de Léchelles. Le Canton, dans le contexte de l'approbation du PAL de Léchelles, a toutefois refusé de maintenir ce secteur en zone d'activités à cause du surdimensionnement des zones d'activités à Léchelles (**annexe 4**) : le Canton, convaincu de l'utilité du projet et du lieu d'implantation prévu, a donc proposé à la Commune de réaffecter le secteur en zone spéciale, en affirmant que c'est la seule affectation possible pour permettre la concrétisation d'un nouveau projet de centre de traitement des déchets et de valorisation des matières secondaires. Pour répondre à cette exigence de l'autorité cantonale, et en accord avec cette dernière, la Commune a décidé de lancer une procédure de modification du PAL permettant la mise en zone spéciale du secteur (pour plus d'informations concernant la nature des zones spéciales, **annexe 4**) .

Pour rappel, cette zone anciennement exploitée par Tanklager AG (Carbura) est maintenant propriété d'Helvetia Environnement (**annexe 5**). Cette société œuvre dans le domaine de la gestion des déchets des collectivités territoriales, entreprises publiques ou privées et des particuliers. Suite au dépôt du dossier de modification du PAL (mise en zone spéciale) à l'examen préalable auprès du Canton, le projet a été adapté et de facto le PAL en lien avec le développement de cette zone spéciale a été modifié. En effet, l'affectation de la zone spéciale dépend du projet proposé par la société.

Ce site étant dépourvu en eau pour sa consommation ainsi qu'en collecteurs, la Commune a l'obligation de l'équiper conformément à l'art. 93 et suivant de la LATeC.

Situation



Réponses aux questions du Conseil général

1. Raccordement de l'eau potable

La zone à desservir est située en dehors du village de Léchelles et dès factos se trouve relativement éloignée (750 m) de l'alimentation en eau communal et des collecteurs d'évacuation. Afin de limiter le coût généré par l'éloignement du site à approvisionner, le Conseil communal a pris contact avec la Commune de Grolley afin de solliciter son accord pour un raccordement sur la conduite d'eau potable qui approvisionne le village depuis le Puits des Baumes. Pour rappel, cette ressource en eau est partagée à part égale entre nos deux Communes.

Cette solution permettrait d'économiser le denier public à hauteur de CHF 900'000. Le Conseil communal de Grolley a accepté de rentrer en discussion et deux délégations des Conseils communaux se sont rencontrées à plusieurs reprises pour tenter de négocier un accord qui permette de réaliser le raccordement tout en assurant la Commune de Grolley de répondre au besoin de sa propre consommation.

Dans un courrier établi en date du 19 octobre 2023, le Conseil communal de Belmont-Broye proposait à la Commune de Grolley un accord contenant les propositions suivantes :

1. Le versement d'une indemnité de CHF 100'000 pour le raccordement.
2. La prise en charge total des travaux.
3. La transparence d'information en lien avec ce dossier.

En réponse à nos propositions, le Conseil communal de Grolley nous adressait en date du 24 novembre 2023, un courrier qui se concluait comme suit : «La question de la fourniture d'eau est ouverte, cependant le projet de la société pose certains problèmes, raison pour laquelle elle attend la mise à l'enquête».

Le 19 mars 2024 une nouvelle séance était planifiée, pour permettre de répondre aux questions et inquiétudes du Conseil communal de Grolley, avec notamment la présence de Mme la Préfète de la Sarine.

Pour donner suite à notre envoi du 17 avril, le Conseil communal de Grolley, en date du 15 mai 2024, nous adressait un nouveau courrier demandant des compléments d'information concernant la consommation d'eau prévue pour le site ainsi que des données complémentaires concernant le trafic engendré par la future exploitation du site.

Désireux de trouver une issue positive à notre demande et apporter toutes les réponses aux interrogations légitimes de l'Exécutifs de Grolley, le Conseil communal lui a transmis en date du 27 juin 2024, les données en relation avec le débit d'eau à fournir ainsi qu'une nouvelle analyse du trafic engendré potentiellement par la future activité. Le bureau d'ingénieur Ribi a estimé la consommation d'eau moyenne journalière à 3 m³, volume déterminé en fonction de l'activité du site. Cette faible consommation est due à l'utilisation d'eau météorique pour les eaux de process dans une optique d'économie des ressources et de durabilité par l'entreprise.

Notre courrier étant resté lettre morte, le Conseil communal a adressé une nouvelle missive aux Autorités de Grolley en dates du 5 août et du 16 août, leur demandant de se déterminer clairement afin de permettre le dépôt du dossier de mise à l'enquête.

Au moment de la rédaction du message à l'attention de la Commission financière (CF) et du Conseil général (délai de remise au 23 août à la CF) et après plusieurs téléphones pour s'enquérir de la décision du Conseil communal, nous restons sans réponse formelle. L'exécutif ne souhaite pas se prononcer avant la mise à l'enquête du projet qui ne peut être déposé sans un accès à l'eau potable, l'évacuation des eaux et la défense incendie. Cette situation latente, depuis de nombreux mois, retarde le projet du propriétaire et pourrait le mettre en péril voir même le stopper avec toutes les conséquences qui s'en suivraient pour notre Commune et nos contribuables.

En conclusion, le Conseil communal tient à préciser les points suivants :

- a) Comme nous l'avons rappelé à maintes reprises aux Autorités de Grolley, il n'est pas possible à l'entreprise Helvetia Environnement de déposer son dossier pour mise à l'enquête tant que la question du raccordement du site n'est pas réglée.
- b) La Commune de Belmont-Broye comprend les inquiétudes de la Commune de Grolley concernant la ressource hydrique. Le Conseil communal belmontois y a répondu en chiffres sous expertise du bureau Ribi, soit une consommation de 3m³ /jour, qu'il est disposé de compenser, sur l'utilisation du Puits-des-Baumes.
- c) L'accord de la Commune de Grolley à un branchement de la conduite d'eau potable pour alimenter le site permettrait à la Commune de Belmont-Broye d'économiser le denier public à hauteur de CHF 900'000 sans que la Commune de Grolley soit préteritée dans le cadre de l'utilisation de la ressource du Puits-des-Baumes.
- d) De plus, ce n'est pas en nous accordant un droit de raccordement à sa conduite d'eau que le Conseil communal de Grolley valide le projet d'Helvetia Environnement. Le dépôt d'une opposition au projet lors de la mise à l'enquête reste possible.
- e) Le Conseil communal de Belmont-Broye ne désespère de trouver un accord avec son homologue de Grolley.

2. Nombre d'emplois

Sur la base du volume déchets à traiter et l'expérience des sites similaires, notamment à Rosé, les propriétaires prévoient que le site sera occupé par une soixantaine de collaborateurs/trices.

3. Engagement de la dépense

L'investissement pour l'équipement de ce terrain ne sera effectif qu'au moment où le permis de construire est octroyé. Les premiers travaux seront entrepris par le propriétaire, ceux de la Commune interviendront dans un second temps.

4. Utilisation du rail

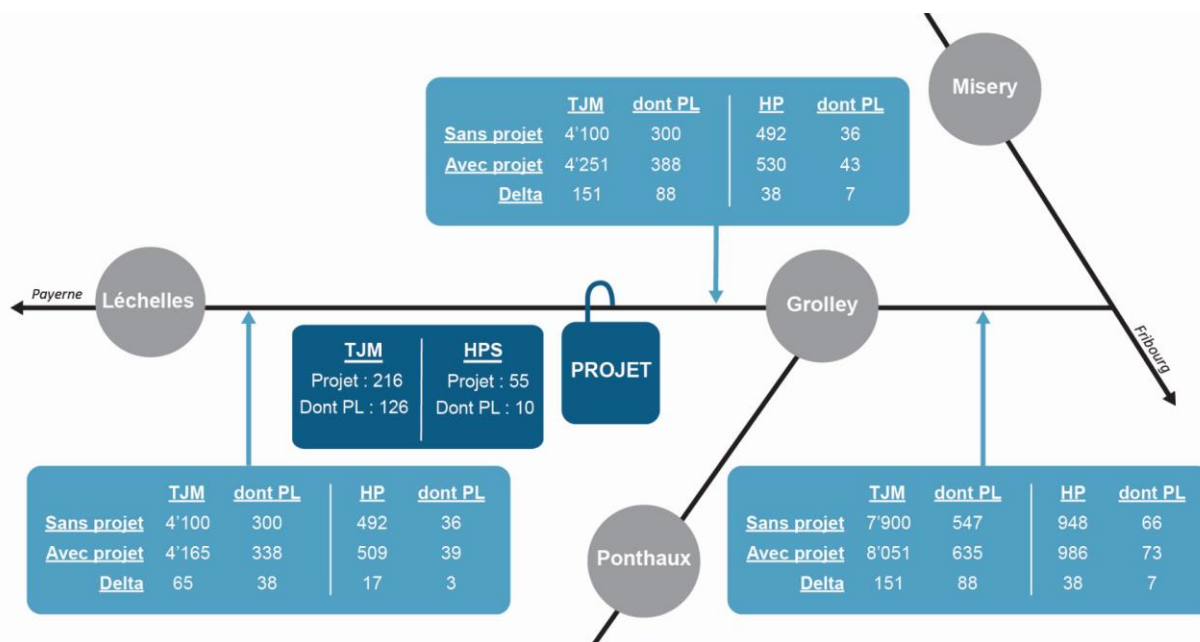
La mise en zone spéciale du site se justifie notamment par la présence d'un raccordement ferroviaire qui permet une utilisation du rail pour l'activité qui y sera déployée. C'est d'ailleurs une des conditions principales exigées par la Confédération et le Canton afin de pouvoir procéder à l'affectation du secteur en « zone spéciale ». Dans ce sens, une prescription particulière a été rajoutée à l'art. 25 du RCU de Léchelles qui exige désormais qu'au moins 50% du tonnage des déchets en flux sortant doit transiter par le rail.

L'utilisation du rail est par ailleurs une priorité de l'entreprise Helvetia Environnement pour le flux sortant des déchets après traitement. L'utilisation de la voie CFF sera probablement opérationnelle à partir de 2030 avec la fin des travaux des CFF sur la ligne de la Broye et l'utilisation complète du site. L'entreprise Helvetia Environnement a pris l'engagement de transporter par le rail 50% du tonnage des déchets en flux sortant à partir de cette date. Elle s'est même engagée auprès de M. le Conseiller d'Etat Jean-François Steiert, d'atteindre l'objectif minimum de 55% du tonnage sortant par le rail à un horizon de 5 ans après la mise en service complète du site.

Cette condition ne peut pas être exigée pour le flux entrant de déchets, vu que ce dernier se fera essentiellement avec le transport des déchets assuré par des poids lourds depuis les déchetteries et autres clients privés qui ne disposent pas eux d'un accès au rail. C'est pourquoi les craintes émises par le législatif belmontois et le Conseil communal de Grolley, notamment concernant une future augmentation du trafic routier dans les villages de Grolley et de Léchelles sont légitimes. Pour répondre à ces inquiétudes, Helvetia Environnement a commandé auprès du bureau CDS une étude d'impact.

Il est à noter que dans le dossier de demande de permis, l'impact du trafic est évalué en tenant compte du cas le plus défavorable, à savoir sans utilisation du rail, par exemple lors d'une interruption de la ligne.

Il y a actuellement 4'100 mouvements jour (mvt/j) entre Léchelles et Grolley. L'implantation du projet de centre de tri et gestion déchets générera, dans le cas défavorable évalué, 216 mouvements jour dont 126 poids lourds, répartie à 70% en direction de Grolley et 30% en direction de Léchelles. Le projet prévoit de traiter et valoriser plus de 68'000 tonnes par année, tonnage qui sera ressorti pour plus de la moitié par le rail.



Légende :

TJM : Trafic journalier moyen / HP : Heure de pointe / HPS : Heure de pointe en soirée

Dans le cadre de l'**annexe 3**, vous trouverez des données complémentaires concernant l'évolution du trafic et l'activité du site.

Mesures compensatoires

Il est également à relever que l'implantation du site intègre le développement de deux nouvelles zones de biotope, propices aux batraciens et à la faune locale. Ceux-ci compenseront le site actuellement recensé comme site à batraciens d'importance cantonale et situé dans les bassins laissés à la suite du démantèlement d'une partie des infrastructures de Tanklager AG, qui est destiné à disparaître dans le cadre de la réalisation du projet.

En guise de compensation, le projet de développement du centre de traitement des déchets et de valorisation des matières secondaires prévoit la création d'un nouveau biotope humide à l'est du périmètre mais également la création d'une prairie extensive à l'ouest du périmètre. Ces nouveaux biotopes sont inscrits au PAL comme périmètres de protection de la nature (PPN) afin de garantir, de manière contraignante, leur réalisation ainsi que la mise sous protection.



Finalement, les surfaces vertes mises sous protection totalisent une surface d'environ 4'700 m² ce qui correspond à environ 13.5% par rapport à la surface affectée au secteur A de la zone spéciale (environ 35'000 m²). Le projet est donc conforme au nouvel article 25 du RCU prévoyant, pour le secteur A de la zone spéciale, un indice vert (I_{ver}) de 10%.

Défense incendie

Le budget présenté au Conseil général de Belmont-Broye en décembre 2023 ne tenait pas compte du coût engendré par la défense incendie. En effet, le Conseil communal avait obtenu, en 2020, un accord de principe de la Commune de Ponthaux lui permettant de bénéficier de l'accès à la défense incendie de cette dernière.

Entre-temps, le projet de fusion entre les Communes de Grolley et de Ponthaux a abouti. En date du 27 juin 2024, le Conseil communal de Belmont-Broye, désireux de mettre sous toit cet accord de principe, a adressé une proposition de convention à la Commune de Ponthaux.

Cette dernière nous a répondu en date du 22 juillet 2024 qu'elle devait malheureusement revenir sur cet engagement. En effet, une convention entre les deux Communes (Grolley-Ponthaux) stipule que seule celle de Grolley est habilitée à accorder des droits de raccordements à des tiers.

Informations complémentaires

Il est important de rappeler que la Commune de Belmont-Broye est tenue d'équiper les parcelles situées en zone, y compris celles en zones spéciales, conformément à l'art. 93 et suivants de la LATeC.

Pour rappel, cette zone spéciale ne pourra pas être affectée une autre activité industrielle, artisanale ou commerciale que l'aménagement de ce centre de valorisation et de tri de déchets.

En cas de refus par le législatif, le projet d'Helvetia Environnement qui est lié à cette zone, ne pourra pas voir le jour avec comme première conséquence que le statut de « zone spéciale » attribué à la parcelle 8757 tomberait et que la parcelle 8757 retournerait dans l'aire agricole dans un délai de 5 ans. Ce qui aurait comme deuxième conséquence probable :

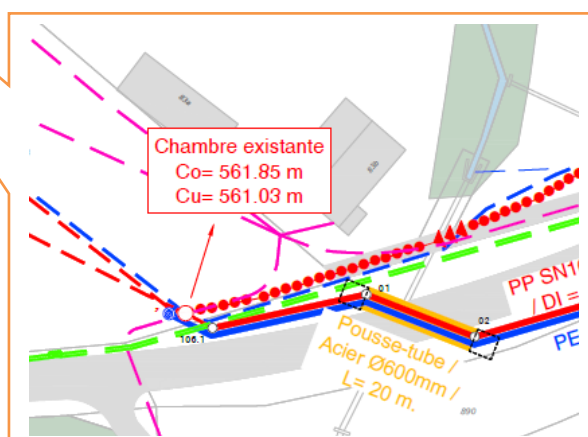
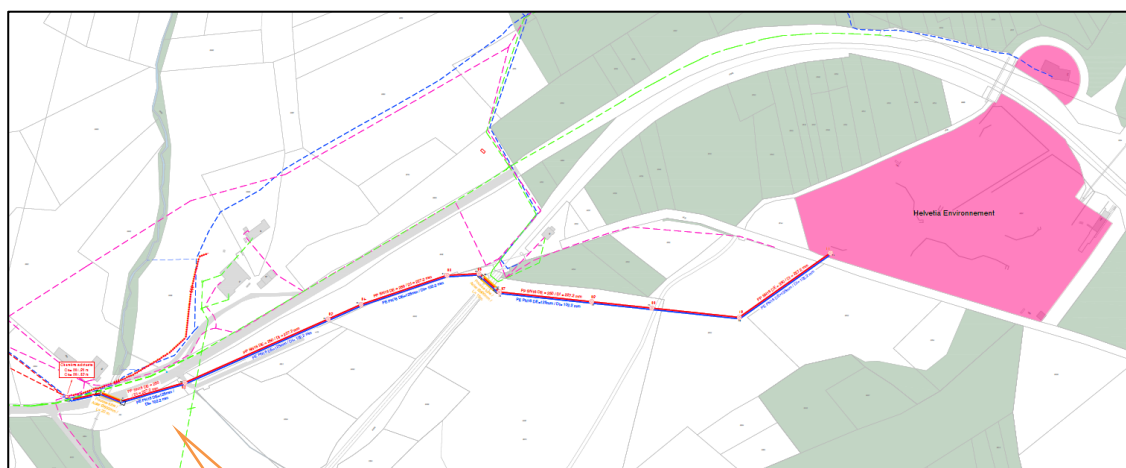
- Une remise en état de la parcelle pour sa réintroduction en zone agricole avec un probable assainissement, voire une dépollution du site.
- Des prétentions financières du propriétaire à l'encontre de la Commune de Belmont-Broye pour une participation à cette remise en état du fait que le site a servi de terrain d'entraînement pour la défense incendie dans le cadre d'engagement contre les hydrocarbures.
- Des prétentions financières du propriétaire à l'encontre de la Commune de Belmont-Broye dans le cadre d'un dédommagement causé par la dévaluation de la parcelle du fait de son retour dans l'aire agricole.
- Des prétentions financières du propriétaire à l'encontre de la Commune de Belmont-Broye dans le cadre d'un dédommagement des frais consentis pour le dossier de réalisation du projet de centre de tri, qui n'a pas abouti à la suite d'une décision du Conseil général de ne pas attribuer le budget demandé pour le raccordement à l'eau potable et à la défense incendie.

Il n'est possible à l'heure actuelle de chiffrer le cumul des prétentions financières qui pourraient être adressées à la Commune de Belmont-Broye. Néanmoins le Conseil communal estime qu'il pourrait dépasser largement le montant du crédit d'investissement présenté. Sans compter, qu'une non-entrée en matière serait un signe négatif donné par la plus haute autorité communale aux entreprises en place ou à celles désirant s'installer dans notre Commune.

Description des travaux

La zone à desservir est située en dehors du village et dès lors, se trouve relativement éloignée (750 m) de l'alimentation en eau communal et des collecteurs d'évacuations.

- *Réalisation de collecteurs EU depuis la route cantonale « Fribourg »*
- *Réalisation d'une conduite potable*



Coûts des travaux

Les coûts estimatifs des travaux pour cet aménagement s'élèvent à CHF 1'500'000.00 selon le décompte suivant :

• Travaux de génie civil pour les collecteurs EU	CHF	310'000.00
• Pousse-tube pour collecteurs EU sous route cantonale	CHF	75'000.00
• Travaux de génie civil pour conduite d'eau	CHF	190'000.00
• Pousse-tube pour conduite d'eau	CHF	85'000.00
• Installation sanitaire	CHF	90'000.00
• Travaux en lien avec la défense incendie	CHF	500'000.00
• Prestations et frais secondaires	CHF	250'000.00

Total	CHF	1'500'000.00
--------------	------------	---------------------

Cet engagement financier sera compensé par l'encaissement de taxes à hauteur de CHF 650'000. Il s'en suivra la perception de taxes de bases périodiques et des éventuelles rentrées fiscales.

Financement et charge financière

Le montant total de CHF 1'500'000.00 est porté aux comptes n° 7101.5031.22 et 7201.5032.19. Le montant sera financé par les liquidités courantes ou un emprunt. Un amortissement de 1.25% sur 80 ans est à compter. Pour mémoire, les eaux potables et les eaux usées sont des services autofinancés.

Conclusion

Le Conseil communal vous demande d'accepter cet investissement d'un montant de **CHF 1'500'000.00** pour la réalisation de cet ouvrage.

M. le Président donne la parole à **M. Ludovic Corminboeuf**, Président de la Commission financière, qui donne lecture du préavis de la Commission financière.

Conformément à l'article 72, alinéa 1, lettre c de la loi sur les finances communales (LFCo), la Commission financière examine les crédits et les éventuels dépassements de crédits nécessitant un vote du Conseil général.

Pour rappel, la Commission financière et le Conseil général se sont déjà prononcés lors de la séance du 11 décembre 2023. L'investissement avait alors été refusé en demandant au Conseil communal de trouver un accord avec la Commune de Grolley.

Sur la base du message du Conseil communal, la Commission financière constate qu'aucun accord formel avec la Commune de Grolley n'a pu être trouvé à ce jour. La Commission financière déplore cette situation qui n'incombe néanmoins pas à la volonté du Conseil communal de Belmont-Broye.

Le tableau ci-après résume les conséquences financières en cas de refus ou d'accord de la Commune de Grolley de pouvoir se raccorder à leur conduite d'eau potable :

Investissements / Taxes	Sans accord avec commune de Grolley	Avec accord avec la commune de Grolley	Commentaires
Eau potable	450'000	100'000	
Défense incendie	570'000	50'000	
Eaux usées	480'000	480'000	
Total dépenses	1'500'000	630'000	
Taxes raccordement (Estimation)	650'000	550'000	100'000 CHF rétrocédés à la commune de Grolley
Total « net »	850'000	80'000	

Etant donné que la Commune de Belmont-Broye est tenue d'équiper les parcelles situées dans cette zone et que l'entreprise propriétaire de la parcelle 8757 à Léchelles désire déposer un permis de construire rapidement, la réalisation des travaux ne peut plus être reportée.

Il est à relever que les travaux ne seront réalisés que si une autorisation de construire est délivrée. En outre, en cas de réponse négative du Conseil général, l'entreprise pourrait envisager d'engager des poursuites juridiques à l'encontre de la Commune de Belmont-Broye afin d'obtenir des dédommagements qui pourraient dépasser nettement le montant de l'investissement qui est à l'ordre du jour.

Sur la base de ce qui précède et des informations en sa possession, la Commission financière propose au Conseil général d'approuver le crédit d'investissement d'un montant de CHF 1'500'000.00 et encourage le Conseil communal à poursuivre le dialogue avec la Commune de Grolley afin d'aboutir à un accord, ce qui serait dans l'intérêt de toutes les parties prenantes.

M. Nicolas Bugnon, La Gauche Plurielle, indique que l'augmentation des camions, le trafic de poids lourds qui se multiplie, dans un village comme Léchelles, cela signifie la qualité de vie qui déépérit. Pour toujours, nos concitoyens, les écoliers, les promeneurs, en feront les frais. L'attractivité du village en pâtira.

Le développement d'entreprises est important, tout le monde est d'accord, mais pas à n'importe quel prix et pas n'importe comment.

Le projet d'implantation d'un centre de tri et de transit de déchets peut sembler louable, l'utilité d'une telle activité n'est pas mise en cause, mais à un tel emplacement, il est difficilement compréhensible. Nous sommes là entre les champs et la forêt, à distance de deux villages. Des zones industrielles doivent accueillir ce genre d'infrastructures.

On peut lire dans la documentation fournie, que la décision de mettre ce secteur en zone spéciale est bien une décision du Conseil communal, alors que le Canton avait exprimé devoir dézoner la zone d'activité. La solution de la zone spéciale a été poussée pour permettre le projet. Il aurait été de bon ton de la part du Conseil communal de consulter la population avant d'avancer sur ce terrain et promouvoir un tel projet. Pour cela, il est malheureusement trop tard.

Nous vous demandons donc aujourd'hui, quels sont les gains de ce projet pour notre Commune ? Aucun revenu fiscal ne peut être attendu d'une telle activité, d'une entreprise faisant partie d'un groupe international comme Paprec. Au contraire, le projet engendrera un changement de visage de notre village de Léchelles. Nous savons pourtant tous aujourd'hui que ce sont les personnes physiques qui paient la grande majorité des impôts. Et pour attirer de nouveaux contribuables, il faut bien maintenir une bonne qualité de vie dans nos villages.

Maintenant, nous sommes devant un choix financier. Investir désormais 1,5 millions, soit 600'000.- de plus qu'il y a 9 mois, pour amener de l'eau sous pression dans une zone aussi lointaine et aussi haute.

Au vu des dégâts que ce projet peut amener pour les habitants, nous demandons à pouvoir opérer la pesée des intérêts grâce à un minimum de données. Nous remercions le Conseil communal pour le dossier d'information constitué, un gros travail a été réalisé, mais malheureusement, ce dossier n'estime d'aucune manière le risque financier pris par un refus de cet investissement. Quels seraient les dommages potentiellement encourus ? En termes de fourchette, quelle somme pourrait devoir engager la Commune sur les différents dédommagements et frais qui peuvent être engagés ?

En tant qu'élus, nous avons un devoir de réponse face à nos concitoyens. Pour répondre aux questionnements sur ce projet, nous devons pouvoir justifier l'appropriation de nos décisions.

Le groupe Gauche plurielle demande ainsi à pouvoir faire une pesée d'intérêts sur la base de données tangibles et demande à obtenir des informations sur ce risque, afin que le Conseil général puisse se prononcer en connaissance de cause. Des cas de ce type ont très certainement déjà eu cours dans le Canton et ailleurs en Suisse.

En demandant donc au Conseil communal de fournir une estimation étayée du risque financier d'un refus de ce crédit d'investissement, s'il le faut par l'intermédiaire d'une expertise externe et par différents scénarios, nous proposons au Conseil Général un renvoi de l'objet au Conseil communal au sens des art. 39 et 40 du Règlement du Conseil général, voulant que ce vote de crédit d'investissement soit repoussé, à une date ultérieure qui suivra la fourniture des informations demandées.

Dans le cadre de cette proposition de renvoi, la Gauche plurielle demande également à obtenir des informations sur l'état de pollution du site. La question avait été posée lors du refus fin 2023. Le dossier ne donne malheureusement aucun élément de réponse. On nous disait simplement que le site avait été jugé propre par une étude.

Maintenant, on observe sur le portail de l'Etat de Fribourg, que le site a été classé en août 2024 en zone polluée, tout du moins en zone à investiguer, ceci sans doute à la suite d'analyses complémentaires.

Quelle est donc la situation réelle actuelle de pollution du site ? Et en corollaire, quels peuvent être, à nouveau, les conséquences financières pour la Commune de la nouvelle situation en regard d'un éventuel refus de l'investissement présenté ?

Pour information, un vote de renvoi est un instrument permettant de décaler le vote sur le fonds, en demandant des informations complémentaires ou d'autres modifications. Si le renvoi est accepté, le vote est repoussé pour obtenir la demande, et s'il est refusé, le vote sur l'objet a lieu après le vote sur le renvoi.

Pour obtenir des informations sur le risque financier et l'état de pollution du site, nous vous demandons donc de bien vouloir renvoyer l'objet au Conseil communal. Pour la qualité de vie dans nos villages. Nous vous remercions.

M. le Président indique à M. Nicolas Bugnon que sa demande de renvoi de l'objet pour les raisons sera votée à la fin des débats de ce point. Ce point sera renvoyé et si la demande est refusée, le Conseil général votera la demande de crédit d'investissement.

M. Axel Bise, groupe PLR, aimerait juste remettre un petit peu l'église au milieu du village. Il comprend les arguments de M. Nicolas Bugnon mais, la vraie question à se poser ce soir est veut-on valoriser ce terrain ou finalement, comme l'on nous l'a expliqué ce soir si on vote non ce soir, ce sera terminé. Le permis de construire est lié avec le vote de ce soir. Donc, si l'on vote non ce soir, on met un terme au projet. Nous devons faire un choix ce soir. Nous avons la possibilité de valoriser ce terrain. N'oublions pas que ce sont des emplois, une petite source de revenus fiscaux, les coûts ont été annoncés CHF 850'000.-, après versement des taxes de raccordement. Il rappelle également que les discussions avec la Commune de Grolley, certes ne sont pas en bonne voie mais, elles ne sont pas définitivement terminées. Pour ces raisons, le groupe PLR propose de valider le crédit.

M. Eric Pauchard, groupe PLR, demande au Conseil communal si en cas de refus ou de report du point à l'ordre du jour mais, surtout dans le cas d'un refus, la parcelle sera dézonée. Qui devra supporter les coûts de remise en état, le propriétaire ou la Commune ?

M. Pascal Joye, Conseiller communal, répond que la Commune devra prendre en charge une partie des frais de dépollution parce que l'on sait que le fond est pollué par le parc automobile des pompiers de Grolley qui ont effectué des exercices sur place. La partie où la pollution n'est pas due aux pompiers de Grolley, c'est la Commune qui prendra en charge les frais.

Il y a également toute la partie concernant la moins-value du terrain. Entre la valeur du terrain agricole et le prix Helvetia, ce sera une charge communale. Il est clair que le Canton a zéro franc dans les caisses. Il faudra aussi ajouter tous les dommages qui seront constatés. Le montant total n'est pas encore connu, parce qu'il n'a pas été publié. Il n'a pas été évalué par Helvetia Environnement. Mais nous avons estimé avec l'Administrateur, M. Thierry Piccand, un montant entre 5 à 8 millions.

M. Eric Pauchard, groupe PLR, on est bien d'accord que la parcelle doit être remise en état et être redonner à la nature ?

M. Pascal Joye, Conseiller communal, Exactement.

M. Eric Pauchard, groupe PLR, comprend bien ce qui est en jeu pour la population, c'est le trafic poids lourds, dans les estimations on parle d'environ 25% côté Léchelles et 75% côté Grolley. Mais, si on refuse ce crédit aujourd'hui on parle d'une charge financière pour la Commune qui pourrait aller jusqu'à 8 millions. Huit millions, si l'on tient compte que CHF 150'000.- c'est 1 point d'impôt, faites le calcul sur 8 millions. Réfléchissez à ce quoi, nous pourrions exposer financièrement notre Commune.

Tout cet argent pourrait être utilisé à d'autres dossiers complètement plus importants pour nos habitants (nos routes, nos enfants, sécurisation des tronçons, notre vie villageoise, nos associations, nos clubs de sport), cet argent pourrait être utilisé pour d'autres projets. On parle d'accepter un crédit et ensuite une mise à l'enquête sera déposée avec toutes les possibilités de faire opposition, de demander des compensations, des mesures pour la circulation.

Il souhaiterait ne pas tout bloquer avec un non ce soir et s'exposer à une charge possible de 5 à 8 millions. Tout en sachant que la Commune de Grolley, avec tous les échanges qu'il a pu avoir avec eux, attend que l'on vote et après il y aura peut-être de leur part des oppositions. Par rapport à la population de Léchelles, il faudra trouver des solutions et il s'adresse au Conseil communal pour trouver et proposer des mesures pour la mobilité.

M. Jean-Luc Rimaz, groupe UDC-Indépendants-UDF, est assez impressionné par la différence des coûts si Grolley participe ou pas. Il pense qu'il y a vraiment quelque chose à faire avec la Commune de Grolley, il faut absolument intervenir et si la Commune de Grolley ne veut pas jouer le jeu, il faut que le canton intervienne pour faire la médiation.

Il trouve vraiment impressionnant la différence entre les chiffres avec ou sans Grolley. Il est conscient que cela n'est pas si simple mais, il désire que l'on se souvienne que la Commune de Grolley a un rôle important à jouer dans cette acquisition et leur faire entendre raison.

M. David Christan, groupe MBB, on article des chiffres et des estimations, nous n'avons pas le droit de donner des chiffres comme cela, estimés à la louche, on doit faire une étude sérieuse ce qui est d'ailleurs demandé par le renvoi. Dire que l'on estime à 5 à 8 millions, c'est scandaleux de dire des tels chiffres sans étude. Cela ne se fait pas. L'intérêt du renvoi est franchement à se poser la question que l'on soit pour ou contre pour obtenir un chiffre juste afin de voter en connaissance de cause.

M. Ivan Thévoz, groupe UDC-Indépendants-UDF, a une question pour le Conseil communal, pourquoi il n'y a pas eu de convention avec la Commune de Ponthaux avant la fusion ce qui aurait obligé la nouvelle Commune de Grolley de prendre en mains le dossier tel que codifié par une convention ?

M. Olivier Pochon, Conseiller communal, indique qu'un accord de principe était signé depuis plusieurs années avec la Commune de Ponthaux. À la suite de l'avancée des discussions la Commune a voulu acter cet accord de principe par une convention. Malheureusement le réseau d'eau potable étant dépendant de celui de la Commune de Grolley, la Commune de Ponthaux n'était pas en mesure d'acter cette convention. La Commune de Grolley campe sur ces décisions pour le moment.

Le terrain est en zone et on doit l'équiper, c'est une obligation, nous n'avons pas le choix. Il est clair que nous allons continuer à parler avec Grolley, nous avons toujours eu de bonnes relations. Ils ne sont pas très intéressés pour l'instant par cette zone mais, ils nous ont communiqué, oralement, qu'une fois que l'entreprise aura le permis, la Commune de Grolley reviendra autour de la table pour discuter et l'on trouvera un arrangement. Mais pour pouvoir mettre le permis à l'enquête on doit obtenir ce budget.

M. Axel Bise, groupe PLR, aimerait que le Conseil communal puisse confirmer le risque en cas de refus ou de renvoi ce soir.

M. Pascal Joye, Conseiller communal, indique que si le projet est refusé ou renvoyé, le projet sera enterré. Helvetia ne va pas attendre 2 ou 3 ans, parce qu'une étude totale va durer 2 ou 3 ans. De plus, juridiquement, cela va également être long pour calculer combien la Commune de Belmont-Broye va payer mais on sait déjà que cela sera très cher.

M. Raphaël Fischer, groupe MMB, a une question sur la compétence du Conseil communal qui est entré en matière il y a de nombreuses années sur cet objet et Helvetia Environnement. Si l'on n'adhère pas aujourd'hui à ce projet qui est en route, on écope d'une facture de 5 à 8 millions d'un montant estimé que l'on ne connaît pas.

C'est un enjeu énorme sur un objet qui finalement au départ n'a pas été voté ou proposé par le Conseil général mais simplement par un Conseil communal. Il ne sait pas au niveau de la compétence de l'investissement des décisions qui ont été prises, il se pose juste la question sur les montants qui s'articulent.

M. Pascal Joye, Conseiller communal, précise que le terrain n'a jamais été communal même à Léchelles, il a toujours été en mains privées. Au début, le propriétaire était Tanklager donc la Confédération et ensuite, Helvetia l'a racheté. Le terrain a été mis en zone car avant c'était une zone industrielle.

En 2009, quand la Confédération a vendu le terrain, il a été décidé de le dézoner en zone spéciale. Remettre la parcelle en zone industrielle n'est pas possible car elle n'est pas reliée à une nouvelle zone industrielle côté Grolley. Si nous étions plus proche d'une zone industrielle côté Grolley, cela serait faisable et rapidement. Mais cela n'est pas le cas, donc le terrain ne peut être qu'en zone spéciale ou agricole.

M. Marc Cuennet, groupe MBB, tient à signaler au Conseil général que ce terrain est un héritage de l'ancienne Commune de Léchelles. Ce dossier avait déjà été discuté par la commission de l'urbanisme de l'époque et il y a eu une consultation avec la population de Léchelles qui souhaitait quand même que l'on conserve ce lieu en zone industrielle du fait qu'il était équipé et qu'une arrivée avec les voies de chemins de fer était opportune.

Donc il a toujours été clair pour la population de Léchelles, que ce lieu serait ponctuellement employé par une zone industrielle. La Commune de Belmont-Broye a repris le dossier tel qu'il avait été discuté à l'époque. On ne va pas revenir en arrière.

M. Pascal Joye, Conseiller communal, ajoute que l'avantage sur site c'est la voie CFF, il faut savoir que si 100% des déchets vont rentrer en camion, il y a plus 50% qui va ressortir par train. C'est une convention qu'Helvetia a fait avec les CFF.

Plus aucune question n'étant posée, M. le Président demande de passer au vote de la demande de renvoi.

La demande pour le renvoi de l'octroi du crédit est refusée par 10 oui, 34 non et 0 abstention.

M. le Président demande de passer au vote de la demande de crédit.

La demande de crédit pour la réalisation de collecteurs des eaux usées et de l'eau potable, art. 8757 à Léchelles de CHF 1'500'000.00 est adoptée par 37 oui, 2 non et 5 abstentions.

7. Octroi de crédits supplémentaires au budget de fonctionnement 2024 pour un total de CHF 54'500.-

M. le Président donne la parole à **M. Fabrice Currat** qui donne lecture du message du Conseil communal.

Introduction

Le Conseil communal sollicite les crédits supplémentaires cités ci-dessous dans le cadre du budget 2024.

Le règlement communal des finances (RFin) précise, à l'article 8 *al.* 4, que le Conseil communal établit une liste motivée de tous les objets dont le dépassement excède les limites fixées et les soumet globalement au Conseil général pour approbation, au plus tard lors de la présentation des comptes. Les crédits supplémentaires de minimales importances inférieures à CHF 20'000 n'ont pas l'obligation d'être listés.

Bien que le budget approuvé par le Conseil général, le 11 décembre dernier, présentait un excédent de charges à hauteur de CHF 860'450 (-3.51%), ces dépenses supplémentaires ne vont pas impacter la santé financière de notre Commune. Même s'il est pour l'heure difficile de savoir si les rentrées fiscales pourront couvrir ce déficit prévisionnel, l'expérience des années précédentes a démontré toutefois que les comptes définitifs étaient toujours meilleurs que les budgets présentés. Ces compléments budgétaires représentent un surcoût de 0.2 % du budget global.

Les nouvelles directives comptables, pour donner suite à la mise en application du nouveau plan comptable MCH2, démontrent que les capitaux communaux peuvent absorber ces charges supplémentaires. Il faudra toutefois veiller à équilibrer au mieux les futurs budgets.

Après analyse des comptes au 6 août 2024, il apparaît que des crédits supplémentaires doivent être demandés au Conseil général pour des dépenses dites « nouvelles » soit des charges considérées comme étant non-liées, conformément à l'art. 36 *al.*3 de la LFCO.

Demande de crédits supplémentaires

Le total des crédits supplémentaires se montent à

TTC CHF 54'500.00

Le tableau ci-dessous précise les comptes concernés par la demande de crédits supplémentaires

No.	No. compte	Crédit supplémentaire	Budget 2024 (approuvé)	Motifs de l'excédent
1.	2120.3111.00 Machines, matériel, appareils, outils	CHF 7'500	CHF 500	Le leasing du photocopieur du secrétariat scolaire est arrivé à échéance. Après analyse et comparaison, il a été décidé d'acquérir un appareil plus adapté, moins coûteux et moins onéreux qu'un leasing. L'économie sur 5 ans est estimé à CHF 5'650 (HTVA). Les charges du compte 2120.3100.01 seront diminuées.
2.	2120.3171.00 Activités (excursions, camps, divers)	CHF 13'000	CHF 163'000	Courant juin, l'Association de la piscine de Courtepin a proposé des plages horaires à raison d'une heure par semaine. Cette opportunité a été saisie par l'Exécutif pour les élèves de 4H. Le crédit complémentaire couvre d'une part l'accès à la piscine et le transport des élèves à Courtepin.
3.	6150.3101.02 Sécurité routière	CHF 34'000	CHF 25'000	Après de longues années de tractations, le Conseil communal a enfin obtenu la création d'une ligne de bus reliant Chandon-Léchelles-Russy-Dompierre-Domdidier (zone industrielle). Cette ligne nécessite des aménagements routiers transitoires (arrêts, marquage, etc.) afin de pouvoir entrer en service dans le cadre du nouvel horaire de décembre 2024.

Financement et charge financière

Le montant total de CHF 54'500 sera porté sur les différents comptes du budget 2024 et sera financé par les capitaux propres de la Commune.

Conclusion

Le Conseil communal demande au Conseil général de bien vouloir accepter l'octroi de crédits supplémentaires à hauteur de CHF 54'500 au budget de fonctionnement 2024.

M. le Président donne la parole à **M. Ludovic Corminboeuf**, Président de la Commission financière, qui donne lecture du préavis de la Commission financière.

Conformément à l'article 72, alinéa 1, lettre c de la loi sur les finances communales (LFCo), la Commission financière examine les crédits et les éventuels dépassements de crédits nécessitant un vote du Conseil général.

Selon l'article 8, alinéa 1 du règlement des finances (RFin), le Conseil communal est compétent pour décider d'un crédit supplémentaire pour autant que ce dernier ne dépasse pas 10% du crédit budgétaire concerné et à condition que le montant du crédit supplémentaire soit inférieur à CHF 50'000.

Le Conseil communal établit une liste motivée de tous les objets dont le dépassement excède les limites fixées à l'alinéa 1 et les soumet globalement au Conseil général pour approbation, au plus tard lors de la présentation des comptes. Les crédits supplémentaires de minime importance inférieure à CHF 20'000 peuvent ne pas être listés (art. 8, al. 4 RFin).

La Commission financière salue la démarche du Conseil communal de présenter la liste motivée des crédits supplémentaires au cours de l'année et non au moment de la présentation des comptes. La Commission financière remarque en outre que la liste présentée comporte également des crédits supplémentaires de moins de CHF 20'000.

Analyse

Position no 1 – Machines, matériel, appareils outils

La Commission financière approuve ce choix qui permettra de faire baisser les coûts lors des prochaines années.

Position no 2 – Activités (excursions, camps, divers)

La Commission financière n'a pas de remarque à formuler.

Position no 3 – Sécurité routière

La décision du Canton d'ouvrir une nouvelle ligne de bus qui désert la Commune nécessite de mettre en œuvre des aménagements routiers provisoires.

Vu l'urgence et la nécessité de ces aménagements, la Commission financière préavis favorablement ce crédit supplémentaire.

Conclusion

La Commission financière propose au Conseil général d'approuver les crédits supplémentaires pour un montant de CHF 54'500.00.

M. le Président demande s'il y a des remarques ou questions.

M. Jean Krebs, groupe UDC-Indépendants-UDF, indique qu'une nouvelle ligne c'est très bien mais quelles seront les conséquences sur les comptes de fonctionnement donc à notre participation au trafic public ?

M. Fabrice Currat, Conseiller communal, indique que le fond pour les transports est un pot commun donc finalement s'il n'y avait pas cette ligne d'ouverte ou d'autres lignes dans le canton, peu importe, c'est un montant qui est réparti dans toutes les Communes, ce n'est pas parce que l'on a une ligne supplémentaire que nous aurons des frais supplémentaires.

Plus aucune question n'étant posée, M. le Président demande de passer au vote.

La demande d'octroi de crédits supplémentaires au budget de fonctionnement 2024 d'un montant total de CHF 54'500.00 est adoptée par 43 oui, 1 non et 0 abstention.

8. Présentation de la planification financière 2025 - 2029

M. le Président donne la parole à **M. Fabrice Currat**, Conseiller communal, qui présente la planification financière préparée.

Bases légales

Les articles de la Loi sur les finances communales (LFCo), qui parlent du plan financier, sont donnés ci-dessous :

Art. 5 But 1

Le plan financier sert à la planification et au pilotage à moyen terme des finances et des prestations.

Art. 6 Compétences et procédures

¹ La Commune établit un plan financier sur cinq ans. Le plan est mis à jour régulièrement et selon les besoins, mais au moins une fois par année.

² Le plan financier est adopté par le conseil communal.

³ Le plan financier et ses mises à jour sont transmis à la commission financière et à l'assemblée communale ou au conseil général.

⁴ Le Conseil d'Etat édicte les dispositions minimales du plan financier.

Ceux de l'Ordonnance sur les finances communales (OFCo) sont également présentés ci-après :

Art. 5 Structure (art. 6 al. 4 LFCo)

- ¹ Dans le plan financier, les activités communales sont réparties en tâches principales, elles-mêmes subdivisées en groupes de tâches.
- ² La prise en compte de l'évolution des chiffres du passé porte sur les trois dernières années comptables.

Art. 6 Contenu (art. 6 al. 4 LFCo)

- ¹ Le plan financier comprend au moins les éléments suivants : a) les données pertinentes de référence de la politique budgétaire et économique ; b) les objectifs stratégiques, les tâches et les prestations de la Commune ainsi que l'aperçu de leur évolution prévisionnelle ; c) les charges et revenus planifiés ; d) les dépenses et recettes d'investissement planifiées; e) l'évaluation des besoins de financement; f) les possibilités de financement; g) l'évolution de la fortune et de l'endettement.
- ² Les services de l'Etat et les associations de Communes communiquent régulièrement aux Communes les données.

Introduction

Conformément aux articles de loi précédemment cités, le Conseil communal présente la planification financière pour les années 2025 à 2029.

Malheureusement pour les Exécutifs communaux, le Service des Communes (Scm) ne met pas à disposition, une planification financière « Clé en main » disponible pour toutes les administrations tout comme le fournisseur de l'outil métier qui ne dispose pas, sauf rétribution bien évidemment, d'un tel outil de planification financière, facile d'utilisation et présentant des résultats compréhensibles à tout à chacun.

Dès lors, la Commune de Belmont-Broye a développé une planification financière détaillée permettant de visualiser la croissance des charges et des produits estimés. Cette croissance tient évidemment compte des investissements déjà réalisés, de ceux qui sont en cours pour certains, ainsi que de ceux qui ne sont pas nécessairement encore réalisés mais qui ont été validés par le Conseil général. Cette planification tient aussi compte d'hypothétiques futurs investissements.

Il convient aussi de relever, qu'une fois un investissement réalisé, il découle des charges financières d'amortissement ainsi que bien souvent des intérêts en lien avec l'emprunt contracté pour la réalisation de l'investissement.

Comme constaté dans les budgets annuels présentés, il est difficile d'établir des projections précises pour les années suivantes. Il est dès lors compliqué d'établir des projections jusqu'à 2029, projections qui peuvent varier fortement en fonction d'un grand nombre de facteurs comme un changement de base légale, une décision du Conseil d'Etat ou du Grand Conseil, de décisions prises dans une association intercommunale, de l'augmentation de la population, etc... Il convient, dès lors, d'accepter que cette planification reste un outil de pilotage et que ses calculs pourraient varier d'autant que le nombre d'analystes qui analyseraient et établiraient ces calculs.

Contexte général

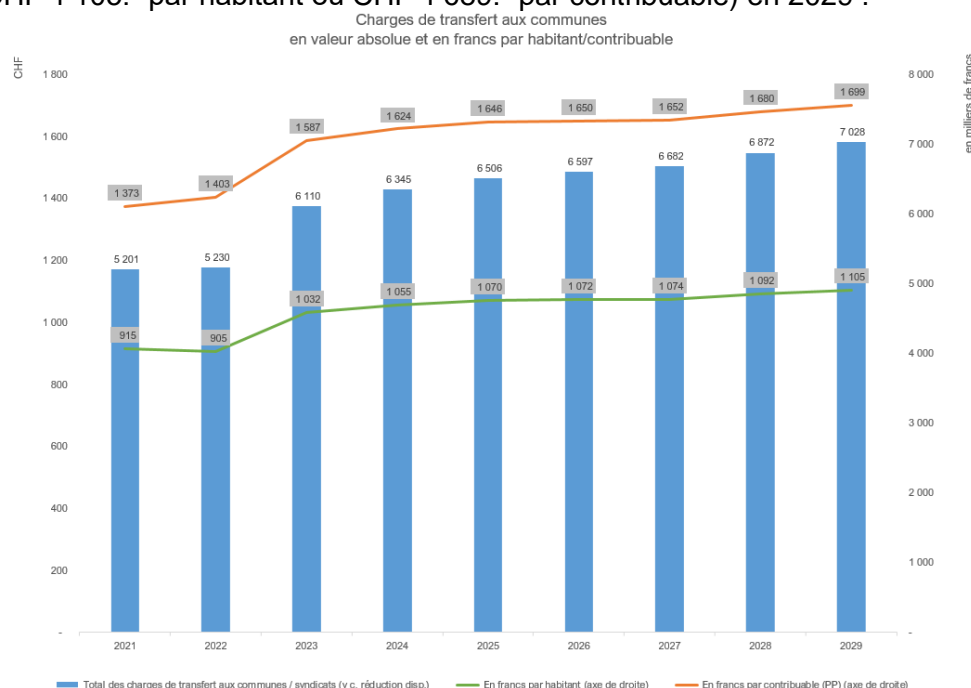
Depuis la fusion de 2016, la population est passée de 4'706 habitants à 6'029 au 30 juin 2024, soit une croissance de 28%. Bien qu'accompagnée par une augmentation des revenus fiscaux, cette hausse de la population engendre forcément une augmentation des charges, notamment, avec l'ouverture de classes scolaires mais également pour répondre aux besoins plus importants en matière d'accueil extra-scolaire ou de places d'accueil pour la petite enfance (garderie, crèches) par exemple.

L'accroissement démographique observée dans tout le Canton et plus particulièrement dans la Broye se répercute également sur les charges de liées, avec comme conséquence des augmentations importantes que les Communes doivent prendre à leur charge.

Cette planification se base quelques principes suivants afin d'estimer les variations futures :

Type de Charges et produits	Explications sur l'évaluation
Frais bancaires	Estimation 3% basé sur l'augmentation des tarifs et du nombre de mouvements
Ecole primaire	Progression calculée sur la moyenne 2021 à 2024
Cycle d'orientation	Basé sur leur planification financière
Prod. location de salles	Augmentation de 3% avec l'acquisition de la buvette de Léchelles
Aide aux institutions spécialisées	Progression calculée sur la moyenne 2021 à 2024 (5%)
Amortissements	Prendent en compte les investissements, en cours, votés et ceux projetés
Intérêts bancaires	Idem ci-dessus
Produits d'impôts ordinaires	En fonction de la progression proposé par le canton
Produits d'impôts spéciaux	Basé sur les années précédentes
Croissance population	Selon le Plan Directeur Cantonal à l'horizon 2032

Le graphique ci-après montre l'évolution des charges de transfert aux Communes. En valeur absolue, les charges sont passées de CHF 5'200'000.- (soit CHF 915.- par habitant ou CHF 1'373.- par contribuable) en 2021 à CHF 6'345'000.- (soit CHF 1'055.- par habitant ou CHF 1'624.- par contribuable) en 2024. Les projections amènent ces charges à CHF 7'028'000.- (soit CHF 1'105.- par habitant ou CHF 1'689.- par contribuable) en 2029 !



Principes comptables

Pour permettre une analyse, les Communes utilisent différents principes comptables et indicateurs notamment celui de la marge nette d'autofinancement (MNA).

La marge nette est apurée des montants en lien avec les opérations sur les réserves, les imputations internes, les gains comptables, les charges et les produits extraordinaires et le résultat des domaines autofinancés. On compare ainsi des dépenses et recettes et non plus des charges et produits. A cette marge nette s'ajoutent les charges d'amortissements desquels on déduit d'éventuels produits d'amortissements pour obtenir la MNA (cashflow).

La marge d'autofinancement renseigne sur les moyens réels que possède la Commune. Comme pour une structure privée, la Commune doit générer suffisamment de recettes, ou liquidités, pour couvrir les dépenses, faute de quoi elle est contrainte de s'endetter pour faire face à ses engagements à court terme, ce qui est vivement déconseillé.

Résultat hypothétique

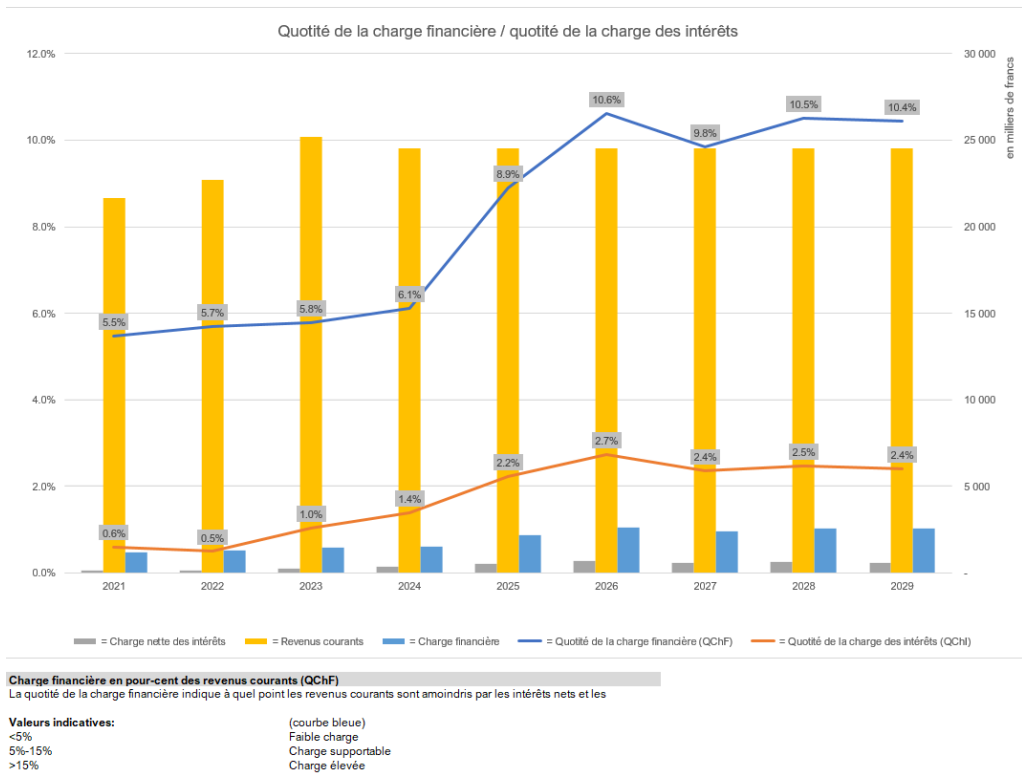
Dans ce contexte, les projections basées sur les données connues, comme les investissements planifiés, la croissance démographique et d'autres estimations, nous indiquent une augmentation probable du déficit communal. La perte s'aggraverait de CHF 700'000 en 2025 et pourraient atteindre un montant de plus de CHF 2'172'000 en 2029 comme on peut le voir dans le tableau ci-après :

	BUDGET 2025		BUDGET 2026		BUDGET 2027		BUDGET 2028		BUDGET 2029	
	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS
	- 1 541 060		- 1 884 714		- 2 052 731		- 2 116 091		- 2 172 116	
RÉSULTAT	26 496 535	24 955 475	27 221 229	25 336 515	28 173 030	26 120 299	28 651 730	26 535 639	29 114 264	26 942 148

Cette augmentation du déficit s'explique, en partie, avec la calculation d'un amortissement pour l'Ecol'Air de plus de CHF 240'000 par an ainsi que l'augmentation des emprunts et, de facto, des intérêts qui passeraient de CHF 375'000 à CHF 580'000.

De plus, vu les faibles bénéfices dégagés ces dernières années, il n'est plus possible de rembourser les emprunts précédents tout en continuant d'investir sur les nouveaux projets.

Sur le graphique en page 5, on remarque en effet une augmentation des charges financières (courbe bleue) qui passent de 6,15 % en 2024, mais qui passeraient à 10,6 % en 2026.

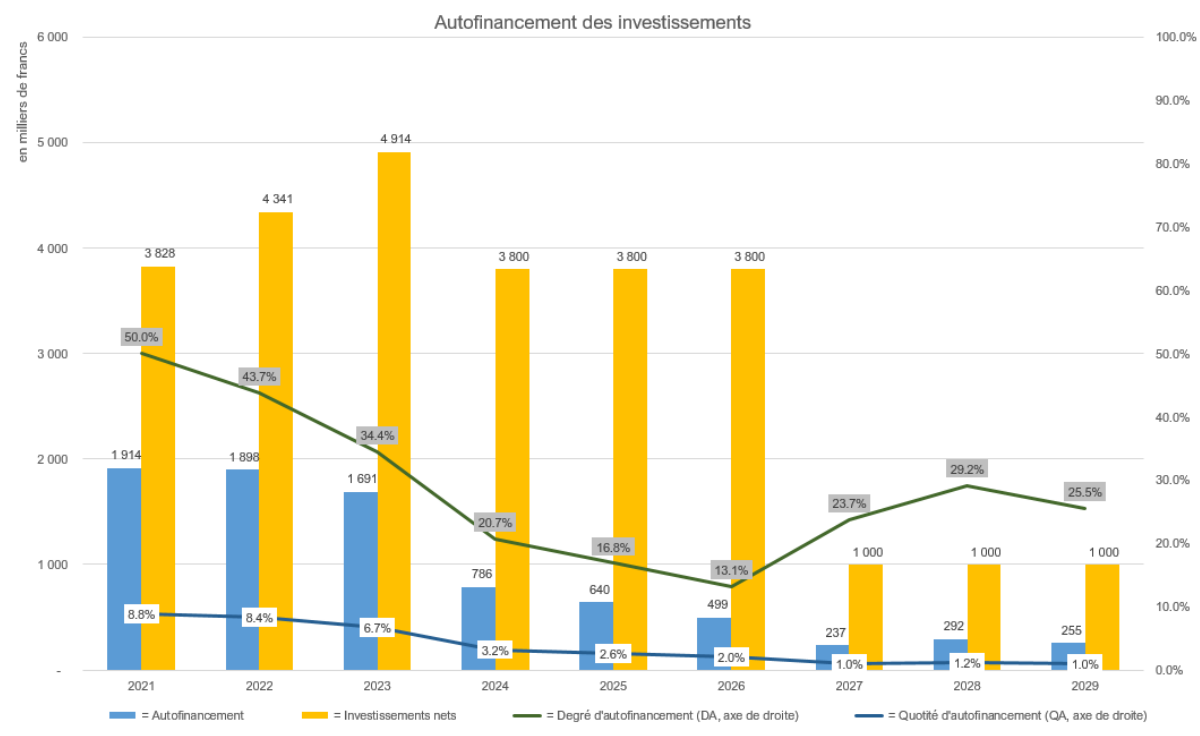


La planification financière tient compte des CHF 11'524'000 validés par le Conseil communal, répartis sur les années 2024 à 2026. Pour les années 2027 à 2029, seul un million de francs annuels ont été implantés dans la planification, pour permettre, nous l'espérons d'améliorer la situation financière.

MNA

Si l'on reprend l'indicateur de la MNA détaillée auparavant, la moyenne des résultats entre 2021 et 2023 est de CHF 268'000 (bénéficiaire) pour des investissements moyens, réalisés sur ces mêmes années, de CHF 4'357'000.

Vu les résultats en constante diminution ces dernières années, on constate, sur le graphique en page 6, que la MNA continue à se réduire dans le même laps de temps, pour atteindre un degré d'autofinancement quasi nul en 2029.



Degré d'autofinancement (DA)

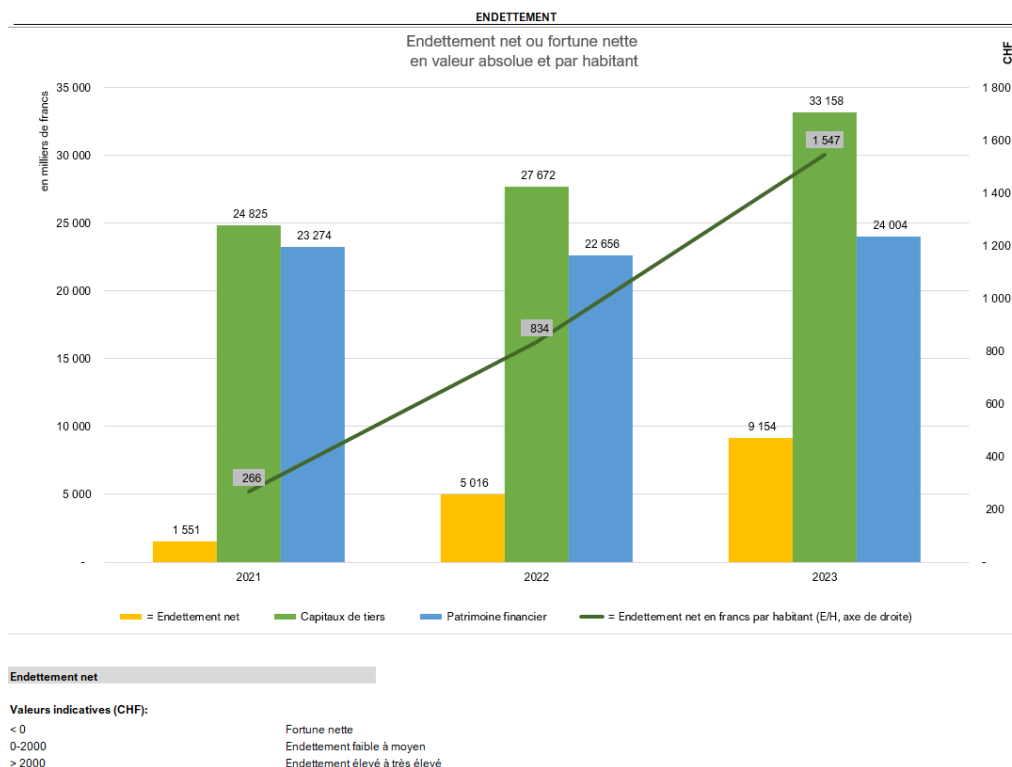
La commune est-elle en mesure de financer ses dépenses par des fonds propres ?

Valeurs indicatives:	(courbe verte)
≥ 100 %	Idéal
50 % – 99.9 %	Acceptable à problématique
< 50 %	Insuffisant

Rapport avec d'autres indicateurs:

Un faible degré d'autofinancement entraîne, à moyen ou à long terme, une hausse de la dette brute par rapport aux revenus et de l'endettement net par habitant (DB/R et E/H).

En conséquence, la MNA, tout juste positive, montre que la Commune ne va pas pouvoir rembourser ses dettes mais pourra tout de même financer une petite partie de ses investissements futurs grâce à une marge d'autofinancement (cash-flow) positive. Néanmoins, cela risque de poser un problème au niveau de la dette brute puisque la Commune va immanquablement devoir emprunter pour continuer à investir et ce, malgré la vente des terrains au RSSBF, prévu en 2030. L'évolution de la dette brute du graphique en page 7 démontre clairement cette tendance.



Perspectives

Les résultats des comptes des dernières années ont toujours été positifs malgré des budgets négatifs. Ces résultats positifs résultent très certainement de dépenses prévues mais pas toujours réalisées ainsi que de revenus d'impôts conjoncturels plus importants que planifiés en lien avec le passage de MCH1 à MCH2 notamment. Cela démontre la difficulté d'établir une planification financière à moyen terme. Mais il est tout de même important de signifier que l'excédent de charges présenté lors des budgets devient toujours plus important et que l'énorme effort consenti pour l'élaboration du budget 2024 ne va pas pouvoir être reconduit indéfiniment sans envisager à moyen terme une diminution du niveau des prestations ou une augmentation des revenus. Il devient donc nécessaire de trouver de nouveaux moyens de générer des rentrées d'argent puisque, depuis le passage à MCH2 en 2021, un résultat structurel en baisse est observé.

Bien qu'en hausse par rapport à la période post-covid, le marché monétaire est plutôt favorable à l'emprunt. Toutefois, il est important de garder en ligne de mire que cette relative stabilité pourrait évoluer et dès lors la hausse des taux impacterait sensiblement les charges communales, et ce, sur du long terme.

Malgré ces prévisions quelque peu pessimistes, la fortune (comptable) de la Commune a augmenté de manière significative au bilan 2021 à la suite du transfert des réserves ou provisions au capital propre et à la réévaluation des patrimoines financier et administratif. Bien qu'il s'agisse uniquement d'opérations comptables, le capital propre accumulé ces dernières années, évalué à CHF 27,4 mio, contribuera à atténuer les éventuels résultats négatifs lors du bouclage des prochains comptes comme l'autorise la LFCo art. 21.

Conclusions

De ces analyses, il ressort les éléments suivants :

- les derniers budgets présentent une prévision déficitaire (augmentation des charges)
- les comptes de résultats sont bénéficiaires mais avec une baisse constante du bénéfice
- la baisse des bénéfices ne permet plus de rembourser les emprunts (MNA marge nette d'autofinancement = insuffisante)
- les nouveaux investissements sont financés pour leur quasi-totalité par des emprunts
- les emprunts bancaires sont en constante progression (la Commune s'endette).

Le cumul de tous ces éléments indique la nécessité de réduire les investissements et les charges et/ou d'accroître les produits

M. Jean Luc Rimaz, groupe UDC-Indépendants-UDF, a préparé un texte dont il donne lecture :

C'est avec inquiétude que nous avons pris note de la présentation de la planification financière 2025-2029. Les points énumérés en conclusion sont alarmants. Il faut dès lors agir dès maintenant pour éviter des hausses d'impôts et de taxes.

Nous souhaitons que la Commune de Belmont-Broye se fasse entendre au sein de l'Association des Communes, des députés de notre district, de M. le Préfet ici présent, des membres du Conseil d'Etat pour que l'augmentation des charges liées cesse. Aujourd'hui, le monde politique à tous les échelons ne sait plus définir les réelles priorités. Plus personne ne sait dire non. La politique de l'arrosoir à tous les échelons fait des ravages pour les pauvres contribuables. La Confédération, les Cantons, les Communes ont tous les mêmes problèmes pour établir leurs budgets.

Cet état de fait est dû à l'augmentation de la population, à la multiplication des directives, des normes imposées, des grands spécialistes qui nous imposent leurs vues et cette envie de faire plaisir à tout le monde. Il s'agit de faire une analyse critique de toutes les dépenses imposées superflues et de se faire entendre par nos élus à l'échelon cantonal.

Je suis également d'avis que la Commune doit encore effectuer des efforts dans la budgétisation dépendant de sa responsabilité. Il n'y a pas de sujet tabou. Mieux vaut quelques pertes de prestations que de ponctionner encore et toujours la population.

Belmont-Broye a subi déjà deux augmentations d'impôts en quelques années passant de 72% à 75%, puis encore une hausse pour arriver à 78%. Je vous annonce d'ores et déjà que s'il venait à l'idée du Conseil communal d'augmenter à nouveau les impôts, une telle décision ferait l'objet d'un référendum. Il est exclu d'accepter une nouvelle ponction de la population qui croûle sous les charges en constante augmentation.

Mesdames, Messieurs, chers collègues, la population nous a élu afin que nous défendions ses intérêts. Il est de notre devoir de protéger nos citoyennes et citoyens face à cette évolution financière sombre et démesurée. Agissons avant qu'il ne soit trop tard.

M. le Président demande s'il y a une réponse du Conseil communal.

M. Fabrice Currat, Conseiller communal, répond que si nous faisons un débat, nous allons y passer toute la soirée.

M. Jean-Luc Rimaz, groupe UDC-Indépendants-UDF, rétorque qu'il est important de se faire entendre, nous savons qu'il y a beaucoup de charges liées mais il a l'impression que nous les acceptons sans broncher et cela n'est plus possible. Il s'adresse également à M. le Préfet, car ce qu'il se passe devient très grave, que ce soit dans tous les domaines le social, les homes qui coûtent une fortune, les écoles que nous allons continuer à construire.

On veut toujours faire venir du monde dans la Broye, on veut toujours être dans l'expansion alors que l'on remarque que les gens qui arrivent chez nous coûtent de l'argent. Ce ne sont pas des gens qui en rapportent. Est-ce que cela vaut la peine de toujours vouloir toujours plus ?

Les gens de la Coreb, c'est la même chose, il faut vraiment déterminer qu'est-ce qui est bien pour la Broye et ne pas vouloir toujours prendre toutes les sociétés qui veulent bien venir s'implanter chez nous, sans en mesurer les conséquences. C'est bien joli d'accepter toujours plus de monde mais, on voit bien que l'on croule sous le poids des charges.

Depuis qu'il est au Conseil général (25 ans) on n'arrête pas de construire des écoles. Nous allons aller jusqu'où avec cette folie d'avoir toujours plus de monde. On bétonne partout et cela nous rapporte des charges supplémentaires. La situation est très grave.

M. Fabrice Currat, Conseiller communal, pour un petit peu « défendre » le Préfet, indique que nous avons tous des charges, au niveau fédéral il y a des charges, avec effet parapluie sur les cantons et les Communes mais, prenons déjà la situation dans notre Commune.

Nous avons offert des prestations à la population, on a une crèche. On a toujours que dit la crèche allait coûter 3-4 points d'impôt. Pour l'instant, nous n'avons pas trop pris sur la population si ce n'est 1%. Donc on a aussi des prestations que l'on offre et il y a toujours plus de prestations communales. Il faut aussi se rendre compte que pour l'instant les prestations qui sont offertes à la population ne sont pas payées à leur juste prix.

Chacun doit prendre ses responsabilités, le Conseil communal va proposer un budget, nous avons toujours à l'esprit que l'on veut soutenir les sociétés locales en leur accordant des subventions. On continuera à subventionner les transports pour les étudiants et les apprentis, il pense qu'il y a des choses qui sont intéressantes pour les personnes et cela a un certain coût et peut-être un taux d'impôt qui sera augmenté, à réfléchir.

A chacun de prendre ses responsabilités. Oui il y a toujours plus de monde mais pas seulement à Belmont-Broye et il ne voit pas pourquoi M. Rimaz aurait plus le droit d'habiter Belmont-Broye que d'autres personnes. Il ne voit pas pourquoi des gens n'auraient pas le droit d'habiter dans la Commune plus qu'un autre, parce qu'ils viennent d'arriver et qu'ils créent des coûts. Il pense qu'il y a aussi des personnes qui amènent des revenus financiers. Ce seront des décisions à prendre notamment lors de la séance des budgets 2025.

M. Thomas Clerc, groupe La Gauche Plurielle, concernant les pistes qui sont invoquées pour un peu inverser la tendance, elles vont aggraver encore le bien-être voire la fortune des citoyens. M. Currat l'a dit, que les personnes morales paient nettement moins d'impôt que les entreprises mais toutes les solutions qui sont proposées ne se trouvent pas dans les entreprises et vont impacter les personnes morales. N'y a-t-il pas une piste à suivre auprès des entreprises ? La contribution immobilière ne peut être augmentée que pour les entreprises mais aussi sur les personnes morales et si nous augmentons le taux, les propriétaires reporteront cette hausse sur les locataires. N'y aurait-il pas une autre piste pour chercher l'argent auprès des entreprises et aussi mettre à contribution les personnes morales.

M. Fabrice Currat, Conseiller communal, rappelle que ce sont les citoyens qui ont votés les différentes réformes au niveau des entreprises. Au niveau de la contribution immobilière cela représente de gros montants mais, nous n'avons pas le droit d'augmenter le taux qu'aux entreprises. Si l'on augmente cela se répercutera automatiquement sur les propriétaires et certainement sur les locataires. Une solution miracle, si elle existait, serait plus facile et nous ne nous poserions pas toutes ces questions mais, comme déjà dit, c'est une question de choix. On essaie de réduire les charges sur celles que l'on peut. De réduire par 4 l'entretien des routes peut nous coûter beaucoup plus cher quand il faut intervenir dans l'urgence.

M. Nicolas Bugnon, groupe La Gauche Plurielle, aimerait revenir sur la question de M. Thomas Clerc et reprendre également son intervention de 2021 à ce sujet. Pour rappel entre le budget 2019 et 2022 les impôts sur les personnes morales sont passés de 1,8 million sur le bénéfice pour la Commune de Belmont-Broye à CHF 600'000 en trois ans. Donc pratiquement divisé par 3.

On avait aussi pu apprendre qu'il y avait une possibilité de différencier le taux d'imposition entre les personnes morales et les personnes physiques, il y a des Communes qui le font dans le canton. Certes ce n'est pas la solution de tous les miracles mais, il y a quand même cette possibilité de ne toucher que les entreprises pour récupérer un tout petit peu de ce qu'elles ont gagnés il y a quelques années.

M. Fabrice Currat, Conseiller communal, répond que si l'on veut récupérer l'argent que l'on perdu, il faudrait passer ce taux à 3 pour les entreprises pour récupérer le montant perdu avec cette réforme. Cela pourrait être assez peu attractif si l'on a un taux pour les particuliers à 78 et tout d'un coup 3 points de plus uniquement pour les entreprises, cela n'est pas le meilleur signal à donner.

M. Ludovic Corminboeuf, Commission financière, a juste une remarque pour la commission financière qui n'a pas fait de préavis parce qu'il n'y a pas de décision à prendre, cela est juste une information. Nous avons eu les explications de MM Thierry Piccand et Fabrice Currat. Cet outil qui a été mis en place permet de faire des scénarios qui paraissent peut-être « effrayant » mais cela sert justement à anticiper et à prendre des mesures. Ce qui n'existait pas avant.

Du point de vue de la commission financière, cet outil est très important et permettra d'anticiper certaines choses pour éviter justement d'arriver à une augmentation d'impôt et autres. En sachant que la commission financière essaie toujours de faire des propositions pour trouver des pistes, c'est aussi ça notre rôle. Pour terminer sur une note un peu plus positive, il faut savoir que cet outil est bien conçu, il va nous aider à mieux anticiper. C'est quelque chose de très positif pour nous.

Plus aucune remarque ni question n'étant posées, M. le Président passe au point suivant.

9. Présentation de l'état actuel des différents projets communaux

M. le Président donne la parole à **M. Sébastien Formica**, Vice-Syndic, en charge du dicastère des constructions et projets communaux indique qu'il est important et cela, malgré ces projections financières qui ne sont pas forcément glorieuses de pouvoir quand même assurer certains projets qui vont suivre.

Certaines études démontrent également que certains projets vont pouvoir être dimensionnés vers le bas. Ce qui démontre aussi que nous ne partons pas tête baissée dans tous les projets sans réflexion. Il est également important de vous montrer l'avancée des projets aussi pour que vous puissiez visualiser tous les projets votés pendant l'année.

Il est à noter que ces dernières années, nous ne sommes plus, en tout cas pour les projets routiers, places et grosses conduites, dans une surdimension ou des demandes qui sont inconsidérées. Il présente ensuite l'état de situation des différents projets communaux. La présentation est annexée au présent au PV (**annexe 7**).

Aucune question ni remarque n'étant posée, M. le Président donne la parole M. le préfet pour la présentation de la Coreb.

10. Présentation de la Coreb

M. le Préfet, Nicolas Kilchoer, souhaite dans un premier temps répondre à M. Jean-Luc Rimaz en ce qui concerne le poids des charges liées. La Suisse a 9 millions d'habitants depuis la semaine passée c'est définitif, c'est clair, c'est inscrit à l'office de la statistique. Nous avons un Conseiller fédéral qui s'appelle Beat Studer, qui a des soucis budgétaires, il a beaucoup dépensé dans la période Covid, pour différentes raisons que l'on juge ou que l'on ne juge pas, validées par les chambres fédérales, validées par la population.

M. Jean-Pierre Siggen rencontre les mêmes problèmes à Fribourg, il a dépensé de l'argent, ceci validé par le Grand Conseil. On arrive à M. Fabrice Currat, ministre des Finances, troisième du fédéralisme qui essaie de faire ce qu'il peut dans le cadre de ses fonctions. Il a bien aimé les propos du Président de la commission financière, vous avez un outil pour piloter cela. Donc c'est par là que vous devez commencer.

Il donne un exemple des décisions de vendredi passé de M. Suter, 800 millions qui vont pallier le fond, c'est une proposition qui n'est actuellement pas validée, pour le soutien à nos crèches. A Fribourg, les crèches ce n'est pas le canton qui les finance, ce sont les Communes. S'il a un message à faire passer, c'est qu'il faut activer rapidement les conseillers nationaux peu importe qu'ils s'occupent de cette thématique-là, pour remettre la discussion sur la table.

Cet argent va manquer à la Commune Belmont-Broye et c'est M. Currat qui va ramasser par rapport à cela, pour la crèche. Il est vrai que c'est un problème généralisé pour gérer la situation.

C'est une pyramide, et il faut faire des choix mais le choix au niveau législatif et, c'est la même situation dans les districts il y a les EMS, il y a les comités exécutifs dont je suis l'organisateur ou le Président. Il y a les élus communaux, il y a les législatifs qui décident et c'est la même chose au niveau du Conseil communal de Belmont-Broye, du Grand Conseil fribourgeois.

En prenant la thématique des crèches, s'il était Député, il poserait la question. Les crèches c'est le SEJ, le SEJ c'est la DSAS, la DSAS c'est M. Demierre donc il lui demanderait sa solution pour gérer le manque à gagner. A discuter. Mais il pense qu'il y a vraiment des choses à préparer en amont.

Chacun doit rester dans son rôle, il peut comprendre la thématique et il pense qu'il faut se poser les bonnes questions.

M. Jean-Luc Rimaz, groupe UDC-Indépendants-UDF, indique que comme exemple c'est vraiment dépassé, il croit que c'est à tous les niveaux que chaque élu doit réfléchir aux priorités. On met des sommes très importantes sur des choses qui ne sont pas importantes notamment les routes, notamment l'armée, il y a plein de détails que l'on peut économiser. Tout cela en ne se préoccupant pas des personnes qui paient.

M. le Préfet, Nicolas Kilchoer, répond que cela n'est pas une fausse réponse, c'est très concret, c'est 800 millions qui vont manquer, les crèches c'est un vrai problème autant à Montagny, autant à Estavayer, autant Belmont-Broye. C'est un chiffre qui a été annoncé et qui va tomber sur les Communes fribourgeoises.

M. Jean-Luc Rimaz, groupe UDC-Indépendants-UDF. Les homes, l'armée les routes toutes ces choses-là, il y a tellement de listes de choses à revoir et il pense quand même que si on intervient comme cela en se fichant des personnes qui se soucient des frais, c'est la catastrophe. Les augmentations d'impôt, ce sera au niveau fédéral, au niveau cantonal, au niveau communal. Le pouvoir d'achat baisse, les coûts explosent, les gens n'arrivent plus à vivre. Nos enfants auront des soucis que nous n'avons jamais eu parce que tout augmente partout. On peut laisser faire, augmenter les impôts, les charges.

M. le Préfet, Nicolas Kilchoer, rétorque qu'il ne rigole pas du tout, il a les mêmes soucis que nous mais, comment doit-on faire ? Des choix devront être fait et les choix il faut les poser sur la table au bon moment en discutant et décidant, on fait ou on ne fait pas. Ou on priorise plus tard mais, c'est un débat qui va être posé sur la table à tous les échelons. En général la Commune suit derrière mais elle a moins de marge que le canton ou la confédération. Sur ce principe il en a terminé pour ce soir.

A la suite d'une brève introduction et historique de la Coreb, il donne la parole à **Mme Christel Losey**, Secrétaire régionale ARBV et **M. Lionel Conus**, Secrétaire régional de l'AscoBroye. La présentation est annexée au présent PV (**annexe 8**).

M. le Président remercie M. le Préfet et les représentants de la Coreb pour leur présentation et leur engagement pour notre belle région. Il demande s'il y a des questions ou remarques. Aucune remarque et question n'étant posé, il passe au point suivant à savoir, les divers.

11. Divers

M. Jean Krebs, groupe UDC-Indépendants-UDF, a une question et ensuite une proposition. Dans beaucoup de villages aux alentours, avec la rentrée scolaire, nous avons vu fleurir beaucoup d'affiches jaunes pour faire attention aux enfants mais pas à Dompière. La question a déjà été posée une fois à M. Sébastien Formica qui doit lui répondre une fois.

M. Sébastien Formica, Vice-Syndic, tient à préciser qu'il n'a pas répondu qu'il allait répondre une fois ! Il est allé un petit peu plus dans les détails, a regardé à l'interne, respectivement avec les écoles et la police, pour comprendre qu'elle était la procédure à suivre et comme il a répondu à M. Krebs avant la séance, c'est la police cantonale qui en début d'année envoie à l'administration l'information comme quoi il faut poser ces affiches, plus un lien de commande. Il en est à ce niveau-là d'info, le reste pourquoi il n'y a pas eu d'affiches à Dompierre, où et comment ont été posés les affiches, il reviendra avec une réponse concrète.

M. Jean Krebs, groupe UDC-Indépendants-UDF, indique un passage très dangereux pour les enfants qui vont à l'école à Dompierre. Pour les enfants qui habitent côté Jura à Dompierre, sur une grande partie de ce trottoir (trottoir de 1.50 m.) il y a des fois plus de 80 cm de végétation et il ne reste donc plus que 70 cm. Pourquoi ne pas mettre des barrières entre la chaussée et le trottoir pour se sécuriser et mettre un feu.

M. Sébastien Formica, Vice-Syndic, indique que le feu de signalisation a été placé là selon demandes du canton, il va contacter le canton pour voir leur position par rapport au feu. En ce qui concerne les barrières au bord de la route, cela n'est pas forcément judicieux pour les transports agricoles, il va également revenir auprès de M. Jean Krebs avec une réponse concrète.

M. Eric Pauchard, groupe PLR, dépose une question auprès Conseil communal concernant la sécurité des enfants sur le chemin de l'école de Russy.

M. Sébastien Formica, Vice-Syndic, ne va pas répéter ce qu'il a déjà dit pour les routes cantonales et les automobilistes distraits qui sont responsables de respecter la loi sur la circulation routière. Cependant, le Conseil communal est conscient que la route de Domdidier à Russy est source de trafic, il est aussi conscient que c'est une route qui relie nos villages.

C'est pour cela que dès le prochain budget, sous réserve de son acceptation, les mesures que vous avez préconisées mais, comme vous le savez cela doit d'abord passer par une étude, vous seront proposées afin de mettre en place de meilleures mesures pour sécuriser le village de Russy. Comme dit au début de la présentation des projets communaux, nous avons aussi une ligne de bus qui arrive ici donc il est clair ça remet en question tous ces axes qui vont être fait, nous y travaillons et nous allons continuer d'y travailler.

M. Eric Pauchard, groupe PLR, remercie M. Formica et demande s'il serait possible de faire le tour de la Commune et de voir notamment tous les arbres, toutes les plantes privées qui débordent sur la route. Nous avons un règlement communal, en forêt nous devons couper les arbres qui tombent sur la route. Les propriétaires privés, dont je fais partie, doivent notamment faire le nécessaire pour pallier les problèmes de visibilité, de branches qui tombent.

M. Sébastien Formica, Vice-Syndic, se réjouit de l'amendement qui sera déposé lors de la séance des budgets 2025 pour un poste à l'Administration pour faire le tour de toutes les haies, contrôler que toutes les haies soient à bonne distance, bien taillées, etc. On le fait déjà quand on en voit une mais, malheureusement nous ne pouvons faire le tour de toutes les haies, et contrôler toutes les semaines qu'elles sont toutes dans les règles. Mais si vous aussi vous en voyez, libre à vous d'appeler le bureau technique pour l'annoncer et dans ce cas-là nous interviendrons.

M. Eric Francey, groupe UDC-Indépendants-UDF indique que dans le projet de mise en place d'une ligne de bus de Chandon à Domdidier, le Conseil communal prévoit l'installation de feux de trafic à Russy. Ces feux fonctionneront uniquement pour le transport public (déclenchement automatique par le bus/chauffeur).

En effet la circulation sur ce tronçon est difficile car le croisement n'est pas possible, ce qui justifie la mise en place de ce dispositif de signalisation. Cela prouve que le tracé de cette route est très mauvais à cause d'un manque accrue de visibilité et d'un croisement de véhicules impossible sans utiliser le trottoir ou effectuer une marche arrière (manœuvre dangereuse).

La sécurité et la fluidité du trafic sont donc fortement compromises. Pour ces raisons, il propose que ces feux restent en fonction en continu pour tout le trafic circulant sur ce parcours.

M. Sébastien Formica, Vice-Syndic, indique que concernant les croisements, il y a des voies qui sont faites pour les croisements après dans le virage. Nous sommes bien d'accord que c'est le point faible de cette route, c'est ce virage où la visibilité est nulle. Une solution serait de creuser dans la forêt pour élargir la route ou alors utiliser des feux.

Les feux aujourd'hui, sont une mesure provisoire. Nous allons profiter de cette phase provisoire pour regarder, observer la situation. Est-ce que les feux sont la solution idéale pour cette route ? Aujourd'hui impossible de répondre. Nous avons également d'autres pistes que nous allons étudier.

Pour le bus, est-ce qu'à terme nous allons garder ces feux ? Est-ce que l'on va proposer un réaménagement de cette route par le tracé du bus. Est-ce cette mesure provisoire mis en place en urgence va-t-elle perdurer ? Nous ne savons pas. Nous allons étudier ce dossier pour trouver une solution adéquate.

Comme il n'y a plus de remarque, **M. le Président** rappelle que la prochaine séance du Conseil général est prévue le 16 décembre 2024 à Domdidier. Sur ce, il souhaite une bonne fin de soirée et invite les personnes présentes à une verrée. M. le Président lève la séance à 23h14.

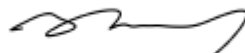
Au nom du Conseil général

Laurence Esseiva



Secrétaire

Matthieu Chardonens



Président

- Annexe 1 Règlement d'organisation du Conseil général (ROCG) avec modifications*
- Annexe 2 Liste des modifications du règlement d'organisation du Conseil général (ROCG)*
- Annexe 3 Message du Conseil communal point 6 de l'ordre du jour : Evolution du trafic et activités du site*
- Annexe 4 Message du Conseil communal point 6 de l'ordre du jour : Historique de planification du secteur (PAL et spécificités de la zone spéciale)*
- Annexe 5 Message du Conseil communal point 6 : Présentation Paprec / Helvetia / Léchelles*
- Annexe 6 Planification financière 2025 - 2029*
- Annexe 7 Présentation de l'état de situation des projets communaux*
- Annexe 8 Présentation de la Coreb*



Règlement d'organisation du Conseil général (ROCG)

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
Article 1 Champ d'application	6
Article 2 Composition (art. 27 et 29 LCo).....	6
Article 3 Groupes	6
Article 4 Vacance	6
Article 5 Attributions (art. 51bis, 10a LCo et 68 LFCo)	7
Article 6 Délégation de compétences (art. 67 al. 2 et 3 LFCo).....	7
Article 7 Initiative (art. 51 ^{ter} LCo)	8
Article 8 Référendum facultatif (art. 52 LCo)	8
Article 9 Voies de droit (art. 154 et 34 al. 2 let. c ^{bis} LCo)	8
Article 10 Indemnités	8
CHAPITRE DEUXIÈME - SEANCE CONSTITUTIVE	9
Article 11 Réunion préparatoire	9
Article 12 Convocation (art. 30 al. 1 et 38 LCo)	9
Article 13 Déroulement Bureau provisoire (art. 30 al. 2 LCo)	9
Article 14 Election du Bureau (art. 30 al. 3 et 33 LCo)	9
Article 15 Election des commissions (art. 30 al. 3, 36 et 96 LCo, art. 16.....	9
Article 16 Mode d'élection (art. 9 ss RELCo)	10
CHAPITRE TROISIÈME - ORGANES ET ATTRIBUTIONS	11
Présidence 11	
Article 17 Durée du mandat (art. 32 al. 1 LCo)	11
Article 18 Attributions et remplacement (art. 51 ^{bis} , 32 al. 2 et 3 LCo)	11
Scrutateurs-trices	11
Article 19 Attributions (art. 33 LCo).....	11
Bureau 12	
Article 20 Composition et fonctionnement (art. 34 LCo).....	12
Article 21 Attributions (art. 34 LCo, art. 6 RELCo)	12
Article 22 Secrétariat (art. 35 LCo)	12
Commissions 13	
Article 23 Composition et fonctionnement (art. 15 ^{bis} et 36 LCo, art. 14 ^{ter} RELCo).....	13
Article 24 Procès-verbal (art. 103 ^{bis} et 51 ^{bis} LCo)	13
Article 25 Représentation du Conseil communal et appel à des tiers	13
Article 26 Obligation de siéger (art. 15bis LCo par renvoi de l'art. 51bis LCo).....	13
Article 27 Commission financière	14
Article 28 Commission des naturalisations	14
Compositions et attributions (art. 34 LDCF)	14

Article 29	Commissions spéciales - Attributions (art. 36 et 51 ^{bis} LCo).....	14
CHAPITRE QUATRIÈME - SÉANCES DU CONSEIL GENERAL		14
Article 30	Calendrier (art. 37 LCo).....	14
Article 31	Convocations (art. 38 et 42 LCo, art. 64 LFCo, art. 5a RELCo).....	14
Article 32	Séances rapprochées	15
Article 33	Quorum (art. 44 LCo)	15
Article 34	Obligation de siéger (art. 39 LCo)	15
Article 35	Récusation (art. 51 ^{bis} , 21 et 65 LCo, art. 6 let. a, 11 et 25 - 31 RELCo).....	15
Article 36	Présence du Conseil communal (art. 40 LCo).....	15
Article 37	Publicité (art. 51 ^{bis} et 9 ^{bis} LCo, art 3 RELCo, art. 17 – 19 LInf).....	16
Article 38	Langue	16
Article 39	Ouverture de la séance	16
Article 40	Ordre du traitement des objets (art. 42 LCo, art. 7 RELCo)	16
Article 41	Entrée en matière, discussion générale (art. 42 et 51 ^{bis} LCo, art. 22.....	16
	et 14 ^{bis} RELCo) 16	
Article 42	Vote d'entrée en matière ou de renvoi (art. 22 et 14 RELCo).....	17
Article 43	Discussion de détail (art. 42 LCo, art. 22 RELCo).....	17
Article 44	Ordre des votes (art. 51 ^{bis} LCo, art. 15 RELCo).....	17
Article 45	Contestation de l'ordre des votes (art. 34 al. 2 let. b LCo, art. 22 et	18
	6 let. d RELCo) 18	
Article 46	Vote d'ensemble	18
Article 47	Résultat du vote , (art. 51 ^{bis} , 18 al. 1, 2,4, LCo, art. 6 let. b RELCo)	18
Article 48	Vote électronique (art. 45a LCo).....	18
Article 49	Motion d'ordre (art. 42 al. 3 LCo).....	19
CHAPITRE CINQUIÈME - INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES		19
Article 50	Propositions (art. 51 ^{bis} et 17 al. 1 LCo).....	19
Article 51	Postulats	19
Article 52	Dépôt des propositions et des postulats (art. 51 ^{bis} et 20 LCo, art. 22 et.....	19
	8 RELCo) 19	
Article 53	Examen des propositions et des postulats par le Bureau	20
Article 54	Traitement des propositions et des postulats par le Conseil général	20
	(art. 51 ^{bis} et 17 LCo).....	20
Article 55	Détermination du Conseil communal (art. 17 al. 1 LCo)	20
Article 53	Propositions internes	20
Article 57	Questions (art. 51bis et 17 al. 2 LCo).....	20
Article 58	Règles communes aux propositions, aux postulats et aux questions	21
Article 59	Résolutions	21
Article 60	Approbation légales (art. 147 et 148 LCo)	21

Article 61	Dignité des débats et maintien de l'ordre (art. 51 bis LCo, et art. 6.....21 al.3 LInf) 21	
CHAPITRE SIXIÈME - PROCÈS-VERBAL		22
Article 62	Contenu et délai de rédaction (art. 51bis, 22 et 103bis LCo, art. 2222 et 13 RELCo) 22	
Article 63	Expédition et approbation (art. 51bis et 22 al. 3 et 103bis LCo)22	
Article 64	Documents et enregistrement (art. 22 et 3 RELCo).....22	
CHAPITRE SEPTIÈME - DISPOSITIONS FINALES		23
Article 65	Communication des règlements23	
Article 66	Entrée en vigueur23	
Article 67	Abrogation23	

Le Conseil général de la commune de Belmont-Broye

vu :

- la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo ; RSF 140.1)
- le règlement du 28 décembre 1981 d'exécution de la loi sur les communes (RELCo ; RSF 140.11)
- la loi du 22 mars 2018 sur les finances communales (LFCo ; RSF 140.6)
- l'ordonnance du 14 octobre 2019 sur les finances communales (OFCo ; RSF 140.61)

arrête :

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Champ d'application

Le présent règlement s'applique aux activités politiques du Conseil général.

Article 2 Composition (art. 27 et 29 LCo)

¹ Le Conseil général est composé de 50 membres.

² Le Conseil général peut toutefois décider d'un nombre inférieur de membres qui doit se situer entre 30 et 50.

³ Tout changement du nombre de conseillers-ères généraux-ales ne peut intervenir que moyennant une décision du Conseil général entrée en force au moins six mois avant le renouvellement intégral des autorités communales.

⁴ Les décisions relatives au nombre de conseillers-ères généraux-ales doivent être communiquées au Préfet-à la Préfète et au Service des communes.

Article 3 Groupes

¹ Les conseillers-ères généraux-ales élus-es sur une même liste constituent un seul groupe à la condition qu'ils-elles soient au moins cinq (5).

² Les conseillers-ères généraux-ales élus-es sur différentes listes peuvent s'unir pour former un groupe, à la condition que celui-ci compte au moins cinq membres.

³ Chaque groupe choisit son nom, désigne son-sa président-e-e et en informe le Bureau. Les groupes doivent être constitués définitivement à la première séance de la législature.

⁴ En cas de contestation dans le choix du nom d'un groupe, le Bureau tranche définitivement.

Article 4 Vacance

¹ En cas de vacance, le Conseil communal proclame élu le-la premier-ère candidat-e non élu-e de la liste à laquelle appartient le-la conseiller-ère général-e à remplacer ou, à défaut, les candidats-es suivants-es dans l'ordre des suffrages obtenus ; s'il y a égalité de suffrages, il est procédé au tirage au sort en présence des intéressés-ées ; le-la syndic-que ou, à défaut le-la vice-syndic-que, procède au tirage au sort et à la proclamation d'usage.

² La durée de fonction du nouveau-de la nouvelle conseiller-ère général-e prend fin avec la législature.

Article 5 Attributions (art. 51bis, 10a LCo et 68 LFCo)

¹ Le Conseil général élit ses organes conformément au chapitre troisième du présent règlement.

² Il exerce les attributions que lui confère la législation sur les communes, à savoir :

- a) il décide du changement de nom de la commune et de la modification de ses armoiries ;
- b) il décide des modifications des limites communales, à l'exception des modifications prévues par la législation sur la mensuration officielle ;
- c) il adopte les règlements de portée générale ;
- d) il décide du changement du nombre de conseillers-ères communaux-ales ;
- e) il prend acte du plan financier et de ses mises à jour ;
- f) il décide du budget ;
- g) il prend acte du rapport de gestion ;
- h) il approuve les comptes ;
- i) il vote les crédits d'engagement et les crédits additionnels ;
- j) il vote les crédits supplémentaires qui ne relèvent pas du Conseil communal ;
- k) il approuve les dépassements de crédits dans les cas prévus par la loi ;
- l) il vote les dépenses non prévues au budget, à l'exception de celles dont le montant résulte de la loi ou d'une décision judiciaire passée en force ;
- m) il décide des impôts et des autres contributions publiques, à l'exception des émoluments de chancellerie ;
- n) il décide de l'achat, de la vente, de l'échange, de la donation ou du partage d'immeubles, de la constitution de droits réels limités et de toute autre opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition ou d'une aliénation d'immeubles ;
- o) il décide de la délégation de tâches à un tiers entraînant des dépenses nouvelles ;
- p) il décide des conventions liant la commune à un tiers et entraînant des dépenses nouvelles ;
- q) il décide des cautionnements et autres garanties ;
- r) il décide des prêts et des participations qui ne répondent pas aux conditions usuelles de sécurité et de rendement ;
- s) il décide de l'acceptation d'une donation avec charge ou d'un legs avec charge ;
- t) il fixe sous réserve de prescriptions réglementaires, le nombre des membres de la Commission financière et procède à leur élection ;
- u) il désigne l'organe de révision ;
- v) il peut charger la Commission financière de faire valoir des prétentions en responsabilité civile contre les membres du Conseil communal ;
- w) il adopte les statuts d'une association de communes ainsi que les modifications essentielles de ceux-là ;
- x) il décide de la sortie de la commune de l'association et de la dissolution de celle-ci ;
- y) il surveille l'administration de la commune

Article 6 Délégation de compétences (art. 67 al. 2 et 3 LFCo)

Le Conseil général peut :

- a) déléguer au Conseil communal la compétence de procéder aux opérations mentionnées à l'article 5 let. n à s dans les limites qu'il fixe.
- b) déléguer au Conseil communal la compétence d'arrêter le tarif des contributions publiques autres que les impôts, à condition qu'il précise le cercle des assujettis, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.

Article 7 Initiative (art. 51^{ter} LCo)

¹ Le Conseil général décide de la validité d'une initiative, lors de sa prochaine séance mais au plus tard dans le délai d'une année, à partir de la publication de son aboutissement dans la « Feuille officielle ».

² Selon l'article 142 LEDP, la votation populaire doit avoir lieu au plus tard 180 jours après la décision du Conseil général sur la validité de l'initiative et sa soumission en votation populaire.

Article 8 Référendum facultatif (art. 52 LCo)

¹ Les décisions du Conseil général concernant

- a) une dépense nouvelle dépassant le montant référendaire fixé par le règlement des finances ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense
- b) un impôt, une autre contribution publique ou la décision de délégation de compétence prévue à l'article 67 al. 3 LFCo
- c) la constitution d'une association de communes ou l'adhésion à une telle association
- d) un règlement de portée générale
- e) le nombre de conseillers-ères généraux-ales
- f) le nombre de conseillers-ères communaux-ales

sont soumises au référendum lorsque le dixième des citoyens actifs de la commune en fait la demande écrite.

² La procédure est réglée par les articles 143 et 144 LEDP.

³ Il n'y a pas de référendum contre une décision négative.

Article 9 Voies de droit (art. 154 et 34 al. 2 let. c^{bis} LCo)

¹ Toute décision du Conseil général ou de son Bureau peut, dans les 30 jours, faire l'objet d'un recours au Préfet-à la Préfète.

² Ont qualité pour recourir : les conseillers-ères généraux-ales, ainsi que le Conseil communal.

Article 10 Indemnités

¹ Les conseillers-ères généraux-ales reçoivent pour les séances du Conseil général, du Bureau et des commissions, les indemnités fixées par le Conseil général.

² Les indemnités sont versées en fonction de la liste des présences et des contrôles effectués. En cas de doute ou de contestation, le Bureau **décide**.

³ L'administration communale procède annuellement au versement des indemnités.

CHAPITRE DEUXIÈME - SEANCE CONSTITUTIVE

Article 11 Réunion préparatoire

¹ En vue de la séance constitutive, les présidents-es de groupe se réunissent afin de proposer le nombre et une représentation équitable des Conseillers-ères généraux-ales dans les commissions et le tournus de la Présidence du Conseil général.

² La réunion préparatoire doit avoir lieu avant la convocation à la séance constitutive et dans les 30 jours suivant l'élection.

Article 12 Convocation (art. 30 al. 1 et 38 LCo)

¹ Dans les 60 jours suivant l'élection, le Conseil communal réunit les conseillers-ères généraux-ales en séance constitutive.

² La convocation, avec l'ordre du jour, est adressée :

- a) personnellement au moins 20 jours avant la date de la séance ;
- b) par publication dans la Feuille officielle au moins 10 jours avant la date de la séance.

Article 13 Déroulement Bureau provisoire (art. 30 al. 2 LCo)

¹ Le-la doyen-ne d'âge du Conseil général préside la séance.

² Il-elle désigne quatre scrutateurs-trices, appartenant à des groupes différents, qui forment avec lui-elle le Bureau provisoire.

Article 14 Election du Bureau (art. 30 al. 3 et 33 LCo)

¹ Le Conseil général procède successivement à l'élection des membres de son Bureau, soit :

- a) un-e président-e-e et un-e vice-président-e-e pour une période de 12 mois ;
- b) un-e scrutateur-trice par groupe politique pour la durée de la législature ;
- c) un-e scrutateur-trice suppléant-e par groupe politique pour la durée de la législature.

² Le Bureau entre en fonction immédiatement après son élection

Article 15 Election des commissions (art. 30 al. 3, 36 et 96 LCo, art. 16 RELCo, art. 70 LFCo)

¹ Le Conseil général élit les membres des commissions obligatoires :

- a) La Commission financière, formée d'un membre par groupe politique, tous membres du Conseil général ;
- b) La Commission des naturalisations, formée d'un membre par groupe politique, tous membres du Conseil général ;
- c) La majorité des membres de la Commission d'aménagement avec un membre par groupe politique ;

d) La majorité des membres de la Commission de l'énergie avec un membre par groupe politique ;

² Le Bureau nomme les membres des commissions spéciales du Conseil général (permanentes et ad hoc) qui sont désignés et annoncés au Bureau, par écrit par les Présidents-es de groupe. Ces commissions sont formées d'un membre par groupe politique, tous membres du Conseil général.

³ Aucun groupe ne peut prétendre à une représentation majoritaire dans les commissions.

⁴ Les présidents-es des partis ou groupes présentent au Bureau, par écrit, leurs propositions de candidats.

⁵ Selon l'article 46 al. 2 LCo, il est équitablement tenu compte des partis ou des groupes représentés au Conseil général.

⁶ Lorsque le nombre de groupes est inférieur au nombre minimum de membres exigé par la législation, les groupes, dans l'ordre décroissant, ont droit à un deuxième membre jusqu'à ce que le nombre minimum soit atteint.

⁷ Lorsqu'un membre d'une commission démissionne de son parti, quitte son groupe politique ou en est exclu, il-elle est réputé-e démissionnaire de la commission dans laquelle il-elle représentait ce groupe.

⁸ Lorsqu'un siège devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel se rattachait le membre à remplacer.

⁹ Le Conseil général repourvoit sans délai aux vacances dans les commissions nommées par lui. Dans les autres cas, si un membre est occasionnellement empêché de siéger, celui-ci désigne un-e remplaçant-e au sein de son groupe politique moyennant communication préalable du remplaçant au bureau et au-à la président-e désigné-e de la commission.

Article 16 Mode d'élection (art. 9 ss RELCo)

¹ Sous réserve de l'alinéa 3, les élections ont lieu au scrutin de liste et à la majorité absolue des bulletins valables au premier tour et à la majorité relative au deuxième tour. En cas d'égalité, le-la président-e-e procède au tirage au sort.

² Si le nombre de candidats-es est égal ou inférieur au nombre de sièges à pourvoir, tous les candidats-es sont élus tacitement, à moins que l'organisation d'un scrutin de liste conformément à l'alinéa 1 ne soit demandée par un cinquième des membres présents.

³ Si l'organisation d'un scrutin de liste est demandée, la procédure est celle prévue aux articles 9c à 9f RELCo.

CHAPITRE TROISIÈME - ORGANES ET ATTRIBUTIONS

Présidence

Article 17 **Durée du mandat** (art. 32 al. 1 LCo)

¹ Le-la président-e et le-la vice-président-e sont élus-es pour une période de 12 mois au cours de la séance constitutive. Dès la deuxième année, la période est fixée entre le 1^{er} mai et le 30 avril. Le-la président-e et le-la vice-président-e ne peuvent être réélus-es au cours de la même législature.

² Si la charge de président-e devient vacante plus de 6 mois avant le terme du mandat, le Conseil général procède à l'élection d'un-e nouveau-elle président-e choisi-e parmi les autres conseillers-ères généraux-ales du même parti ou groupe. Dans le cas contraire, le-la vice-président-e assume la présidence. Il-elle reste éligible à la présidence pour l'année suivante.

Article 18 **Attributions et remplacement** (art. 51^{bis}, 32 al. 2 et 3 LCo)

¹ Le-la président-e a les attributions suivantes :

- a) Il-elle dirige les délibérations et veille au maintien de l'ordre ;
- b) Il-elle préside le Bureau, dispose du secrétariat et surveille les travaux des commissions ;
- c) Il-elle représente le Conseil général à l'extérieur et assure les relations avec le Conseil communal ;
- d) Il-elle signe les actes du Conseil général avec le-la secrétaire ou son adjoint ;
- e) Il-elle prend connaissance de la correspondance adressée au Conseil général, lui donne suite et veille à l'expédition des documents qui émanent du Conseil général.

² Le-la vice-président-e, à son défaut le-la scrutateur-riche le-la plus âgé-e, remplace le-la président-e empêché-e ou qui veut prendre part à la discussion. Si le-la président-e prend part à la discussion, il-elle cède son siège à son-sa remplaçant-e. Il-elle ne peut reprendre la présidence qu'après la votation sur le point en discussion.

Scrutateurs-trices

Article 19 **Attributions** (art. 33 LCo)

¹ Les scrutateurs-trices contrôlent la concordance de la liste de présence avec l'assistance de la salle.

² Ils-elles contrôlent les urnes, délivrent et recueillent les bulletins de vote et en font le dépouillement.

³ Ils-elles comptent les suffrages lors des votes à main levée.

⁴ Ils-elles communiquent au-à la président-e le résultat des votes et des élections.

⁵ Le-la président-e peut faire appel aux scrutateurs-trices suppléants-es pour assister les scrutateurs-trices.

Bureau

Article 20 Composition et fonctionnement (art. 34 LCo)

- ¹ Le Bureau est formé du-de la président-e, du-de la vice-président-e et des scrutateurs-trices.
- ² Le Bureau est convoqué par le-la président-e ou à la demande d'au moins deux de ses membres.
- ³ Le Bureau prend ses décisions à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, le-la président-e départage.
- ⁴ Le Bureau peut inviter un ou plusieurs membres du Conseil communal lors de ses séances.
- ⁵ Le-la président-e-e invite le-la représentant-e des formations ou partis non représentés au Bureau à déléguer chacun un-e représentant-e, membre du Conseil général, aux séances du Bureau avec voix consultative.
- ⁶ Lors d'une séance du Conseil général ou du Bureau, le-la scrutateur-trice absent-e ou empêché-e se fait remplacer par le-la scrutateur-trice suppléant-e de son groupe.

Article 21 Attributions (art. 34 LCo, art. 6 RELCo)

Le Bureau a les attributions suivantes :

- a) il fixe les séances du Conseil général et leur ordre du jour en accord avec le Conseil communal et convoque le Conseil général ;
- b) il tranche les contestations relatives à la procédure ;
- c) il fait rapport sur les pétitions adressées au Conseil général ;
- d) il fait les observations aux recours contre les décisions du Conseil général ;
- e) il assure l'information du public sur les activités du conseil général ainsi que la mise en œuvre du droit d'accès aux documents de celui-ci ;
- f) il peut proposer l'institution de commissions spéciales ;
- g) il accomplit les autres tâches attribuées par la LCo, le RELCo et le présent règlement, notamment en ce qui concerne :
 - l'obligation de siéger (art. 39 LCo)
 - la récusation (art 51^{bis}, 21, 65 LCo, 6 et 11 RELCo)
 - les résolutions (art. 54 RCG).

Article 22 Secrétariat (art. 35 LCo)

Le secrétariat du Conseil général et de son Bureau est assuré par le-la secrétaire communal-e, ou par son-sa remplaçant-e.

Commissions

Article 23 Composition et fonctionnement (art. 15^{bis} et 36 LCo, art. 14^{ter} RELCo)

- ¹ La commission désigne son-sa président-e et son secrétaire. Pour le reste, elle s'organise librement.
- ² Les commissions sont convoquées par leur président-e respectif-ve ou si deux membres au moins en font la demande.
- ³ Les convocations sont adressées dix jours au moins avant la séance. En cas d'urgence justifiée, le délai peut être raccourci.
- ⁴ La logistique est assurée par l'administration communale.
- ⁵ Les décisions sont prises à la majorité. Le-la président-e de la commission peut participer au vote. En cas d'égalité, le-la président-e départage.
- ⁶ Lorsqu'un projet a été examiné par une commission et qu'une proposition minoritaire obtient au moins les deux cinquièmes des voix, la minorité peut désigner un-e rapporteur-se pour soutenir sa proposition devant le Conseil général.
- ⁷ Le membre qui, sans motif reconnu légitime, manque des séances de la commission à laquelle il-elle appartient, peut être déchu-e de sa fonction. Le Conseil général prononce la déchéance sur proposition du Bureau.

Article 24 Procès-verbal (art. 103^{bis} et 51^{bis} LCo)

- ¹ Le procès-verbal est adressé aux membres de la commission dans les vingt jours qui suivent la séance. S'il n'y a pas de séance subséquente, les membres de la commission peuvent, à réception du procès-verbal, formuler par écrit leurs observations au-à la président-e de la commission, au besoin au Bureau du Conseil général. Le-la président-e de la commission fait convoquer, en cas de contestation du procès-verbal, une réunion de la commission pour liquider définitivement la question.
- ² Les procès-verbaux des séances des commissions du Conseil général ne peuvent être consultés qu'avec l'autorisation **à l'unanimité** du Bureau. Les procès-verbaux de la commission de naturalisation ne sont pas consultables. Les membres qui consultent les procès-verbaux en sauvegardent le caractère confidentiel à l'extérieur du Conseil général.

Article 25 Représentation du Conseil communal et appel à des tiers

- ¹ Les commissions peuvent inviter aux séances un ou des membres du Conseil communal.
- ² De même, elles peuvent entendre des spécialistes en la matière. Si l'intervention de ceux-ci est susceptible d'entraîner des frais, **les compétences financières prévues par le règlement des finances s'appliquent (art. 5 RFin).**

Article 26 Obligation de siéger (art. 15^{bis} LCo par renvoi de l'art. 51^{bis} LCo)

Le membre qui manque des séances sans motif légitime, peut être révoqué de la commission à laquelle il-elle appartient. Le Conseil général prononce la déchéance sur proposition du-de la Président-e de la commission. Il est ensuite procédé à son remplacement.

Article 27 Commission financière
Composition et attributions (art. 70 à 72 LFCo)

¹ La Commission financière adopte des règles internes propres à assurer son bon fonctionnement ; ces règles sont portées à la connaissance du Bureau.

² Les attributions de la Commission financière sont celles fixées par l'article 72 LFCo.

Article 28 Commission des naturalisations
Compositions et attributions (art. 34 LDCF)

¹ Elle entend tout requérant-e afin de s'assurer de son intégration. Elle peut renoncer à entendre le-la confédéré-e qui demande le droit de cité.

² Elle émet un préavis à l'intention du Conseil communal.

Article 29 Commissions spéciales - Attributions (art. 36 et 51^{bis} LCo)

¹ Les commissions spéciales examinent entre autres les propositions du Conseil communal et font une proposition au Conseil général tendant, soit à l'acceptation avec ou sans contre-proposition ou amendement, soit au rejet, soit au renvoi du projet de décision soumis au Conseil général.

² Les commissions spéciales adressent au Conseil communal et aux conseillers-ères généraux-ales leur rapport ou leur préavis et, le cas échéant, le rapport de minorité.

CHAPITRE QUATRIÈME - SÉANCES DU CONSEIL GENERAL

Article 30 Calendrier (art. 37 LCo)

¹ Le Conseil général siège au moins deux fois par année : une fois au cours des cinq premiers mois, pour approuver les comptes de l'année précédente, et une fois avant la fin de l'année, notamment pour décider du budget de l'année suivante.

² Les dates des séances sont arrêtées par le Bureau d'entente avec le Conseil communal.

³ Le Conseil général doit être réuni en séance extraordinaire dans le délai de trente jours :

- a) lorsque le Conseil communal le demande ;
- b) lorsque le cinquième des conseillers-ères généraux-ales en fait la demande écrite en vue de traiter les objets qui ressortissent au Conseil général.

Article 31 Convocations (art. 38 et 42 LCo, art. 64 LFCo, art. 5a RELCo)

¹ Les convocations sont adressées :

- a) personnellement au moins 20 jours avant la date de la séance, par courrier postal ou par courrier électronique ;
- b) par publication dans la Feuille officielle au moins 10 jours avant la date de la séance.

² Les convocations indiquent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la séance. S'il s'agit d'un impôt, **les coefficients et taux votés restent valables jusqu'à leur modification.**

³ Les messages et autres documents relatifs à l'ordre du jour sont envoyés en règle générale avec la convocation. Ils sont mis à la disposition du public et des médias dès leur envoi aux membres **mais, au plus tard 10 jours avant la séance.**

⁴ En cas de divergence entre le Conseil communal et le Bureau au sujet d'un objet à porter à l'ordre du jour dans la convocation, celui-ci ne peut pas y figurer et il ne peut pas être traité à la prochaine séance. **Sans possibilité d'accord, l'avis de la Préfecture est sollicité.**

Article 32 Séances rapprochées

Lorsque le Conseil général est réuni à deux reprises dans un intervalle de moins de vingt jours, le Bureau peut décider d'adresser une seule convocation pour les deux réunions. Toutefois, la convocation mentionne expressément les objets à traiter à chacune des séances.

Article 33 Quorum (art. 44 LCo)

Le Conseil général ne peut prendre de décisions que si la majorité de ses membres sont présents.

Article 34 Obligation de siéger (art. 39 LCo)

Le-la conseiller-ère général-e qui, sans motif reconnu légitime par le Bureau, manque trois séances consécutives du Conseil général, est déchu-e de sa fonction. Le Bureau prononce la déchéance et fait repourvoir le siège vacant.

Article 35 Récusation (art. 51^{bis}, 21 et 65 LCo, art. 6 let. a, 11 et 25 - 31 RELCo)

¹ Un membre du Conseil général ne peut assister à la délibération d'un objet qui présente un intérêt spécial pour lui-même, son conjoint, son partenaire enregistré ou pour une personne avec laquelle il-elle se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance.

² Cette règle ne s'applique pas aux élections et désignations auxquelles le Conseil général doit procéder parmi ses membres.

³ La personne récusée doit quitter la salle de séance avant toute délibération sur l'objet qui la concerne.

Article 36 Présence du Conseil communal (art. 40 LCo)

¹ Les membres du Conseil communal assistent aux séances du Conseil général avec voix consultative.

² Le Conseil communal peut se faire assister de collaborateurs ou d'experts ou de tout autre spécialiste en la matière.

Article 37 Publicité (art. 51^{bis} et 9^{bis} LCo, art 3 RELCo, art. 17 – 19 LInf)

- ¹ Les séances du Conseil général sont publiques. Le huis clos ne peut pas être prononcé.
- ² Les médias disposent de places réservées lors des séances.
- ³ Lors des séances, les médias peuvent, sauf disposition légale contraire, effectuer des prises de son ou d'images et assurer leur retransmission ; ils informent au préalable la présidence et veillent à ne pas perturber le bon déroulement de la séance.
- ⁴ Les prises de son et d'image par des personnes privées ainsi que leur retransmission sont soumises à l'autorisation du Conseil général.
- ⁵ Toute prise de son ou d'image doit préalablement être annoncée au Conseil général.

Article 38 Langue

Les conseillers-ères généraux-ales s'expriment en français.

Article 39 Ouverture de la séance

- ¹ En ouvrant la séance, le-la président-e constate la régularité de la convocation ; il-elle déclare que le quorum est atteint, que l'on peut donc valablement siéger.
- ² Le-la président-e demande aux conseillers-ères généraux-ales s'ils-elles ont des remarques à formuler quant à l'ordre du jour ; il-elle donne la liste des conseillers-ères généraux-ales et des conseillers-ères communaux-ales excusés-es et salue, le cas échéant, les nouveaux-elles conseillers-ères généraux-ales et les conseillers-ères communaux-ales.
- ³ Le-la président-e fait ensuite les communications qu'il-elle juge opportunes, il-elle peut, sur demande, donner la parole au Conseil communal.

Article 40 Ordre du traitement des objets (art. 42 LCo, art. 7 RELCo)

- ¹ Les délibérations se déroulent en suivant l'ordre des objets à traiter tel qu'il figure dans la convocation.
- ² Les propositions touchant l'ordre des objets à traiter sont à faire immédiatement après l'annonce de ceux-là et à traiter immédiatement.
- ³ Chaque conseiller-ère général-e peut, par une motion d'ordre, proposer au Conseil général de modifier la marche des débats.

Article 41 Entrée en matière, discussion générale (art. 42 et 51^{bis} LCo, art. 22 et 14^{bis} RELCo)

- ¹ Le-la président-e traite des objets inscrits à l'ordre du jour en donnant la parole au Conseil communal, respectivement à son-sa représentant-e, puis au président-e ou au-à la rapporteur-se de la commission, le cas échéant au-à la rapporteur-se de la minorité. Il-elle ouvre ensuite la discussion générale.

² S'il s'agit d'affaires internes au Conseil général, le rapport est présenté par le Bureau, le cas échéant par le-la rapporteur-se de la commission.

³ Dans le cadre de la discussion générale, les conseillers-ères généraux-ales peuvent intervenir, notamment pour proposer la non-entrée en matière de l'objet ou son renvoi. Ils-elles peuvent aussi présenter des contre-propositions.

Article 42 **Vote d'entrée en matière ou de renvoi** (art. 22 et 14 RELCo)

¹ S'il y a une proposition de non entrée en matière ou de renvoi, un vote a lieu à l'issue de la discussion générale.

² Au terme de la discussion générale, les rapporteurs-ses de la commission ou de la Commission financière et le Conseil communal prennent position brièvement et répondent, le cas échéant, aux autres interventions.

Article 43 **Discussion de détail** (art. 42 LCo, art. 22 RELCo)

¹ L'entrée en matière acquise, la discussion se poursuit, le cas échéant, sur chaque article des règlements ou autres projets de décision ou rubrique du budget et des comptes, après que les rapporteurs-ses se sont exprimés-es.

² Les conseillers-ères généraux-ales peuvent intervenir notamment en proposant des amendements ou en faisant des contre-propositions relatives à l'article des règlements ou projets de décision ou à la rubrique du budget ou des comptes mis en discussion. Les amendements portant sur des articles de règlement de portée générale sont déposés par écrit. Il en va de même, dans les limites de leurs attributions, pour les commissions

³ La discussion de chaque chapitre, respectivement de chaque rubrique close, les rapporteurs-ses et le Conseil communal sont invités à répondre aux interventions et à se déterminer à leur sujet. S'il s'agit du budget et des comptes, le représentant du Conseil communal s'exprime en premier, puis le-la rapporteur-se de la Commission financière.

⁴ Après la prise de position des rapporteurs-ses, le-la président-e peut exceptionnellement donner à nouveau la parole aux conseillers-ères généraux-ales auxquels il a été répondu, s'il s'agit de rectifier une inexactitude manifeste.

Article 44 **Ordre des votes** (art. 51^{bis} LCo, art. 15 RELCo)

¹ Après avoir clos la discussion, le-la président-e demande aux auteurs-es qui ont présenté des amendements ou des contre-propositions s'ils-elles les maintiennent.

² La proposition du Conseil communal est soumise en premier au vote.

³ Lorsque la proposition du Conseil communal obtient la majorité des voix, les autres propositions d'amendement ou contre-propositions ne sont plus soumises au Conseil général.

⁴ Lorsque la proposition du Conseil communal n'obtient pas la majorité des voix, on vote, selon la même procédure, d'abord sur la proposition de la commission et, le cas échéant, sur les autres propositions.

⁵ Parmi les autres propositions, la proposition s'éloignant le moins de la proposition initiale est soumise au vote en premier. S'il y a contestation sur l'ordre des votes fixé par le-la président-e, le Bureau **statue**.

⁶ Si les amendements ou les contre-propositions concernent différents points de la décision, la même procédure est suivie à chaque fois.

⁷ Lorsque le résultat d'un vote est évident, il n'est pas nécessaire de procéder au dénombrement des voix.

Article 45 Contestation de l'ordre des votes (art. 34 al. 2 let. b LCo, art. 22 et 6 let. d RELCo)

Chaque conseiller-ère général-e peut contester l'ordre des votes proposé par le-la président-e. Dans ce cas, la séance est suspendue et le Bureau tranche la contestation.

Article 46 Vote d'ensemble

¹ Lorsque l'objet comporte plusieurs dispositions ou s'il s'agit du budget, un vote d'ensemble a lieu à l'issue des délibérations, compte tenu des modifications apportées lors de l'examen de détail.

² Lors d'un vote d'ensemble, les voix sont toujours comptées.

Article 47 Résultat du vote, (art. 51^{bis}, 18 al. 1, 2,4, LCo, art. 6 let. b RELCo)

¹ Le Conseil général vote à main levée.

² Toutefois, le vote a lieu au scrutin secret lorsque la demande qui en est faite est admise par le cinquième des conseillers-ères généraux-ales présents-es. Le dépouillement ne peut commencer que lorsque tous les bulletins sont rentrés.

³ Les décisions sont prises à la majorité des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. En cas d'égalité, le-la président-e départage.

⁴ En cas de doute sur le résultat d'un vote à main levée sans qu'il y ait cependant contestation, le-la président-e peut de son propre chef faire répéter le vote.

⁵ En cas de contestation sur le résultat d'un vote, le Bureau décide sur la répétition du vote. La contestation doit intervenir immédiatement après la proclamation de résultat du vote.

Article 48 Vote électronique (art. 45a LCo)

¹ Le Conseil général, sur proposition du Conseil communal, peut décider d'introduire le vote électronique.

² Le cas échéant, les modalités en seront définies dans le présent règlement, conformément à l'art. 45a LCo.

même également à la fin
de l'article 55, d'insérer

Article 49 Motion d'ordre (art. 42 al. 3 LCo)

- ¹ La motion d'ordre est le mode d'intervention par lequel chaque conseiller-ère général-e peut proposer une modification du cours des débats, notamment une clôture de la discussion en vue d'un vote, une suspension de la séance ou un ajournement des débats.
- ² Pour déployer ses effets, la motion d'ordre doit être acceptée par le Conseil général qui tranche séance tenante après discussion à ce sujet.

CHAPITRE CINQUIÈME - INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES

Article 50 Propositions (art. 51^{bis} et 17 al. 1 LCo)

- ¹ Chaque Conseiller-ère général-e peut faire des propositions sur des objets relevant du Conseil général.
- ² Les propositions ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé. Le Conseil général décide, séance tenante ou lors de la prochaine séance, s'il y a lieu de donner suite à ces propositions ; dans ce cas, elles sont transmises au Conseil communal qui se détermine à leur sujet et les soumet au Conseil général, pour décision, dans le délai d'une année ; cette décision peut n'être toutefois qu'une décision de principe lorsque la proposition demande une longue étude. Les propositions peuvent tendre à obtenir qu'une mesure ou qu'une décision soit prise ou un règlement adopté.
- ³ Une proposition ne peut en aucune façon tendre à obtenir la reconsidération d'une décision du Conseil général prise dans la même séance. Le-la Président-e informe immédiatement l'auteur-e d'une telle proposition que cette dernière est **irrecevable**. En cas de contestation, le Bureau tranche séance tenante.
- ⁴ Seul le Conseil communal peut proposer au Conseil général de traiter à nouveau un objet qui a donné lieu à une décision de ce dernier dans les trois ans qui précèdent, **à l'exception des coefficients ou taux d'impôts**.

Article 51 Postulats

- ¹ Chaque conseiller-ère général-e peut présenter des postulats sur des objets relevant du Conseil communal.
- ² Les postulats ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport au Conseil général.

Article 52 Dépôt des propositions et des **postulats** (art. 51^{bis} et 20 LCo, art. 22 et 8 RELCo)

- ¹ Chaque proposition ou **postulat** est formulé ~~par oral~~ ou par écrit.
- ² En cas de formulation par oral, l'annonce du dépôt est faite ~~en séance sous les divers~~. Le développement des arguments est renvoyé à la séance suivante.
- ² ³ En cas de formulation par écrit, la proposition ou le **postulat** doit être envoyé six semaines avant la séance du Conseil général par poste ou par courriel au secrétariat.

Article 53 Examen des propositions et des postulats par le Bureau

- ¹ La proposition ou le postulat est transmis au Bureau qui en examine la recevabilité et la qualification formelle. Le Bureau peut demander à ce propos l'avis du Conseil communal.
- ² Le Bureau émet un préavis à l'intention du Conseil général avant la prochaine séance de ce dernier et l'inscrit à l'ordre du jour. Tout préavis concluant à l'irrecevabilité ou à une autre qualification que celle retenue par l'auteur-e est motivé.

Article 54 Traitement des propositions et des **postulats** par le Conseil général (art. 51^{bis} et 17 LCo)

- ¹ Lors du traitement d'une proposition ou d'un postulat, le Conseil général en examine tout d'abord la recevabilité ou la qualification formelle. Si celles-ci sont contestées, le-la Président-e donne connaissance de l'avis du Bureau. Après avoir entendu le Conseil communal et l'auteur-e, le Conseil général en débat, puis vote sur la recevabilité.
- ² Après avoir entendu le Conseil communal et l'auteur-e, le Conseil général débat, puis vote sur la transmission d'une proposition ou d'un postulat.
- ³ L'auteur-e peut retirer sa proposition ou son postulat jusqu'au vote par le Conseil général.
- ⁴ L'inventaire et l'échéancier des propositions et des **postulats** sont tenus par le secrétariat communal.

Article 55 Détermination du Conseil communal (art. 17 al. 1 LCo)

- ¹ Le Conseil communal dispose d'une ~~année~~ ^{8 mois} pour se déterminer sur la proposition ou le postulat qui lui a été transmis et soumettre l'objet demandé au vote.
- ² Le Conseil communal donne connaissance de sa détermination aux Conseillers-ères généraux-ales par écrit en même temps que l'envoi de la convocation pour la séance durant laquelle cet objet sera traité.

Article 56 Propositions internes

Les propositions qui relèvent de la compétence exclusive du Conseil général, en particulier celles qui tendent à la constitution de commissions spéciales, sont examinées par le Bureau. Celui-ci les soumet, avec son préavis, à la sanction du Conseil général lors de la séance suivante dans la mesure où elles appellent une décision.

Article 57 Questions (art. 51bis et 17 al. 2 LCo)

- ¹ Chaque conseiller-ère général-e peut poser au Conseil communal des questions sur un objet de son administration. Le Conseil communal répond immédiatement ou lors d'une prochaine séance du Conseil général.
- ² Les questions sont posées oralement. Toutefois, le texte est remis au secrétaire, avant ou au cours de la séance.

³ Le-la président-e demande à l'auteur-e de la question s'il-elle est satisfait de la réponse du Conseil communal. Si une question supplémentaire est posée par l'auteur-e de la question qui a trait au même objet, le Conseil communal doit y répondre immédiatement ou lors de la prochaine séance.

Article 58 Règles communes aux propositions, aux postulats et aux questions

¹ Le nom de l'auteur-e et l'objet des propositions, des postulats et des questions figurent à l'ordre du jour de la séance au cours de laquelle est donnée la réponse du Conseil communal.

² Dans le cas où, entre la communication d'une proposition ou d'un postulat et sa prise en considération, son auteur-e cesse d'être conseiller-ère général-e, la proposition ou le postulat est rayé du rôle à moins qu'il ne soit repris par un-e autre conseiller-ère général-e.

³ Si l'auteur-e d'une proposition ou d'un postulat cesse d'être conseiller-ère général-e après que sa proposition ou son postulat a été pris en considération par le Conseil général, celui-ci continue à déployer ses effets selon la procédure légale.

⁴ Si l'auteur-e d'une question cesse d'être conseiller-ère général-e avant la séance au cours de laquelle est donnée la réponse du Conseil communal, la question est rayée du rôle à moins qu'elle ne soit reprise par un-e autre conseiller-ère général-e.

³ Une liste des questions, des propositions et des postulats mentionnant notamment leur auteur-e, l'objet, la date de communication, la date de prise en considération, la date et un résumé de la réponse est tenue par le-la secrétaire.

*Naugel d'Inée selon PV
page 41*

Article 59 Résolutions

¹ Le Conseil général peut voter des résolutions ayant un effet purement déclaratif à l'occasion d'événements importants.

² Le Conseil général vote séance tenante sur les propositions de résolutions après discussion à ce sujet. En se prononçant sur une résolution, le Conseil général propose également le mode de communication et les destinataires éventuels de la résolution. Si la proposition de résolution mérite examen, la séance est suspendue ; le Bureau préavise la proposition, qui est ensuite soumise au vote du Conseil général.

Article 60 Approbation légales (art. 147 et 148 Lco)

Le-la secrétaire communique les actes du Conseil général soumis à l'approbation des autorités cantonales.

Article 61 Dignité des débats et maintien de l'ordre (art. 51 bis LCo, et art. 6 al.3 LInf)

¹ Les conseillers-ères généraux-ales veillent à maintenir entre eux les égards qu'exige leur fonction.

² Ils-elle usent de la réserve nécessaire propre à sauvegarder un déroulement harmonieux de la séance. En s'adressant au-la président-e, à l'assemblée ou au Conseil communal, ils-elles évitent toute prise à partie personnelle. Les conseillers-ères généraux-ales mis en cause peuvent demander la parole.

³ Un-e conseiller-ère général-e qui blesse les convenances est rappelé-e à l'ordre par le-la président-e. S'il-elle continue de troubler la séance, le-la président-e, après avoir consulté le Bureau, lui fait quitter la salle.

⁴ Si des tiers troublent la séance du Conseil général, le-la président-e peut ordonner leur expulsion. Si l'ordre ne peut être rétabli, le-la président-e lève la séance. Ces faits sont consignés dans le procès-verbal.

CHAPITRE SIXIÈME - PROCÈS-VERBAL

Article 62 Contenu et délai de rédaction (art. 51bis, 22 et 103bis LCo, art. 22 et 13 RELCo)

¹ Les délibérations du Conseil général sont consignées dans un procès-verbal qui contient notamment le nombre des membres présents, la liste des membres du Conseil général et des conseillers-ères communaux-ales excusés-es ou absents-es, les décisions, le résultat de chaque vote ou élection, les propositions, les questions et autres interventions des membres Conseil général, les réponses données **ainsi que le résumé des discussions**.

² Le procès-verbal doit être rédigé dans les vingt jours. Il est signé par le-la président-e et le-la secrétaire ; il peut être consulté au secrétariat communal et est publié sur le site Internet de la commune dès sa rédaction.

³ Jusqu'à son approbation, une précision relative à son caractère provisoire doit être donnée.

Article 63 Expédition et approbation (art. 51bis et 22 al. 3 et 103bis LCo)

¹ Le procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil général au cours de la séance suivante. A cet effet, copie intégrale en est envoyée à chaque conseiller-ère général-e, au plus tard avec la convocation à cette séance.

² S'il y a deux séances rapprochées dans un délai inférieur à trente jours, le procès-verbal de la première séance peut être envoyé ultérieurement aux membres, cependant au plus tard dix jours avant la seconde séance. Si ce délai ne peut pas être respecté, son approbation peut être reportée.

Article 64 Documents et enregistrement (art. 22 et 3 RELCo)

¹ Dans la mesure du possible, les conseillers-ères généraux-ales facilitent la rédaction du procès-verbal en remettant au secrétaire le texte de leurs interventions, propositions et questions.

² Le-la secrétaire peut user de moyens techniques d'enregistrement pour faciliter la rédaction du procès-verbal ; il-elle enregistre en outre les débats si un-e conseiller-ère général-e le demande et que sa proposition est agréée par le cinquième des membres présents. Ces enregistrements peuvent être effacés après que l'approbation du procès-verbal est devenue définitive.

CHAPITRE SEPTIÈME - DISPOSITIONS FINALES

Article 65 Communication des règlements

Un exemplaire du présent règlement est remis à chaque conseiller-ère général-e. Il en est de même des autres règlements communaux de portée générale.

Article 66 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur **dès** son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF).

Article 67 Abrogation

Le règlement du Conseil général de Belmont-Broye du 14 décembre 2020 et approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) le 28 janvier 2021 est abrogé.

Adopté par le Conseil général le **23 septembre 2024**.

La Secrétaire :

Le Président :

Laurence Esseiva

Matthieu Chardonnens

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF),
le

Le Conseiller d'Etat, Directeur :



Règlement d'organisation du Conseil général de Belmont-Broye (ROCG)

Glossaire

Initiative	Droit qui permet à un nombre donné de citoyens-es (un dixième des citoyens-es actifs-ves) de proposer un projet concernant une dépense supérieure au montant fixé pour le referendum facultatif ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense, un règlement de portée générale, la constitution d'une association de communes ou l'adhésion à une telle association, le changement du nombre de conseillers-ères généraux-ales.
Motion d'ordre	Mode d'intervention par lequel chaque conseiller-ère général-e peut proposer une modification du cours des débats, une clôture de la discussion en vue d'un vote, une suspension de la séance ou un ajournement des débats.
Postulat	Demande au Conseil communal d'étudier un problème déterminé sur des objets relevant du Conseil communal et de présenter un rapport au Conseil général.
Proposition	Demande au Conseil communal d'étudier un problème déterminé sur des objets relevant du Conseil général et de présenter un message au Conseil général. Les propositions peuvent tendre à obtenir qu'une mesure ou qu'une décision soit prise ou un règlement adopté.
Quorum	Nombre minimum de membres présents pour qu'une assemblée puisse valablement délibérer.
Référendum	Demande aux citoyens-es de se prononcer par vote pour ou contre une règle ou une décision prise.
Résolution	Texte émis par une assemblée et dans lequel ses membres expriment leur sentiment sur une question déterminée ou qui a trait à son fonctionnement intérieur.



Règlement d'organisation du Conseil général de Belmont-Broye (ROCG)

Liste des abréviations

al.	Alinéa
art.	Article
LATeC	Loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions
LCo	Loi du 25 septembre 1981 d'exécution de la loi sur les communes
LEDP	Loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques
let.	Lettre
LDCF	Loi du 15 novembre 1996 sur le droit de cité fribourgeois
LFCo	Loi du 22 mars 2018 sur les finances communales
LInF	Loi du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents
ROCG	Règlement d'organisation du Conseil général

Modification Règlement d'organisation du Conseil général (ROCG)

Règlement du 14 décembre 2020	Règlement du 23 septembre 2024
CHAPITRE PREMIER – Dispositions générales	CHAPITRE PREMIER – Dispositions générales
Article 10 Indemnités	Article 10 Indemnités ² Les indemnités sont versées en fonction de la liste des présences et des contrôles effectués. En cas de doute ou de contestation, le Bureau tranche définitivement décide .
CHAPITRE DEUXIÈME – Séance constitutive	CHAPITRE DEUXIÈME – Séance constitutive
Article 11 Convocation Article 12 Déroulement Bureau provisoire Article 13 Election du Bureau Article 14 Election des commissions Article 15 Mode d'élection	Article 11 Réunion préparatoire ¹ En vue de la séance constitutive, les présidents de groupe se réunissent afin de proposer le nombre et une représentation équitable des Conseillers généraux dans les commissions et le tournoi de la Présidence du Conseil général. Chaque groupe possède au moins un Conseiller général au sein de chaque commission obligatoire (art. 36 LCo). ² La réunion préparatoire doit avoir lieu avant la convocation à la séance constitutive et dans les 30 jours suivant l'élection. Article 12 Convocation (changement de numérotation) Article 13 Déroulement Bureau provisoire (changement de numérotation) Article 14 Election du Bureau (changement de numérotation) Article 15 Election des commissions (changement de numérotation) Article 16 Mode d'élection (changement de numérotation)
CHAPITRE TROISIÈME – Organes et attributions	CHAPITRE TROISIÈME – Organes et attributions
Article 16 Présidence / Durée du mandat Article 17 Présidence / Attributions et remplacement Article 18 Scrutateurs / Attributions Article 19 Bureau / Composition et fonctionnement Article 20 Bureau / Attributions Article 21 Bureau / Secrétariat	Article 17 Présidence / Durée du mandat (changement de numérotation) Article 18 Présidence / Attributions et remplacement (changement de numérotation) Article 19 Scrutateurs / Attributions (changement de numérotation) Article 20 Bureau / Composition et fonctionnement (changement de numérotation) Article 21 Bureau / Attributions (changement de numérotation) Article 22 Bureau / Secrétariat (changement de numérotation) Le secrétariat du Conseil général et de son Bureau est assuré par le secrétaire communal, qui peut déléguer cette tâche à un autre membre du

Article 22 Commissions / Composition et fonctionnement	personnel communal — le-la secrétaire communal-e, ou par son- sa remplaçant-e.
Article 23 Commissions / Procès-verbal	Article 23 Commissions / Composition et fonctionnement (changement de numérotation)
Article 24 Commissions / Représentation du Conseil communal et appel à des tiers	Article 24 Commissions / Procès-verbal (changement de numérotation) ² Les procès-verbaux des séances des commissions du Conseil général ne peuvent être consultés qu'avec l'autorisation de la majorité à l'unanimité du Bureau. Les procès-verbaux de la commission de naturalisation ne sont pas consultables. Les membres qui consultent les procès-verbaux en sauvegardent le caractère confidentiel à l'extérieur du Conseil général. Article 25 Commissions / Représentation du Conseil communal et appel à des tiers (changement de numérotation) ² De même, elles peuvent entendre des spécialistes en la matière. Si l'intervention de ceux-ci est susceptible d'entraîner des frais, les compétences financières prévues par le règlement des finances s'appliquent. elle doit être préavisée par le Conseil communal. En cas de préavis négatif du Conseil communal et si la commission maintient sa proposition, celle-ci doit être soumise à l'approbation du Conseil général.
Article 25 Commission financière / Composition et attributions	Article 26 Commissions / Obligation de siéger (Art. 15bis par renvoi de l'article 51bis LCo) Le membre qui, sans motif reconnu légitime, manque trois séances consécutives de la commission à laquelle il appartient est déchu de sa fonction. Le Conseil général prononce la déchéance sur proposition du Président de la commission. Il est procédé à son remplacement.
Article 26 Commission des naturalisations / Composition et attributions	Article 27 Commission financière / Composition et attributions (changement de numérotation)
Article 27 Commissions spéciales / Attributions	Article 28 Commission des naturalisations / Composition et attributions (changement de numérotation) Article 29 Commissions spéciales / Attributions (changement de numérotation)
CHAPITRE QUATRIÈME -Séances du Conseil général	CHAPITRE QUATRIÈME -Séances du Conseil général
Article 28 Calendrier Article 29 Convocations	Article 30 Calendrier (changement de numérotation) Article 31 Convocations (changement de numérotation) ² Les convocations indiquent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la séance. S'il s'agit d'un impôt, est réservé l'exigence de la loi sur les impôts

<p>Article 30 Séances rapprochées</p> <p>Article 31 Quorum</p> <p>Article 32 Obligation de siéger</p> <p>Article 33 Récusation</p> <p>Article 34 Présence du Conseil communal</p> <p>Article 35 Publicité</p> <p>Article 36 Langue</p> <p>Article 37 Ouverture de la séance</p> <p>Article 38 Ordre du traitement des objets</p> <p>Article 39 Entrée en matière, discussion générale</p> <p>Article 40 Vote d'entrée en matière ou de renvoi</p> <p>Article 41 Discussion de détail</p> <p>Article 42 Ordre des votes</p> <p>Article 43 Contestation de l'ordre des votes</p> <p>Article 44 Vote d'ensemble</p> <p>Article 45 Résultat du vote</p>	<p>communaux les coefficients et taux votés restent valables jusqu'à leur modification.</p> <p>³ Les messages et autres documents relatifs à l'ordre du jour sont envoyés en règle générale avec la convocation. Ils sont mis à la disposition du public et des médias dès leur envoi aux membres mais, au plus tard 10 jours avant la séance.</p> <p>⁴ En cas de divergence entre le Conseil communal et le Bureau au sujet d'un objet à porter à l'ordre du jour dans la convocation, celui-ci ne peut pas y figurer et il ne peut pas être traité à la prochaine séance. Si la divergence subsiste, la question est soumise au Conseil général lors de la séance. Sans possibilité d'accord, l'avis de la Préfecture est sollicité.</p> <p>Article 32 Séances rapprochées (changement de numérotation)</p> <p>Article 33 Quorum (changement de numérotation)</p> <p>Article 34 Obligation de siéger (changement de numérotation)</p> <p>Article 35 Récusation (changement de numérotation)</p> <p>Article 36 Présence du Conseil communal (changement de numérotation)</p> <p>Article 37 Publicité (changement de numérotation)</p> <p>Article 38 Langue (changement de numérotation)</p> <p>Article 39 Ouverture de la séance (changement de numéro)</p> <p>Article 40 Ordre du traitement des objets (changement de numéro)</p> <p>Article 41 Entrée en matière, discussion générale (changement de numérotation)</p> <p>Article 42 Vote d'entrée en matière ou de renvoi (changement de numérotation)</p> <p>Article 43 Discussion de détail (changement de numérotation)</p> <p>Article 44 Ordre des votes (changement de numérotation)</p> <p>⁵ Parmi les autres propositions, la proposition s'éloignant le moins de la proposition initiale est soumise au vote en premier. S'il y contestation sur l'ordre des votes fixé par le président, le Bureau tranche définitivement selon les modalités de l'art. 43 RCG statue.</p> <p>Article 45 Contestation de l'ordre des votes (changement de numérotation)</p> <p>Article 46 Vote d'ensemble (changement de numérotation)</p> <p>Article 47 Résultat du vote (changement de numérotation)</p> <p>Article 48 Vote électronique (art. 45a LCo)</p> <p>¹ Le Conseil général, sur proposition du Conseil communal, peut décider d'introduire le vote électronique.</p>
---	---

Article 46 Motion d'ordre	<p>² Le cas échéant, les modalités en seront définies dans le présent règlement, conformément à l'art. 45a LCo.</p> <p>Article 49 Motion d'ordre (changement de numérotation)</p>
CHAPITRE CINQUIÈME – PROCÈS-VERBAL	CHAPITRE CINQUIÈME – INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES
Article 47 Propositions	<p>Article 50 Propositions (changement de numérotation)</p> <p>¹ Chaque Conseiller-ère général-e peut faire des propositions sur des objets relevant du Conseil général.</p> <p>² Les propositions ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport au Conseil général. Les propositions peuvent tendre à obtenir qu'une mesure ou qu'une décision soit prise ou un règlement adopté.</p> <p>³ Une proposition ne peut en aucune façon tendre à obtenir la reconsidération d'une décision du Conseil général prise dans la même séance. Le Président informe immédiatement l'auteur-e d'une telle proposition que cette dernière est nulle et non avenue irrecevable. En cas de contestation, le Bureau tranche séance tenante.</p> <p>⁴ Seul le Conseil communal peut proposer au Conseil général de traiter à nouveau un objet qui a donné lieu à une décision de ce dernier dans les trois ans qui précèdent, à l'exception des coefficients ou taux d'impôts.</p> <p>Article 51 Postulats</p> <p>¹ Chaque conseiller-ère général-e peut présenter des postulats sur des objets relevant du Conseil communal.</p> <p>² Les postulats ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport au Conseil général.</p>
Article 48 Dépôt des propositions	<p>Article 52 Dépôt des propositions et des postulats (art. 51^{bis} et 20 LCo, art. 22 et 8 RELCo)</p> <p>¹ Chaque proposition ou postulat est formulé par oral ou par écrit.</p> <p>² En cas de formulation par oral, l'annonce du dépôt est faite en séance sous les divers. Le développement des arguments est renvoyé à la séance suivante.</p>

<p>Article 49 Recevabilité des propositions</p> <p>Article 50 Traitement des propositions</p>	<p>³ En cas de formulation par écrit, la proposition ou le postulat doit être envoyé six semaines avant la séance du Conseil général par poste ou par courriel au secrétariat.</p> <p>Article 53 Examen des propositions et des postulats par le Bureau</p> <p>¹ La proposition ou le postulat est transmis au Bureau qui en examine la recevabilité et la qualification formelle. Bureau peut demander à ce propos l'avis du Conseil communal.</p> <p>² Le Bureau émet un préavis à l'intention du Conseil général avant la prochaine séance de ce dernier et l'inscrit à l'ordre du jour. Tout préavis concluant à l'irrecevabilité ou à une autre qualification que celle retenue par l'auteur est motivé.</p> <p>Article 49 Recevabilité des propositions annulé et remplacé par art. 53</p> <p>Article 54 Traitement des propositions et des postulats (art. 51^{bis} et 17 LCo)</p> <p>¹ Lors du traitement d'une proposition ou d'un postulat, le Conseil général en examine tout d'abord la recevabilité ou la qualification formelle. Si celles-ci sont contestées, le-la Président-e donne connaissance de l'avis du Bureau. Après avoir entendu le Conseil communal et l'auteur, le Conseil général en débat, puis vote sur la recevabilité.</p> <p>² Après avoir entendu le Conseil communal et l'auteur, le Conseil général débat, puis vote sur la transmission d'une proposition ou d'un postulat.</p> <p>³ L'auteur-e peut retirer sa proposition ou son postulat jusqu'au vote par le Conseil général.</p> <p>⁴ L'inventaire et l'échéancier des propositions et des postulats sont tenus par le secrétariat communal.</p>
---	---

<p>Article 51 Propositions internes</p> <p>Article 52 Questions</p> <p>Article 53 Règles communes aux propositions et aux questions</p> <p>Article 54 Résolutions</p> <p>Article 55 Approbations légales</p> <p>Article 56 Dignité des débats et maintien de l'ordre</p>	<p>Article 55 Détermination du Conseil communal (art. 17 al. 1 LCo)</p> <p>¹ Le Conseil communal dispose d'une année pour se déterminer sur la proposition ou le postulat qui lui a été transmis et soumettre l'objet demandé au vote.</p> <p>² Le Conseil communal donne connaissance de sa détermination aux Conseillers généraux par écrit en même temps que l'envoi de la convocation pour la séance durant laquelle cet objet sera traité.</p> <p>Article 56 Propositions internes (changement de numérotation)</p> <p>Article 57 Questions (changement de numérotation)</p> <p>Article 58 Règles communes aux propositions, aux postulats et aux questions</p> <p>¹ Le nom de l'auteur-e et l'objet des propositions, des postulats et des questions figurent à l'ordre du jour de la séance au cours de laquelle est donnée la réponse du Conseil communal.</p> <p>² Dans le cas où, entre la communication d'une proposition ou d'un postulat et sa prise en considération, son auteur-e cesse d'être conseiller-ère général-e, la proposition ou le postulat est rayé du rôle à moins qu'il ne soit repris par un autre conseiller-ère général-e.</p> <p>³ Si l'auteur-e d'une proposition ou d'un postulat cesse d'être conseiller-ère général-e après que sa proposition ou son postulat a été pris en considération par le Conseil général, celui-ci continue à déployer ses effets selon la procédure légale.</p> <p>⁴ Si l'auteur-e d'une question cesse d'être conseiller-ère général-e avant la séance au cours de laquelle est donnée la réponse du Conseil communal, la question est rayée du rôle à moins qu'elle ne soit reprise par un-e autre conseiller-ère général-e.</p> <p>⁵ Une liste des questions, des propositions et des postulats mentionnant notamment leur auteur, l'objet, la date de communication, la date de prise en considération, la date et un résumé de la réponse est tenue par le secrétaire.</p> <p>Article 59 Résolutions (changement de numérotation)</p> <p>Article 60 Approbations légales (changement de numérotation)</p> <p>Article 61 Dignité des débats et maintien de l'ordre (changement de numérotation)</p>
--	---

	CHAPITRE SIXIÈME – PROCÈS-VERBAL
Article 57 Contenu et délai de rédaction	Article 62 Contenu et délai de rédaction (changement de numérotation) ¹ Les délibérations du Conseil général sont consignées dans un procès-verbal qui contient notamment le nombre des membres présents, la liste des membres du Conseil général et des conseillers-ères communaux-ales excusés-es ou absents-es, les décisions, le résultat de chaque vote ou élection, les propositions, les questions et autres interventions des membres Conseil général, les réponses données ainsi que le résumé des discussions.
Article 58 Expédition et approbation	Article 63 Expédition et approbation (changement de numérotation)
Article 59 Documents et enregistrement	Article 64 Documents et enregistrement (changement de numérotation)
	CHAPITRE SEPTIÈME – DISPOSITIONS FINALES
Article 60 Communication des règlements	Article 65 Communication des règlements (changement de numérotation)
Article 61 Entrée en vigueur	Article 66 Entrée en vigueur (changement de numérotation) Le présent règlement entre en vigueur au 1 ^{er} janvier 2021, sous réserve de dès son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF).
Article 62 Abrogation	Article 67 Abrogation (changement de numérotation)

Le bureau d'ingénieur a établi une simulation de l'évolution du trafic possiblement engendré par le développement du projet, du début du chantier à la mise en service complète du site qui se fera en étape. La simulation tient compte des mises en service successives des halles, des types de déchets traités et de leur nature (taux de compactage différents d'un type de déchets à l'autre).

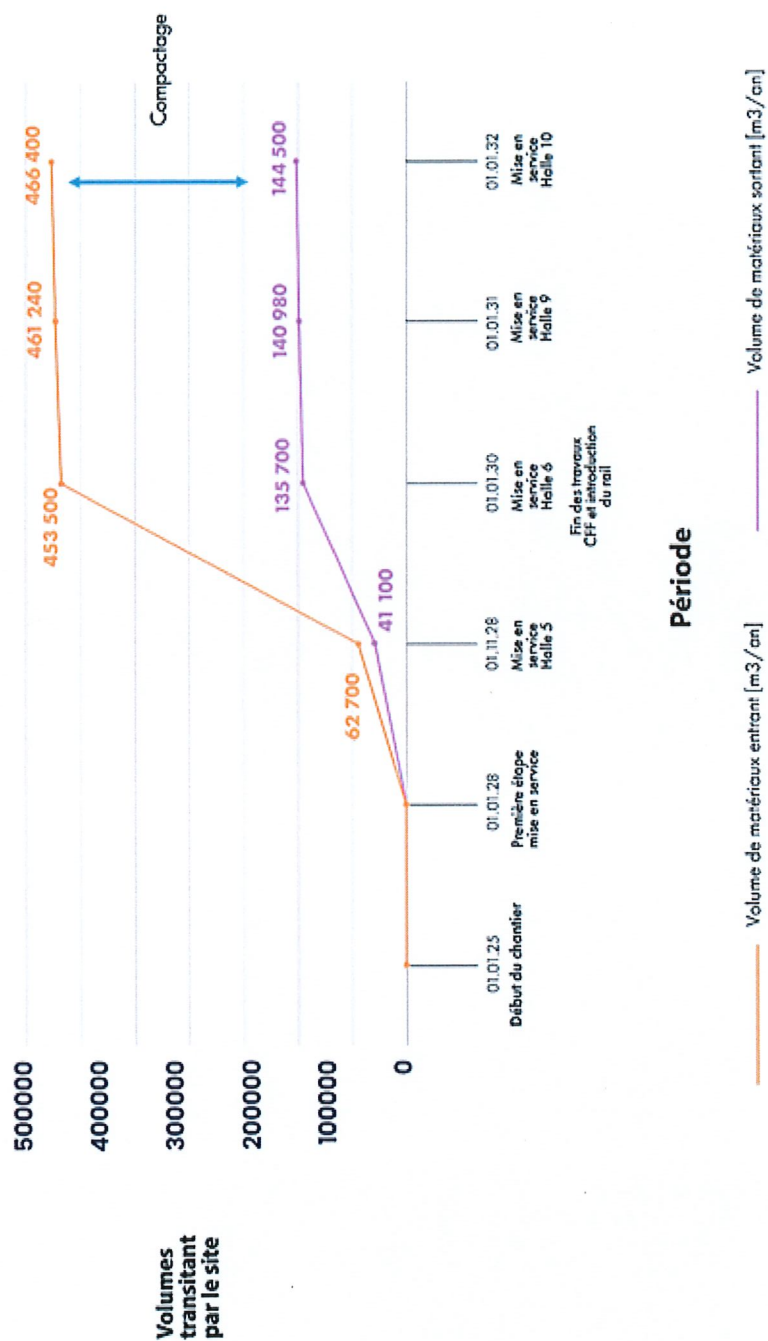
Annexe M : Evolution du trafic généré par le centre de tri, du démarrage des travaux à l'exploitation complète du site									
		Trafic lié au chantier		Exploitation sans utilisation du rail*		Exploitation avec utilisation du rail à hauteur de 50% du tonnage		Worst Case	
Année		01.01.2025-01.03.2027	01.01.2028	01.11.2028	01.01.2030		01.01.2031	01.01.2032	-
Affectation	Terrassement et équipements ECIU		Administration: Transvoire, aire de lavage et station service	Administration: Transvoire, aire de lavage et station service	Administration: Transvoire, aire de lavage et station service	Administration: Transvoire, aire de lavage et station service	Administration: Transvoire, aire de lavage et station service	Administration: Transvoire, aire de lavage et station service	Exploitation complète avec interruption de voies CFF
TJM généré par le site [mvt/j]	38	108	131	171			189	202	216
Direction Poids-lourds	38	40	61	122			110	111	126
Direction Léchelles (30%)	Selon emplacement matériaux de remblai	76	92	120			132	141	151
Direction Léchelles (30%)	Selon emplacement matériaux de remblai	28	43	85			77	78	88
Direction Léchelles (30%)	Selon emplacement matériaux de remblai	32	39	51			57	61	65
Direction Poids-lourds	Selon emplacement matériaux de remblai	12	18	37			33	33	38
Matériaux traités par le site [t/an]	-		10 150	48 706			60 346	68 106	63 106
Remarques	Environ 90'000 m3 de matériaux et remblais	Trafic lié à l'activité de l'administration ainsi qu'aux services d'entretien et logistique de transvoirie	Trafic lié à l'activité de l'administration ainsi qu'aux services d'entretien et logistique de transvoirie	Trafic lié à l'activité de l'administration ainsi qu'aux services d'entretien et logistique de transvoirie	Trafic lié à l'activité de l'administration ainsi qu'aux services d'entretien et logistique de transvoirie	Trafic lié à l'activité de l'administration ainsi qu'aux services d'entretien et logistique de transvoirie	Trafic lié à l'activité de l'administration ainsi qu'aux services d'entretien et logistique de transvoirie	Trafic lié à l'activité de l'administration ainsi qu'aux services d'entretien et logistique de transvoirie	Occurrence unique en cas d'interruption non désirée des voies CFF

* En raison du chantier-CFT sur la ligne de la Drove, l'utilisation de la voie industrielle du site est à l'usage exclusif des CFT durant la durée de leur travaux.



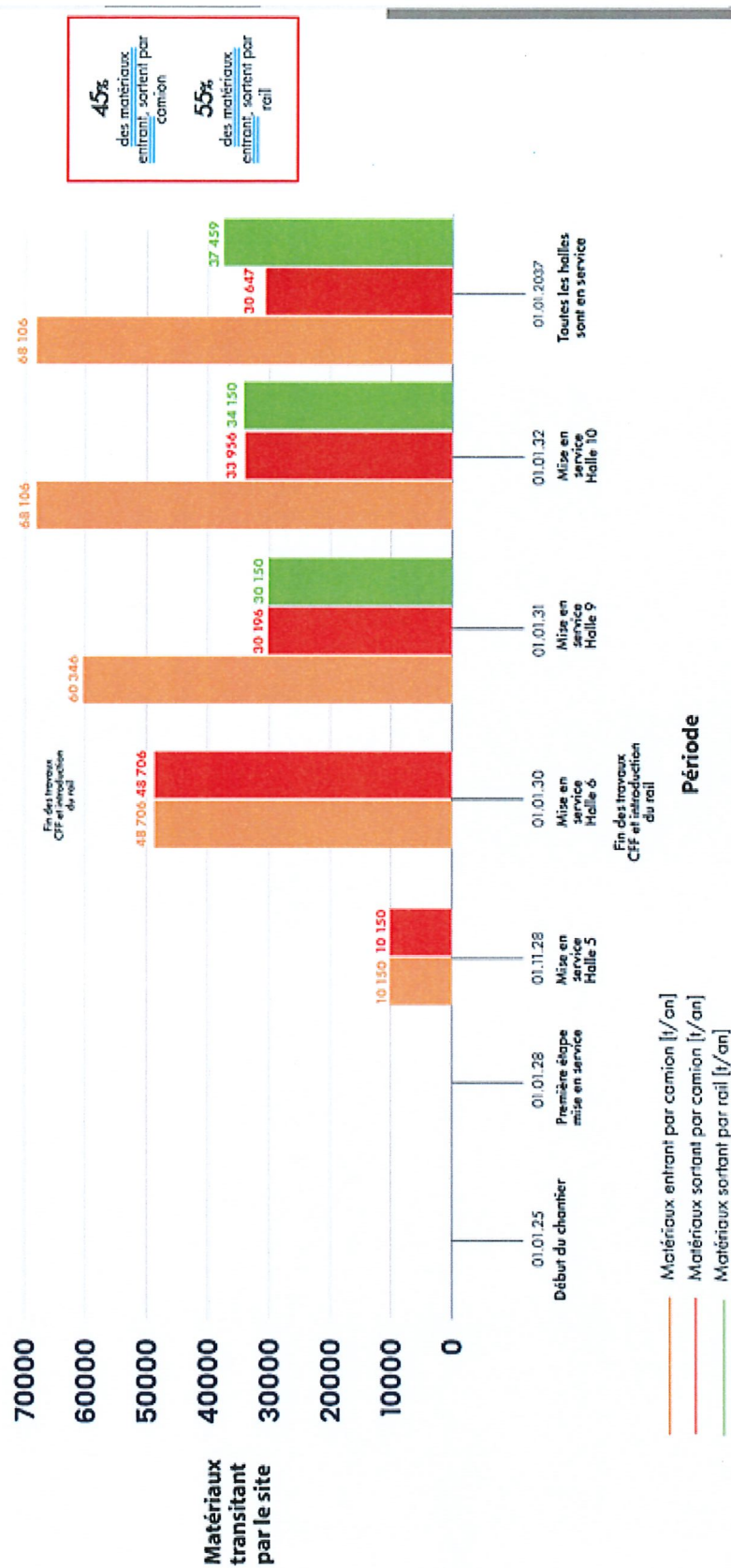
Évolution de l'activité du site, en volumes

Ce graphique présente l'évolution des volumes de matériaux entrant sur le site puis sortant après traitement et compactage.



Évolution de l'activité du site, en tonnes

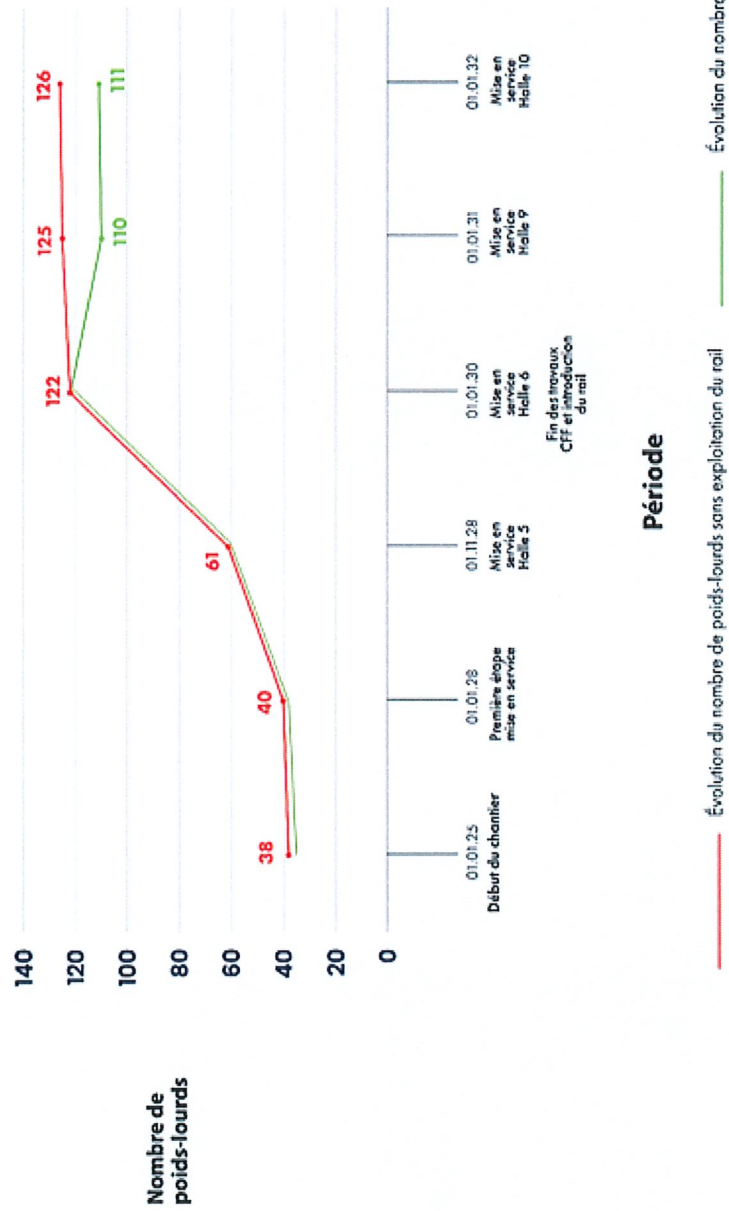
Ce graphique présente l'évolution des tonnes de matériaux entrant et sortant.





Évolution du trafic poids-lourds en lien avec l'activité du site

Ce graphique présente l'évolution du trafic poids-lourds généré par le centre de tri.



Historique de planification du secteur (PAL) et spécificités de la zone spéciale

Révision du PAL de Belmont-Broye, secteur Léchelles

La révision générale du plan d'aménagement local (PAL) du secteur Léchelles de la commune de Belmont-Broye a été mise à l'enquête publique par parution dans la Feuille officielle (FO) n° 25 du 22 juin 2018. Un complément d'enquête a été publié dans la FO n° 28 du 21 septembre 2018. Dans son projet de révision de PAL mis à l'enquête publique en 2018, la Commune maintenait le site d'ex-Carbura en zone d'activités, sous l'affectation « zones d'activités II ». Le règlement communal d'urbanisme (RCU) identifiait la destination de la zone pour les activités en lien avec le tri, la récupération, la transformation, le traitement et le stockage des déchets.

Dans le cadre de la procédure du droit d'être entendu (DDE), la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC), désormais Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME) depuis 2022, a fait publier dans la FO n° 46 du 13 novembre 2020 les éléments du PAL qu'elle entendait ne pas approuver et ceux qu'elle comptait prendre dans sa décision finale d'approbation. Dans sa décision, la DAEC remettait en cause le maintien en zone d'activités des art. 8734, 8757 et 8894 (partiel) RF (secteur sur lequel doit s'implanter le projet de IHEH), sous prétexte d'un surdimensionnement des zones d'activités.

La commune de Belmont-Broye, dans son courrier de détermination du droit d'être entendu du mois de décembre 2020, s'est déterminée sur les points concernés par la publication effectuée par la DAEC. Elle y défendait le maintien de la zone d'activités sur le secteur afin de permettre le projet de centre de tri de déchets de s'y développer.

Dans le courant du mois de mars 2021, une séance entre la DAEC, le SeCA, la Commune et les promoteurs a permis de définir une marche à suivre afin de sauver la zone en question et de permettre le développement du projet prévu. La DAEC et le SeCA ont suggéré de définir une nouvelle zone spéciale (selon l'art. 18 LAT) au lieu de la zone d'activités actuellement en vigueur. Il s'agit pour cela de modifier le PAL de Léchelles. De plus, le SeCA a été d'accord de traiter la mise en zone spéciale dans le cadre d'une procédure de modification du PAL séparément du rapport au dossier du PAL concernant l'intégration des conditions d'approbation de la DAEC.

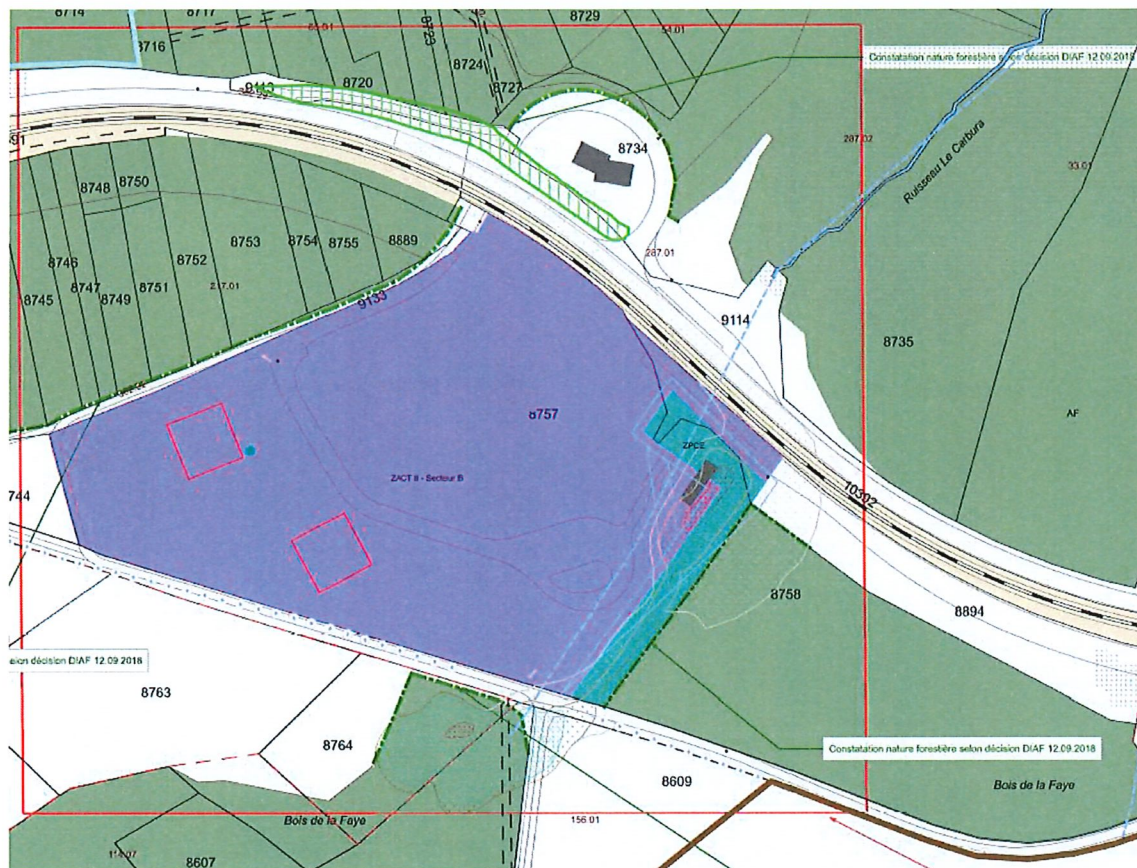
La Commune souhaitant soutenir le projet de IHEH, elle a écrit un courrier officiel à la DAEC (en juin 2021) dans lequel elle indiquait renoncer à la zone d'activités en faveur d'une zone spéciale sur le site ex-Carbura.

Le 18 août 2021, la DAEC a rendu sa décision d'approbation concernant le PAL de Léchelles. Dans le cadre de sa décision, la DAEC confirme ses prises de position précédentes en refusant le maintien en zone d'activités des art. 8757, 8734 (partiel) et 8894 (partiel) RF. Cependant, étant donné l'opportunité créée par des terrains ayant accès au rail et qui ont déjà été utilisés pour des activités industrielles, la DAEC reconnaissait que le projet d'usine de traitement et de recyclage des déchets est pertinent à cet emplacement vu son utilisation du rail. La DAEC a donc proposé à la Commune de se tourner vers la création d'une zone spéciale qui permettra au projet d'aboutir et de bénéficier d'un emplacement idéal, à condition que la Commune démontre qu'il s'agit bien d'une zone spéciale au sens de l'art. 18 LAT afin qu'elle puisse être créée. En ce sens, seule la superficie qui correspond à l'emprise de la demande de permis de construire déposée pourra être proposée en zone spéciale.

Depuis, la Commune de Belmont-Broye a décidé de finaliser le dossier du PAL de Léchelles, sans attendre que le présent dossier de modification du PAL soit terminé (et cela conformément à l'accord pris préalablement avec le SeCA). La finalisation du PAL concernait notamment l'intégration des décisions de la DAEC exprimées dans sa décision d'approbation du 18 août 2021.

Ce dossier du PAL a été mis à l'enquête publique par parution dans la FO n° 7 du 18 février 2022. Dans cette version finale du PAL, il a été décidé de faire figurer la zone concernée par le projet comme étant toujours affectée à la zone d'activités. Toutefois, il a été clairement mentionné, au PAZ et dans le rapport explicatif 47 OAT, que cette zone devait faire l'objet d'une décision différée et que le dossier de modification du PAL devra notamment garantir la mise en zone spéciale du périmètre.

En date du 15 novembre 2023, la DIME a approuvé le PAL de Léchelles, tout en refusant le maintien des articles 8734, 8757 et 8894 (partiel) RF en zone d'activités. La DIME refuse le maintien de l'art. 8734 (partiel) RF en zone d'activités qui n'est plus occupé par de l'activité. L'habitation située sur cette parcelle reste toutefois au bénéfice de la garantie de la situation acquise. Pour le solde de la zone d'activités, la DIME accepte qu'il puisse faire l'objet d'une modification du PAL, en faveur d'une zone spéciale, dont l'approbation se fera ultérieurement.



Extrait du PAZ de Léchelles approuvé par la DIME le 15 novembre 2023

Le dossier de modification du PAL (mise en zone spéciale) dont la mise à l'enquête publique est prévue le mois d'octobre 2024, sert donc à répondre aux décisions de la DIME afin de mettre définitivement en conformité le nouveau projet avec une affectation adéquate.

Spécificités de la zone spéciale

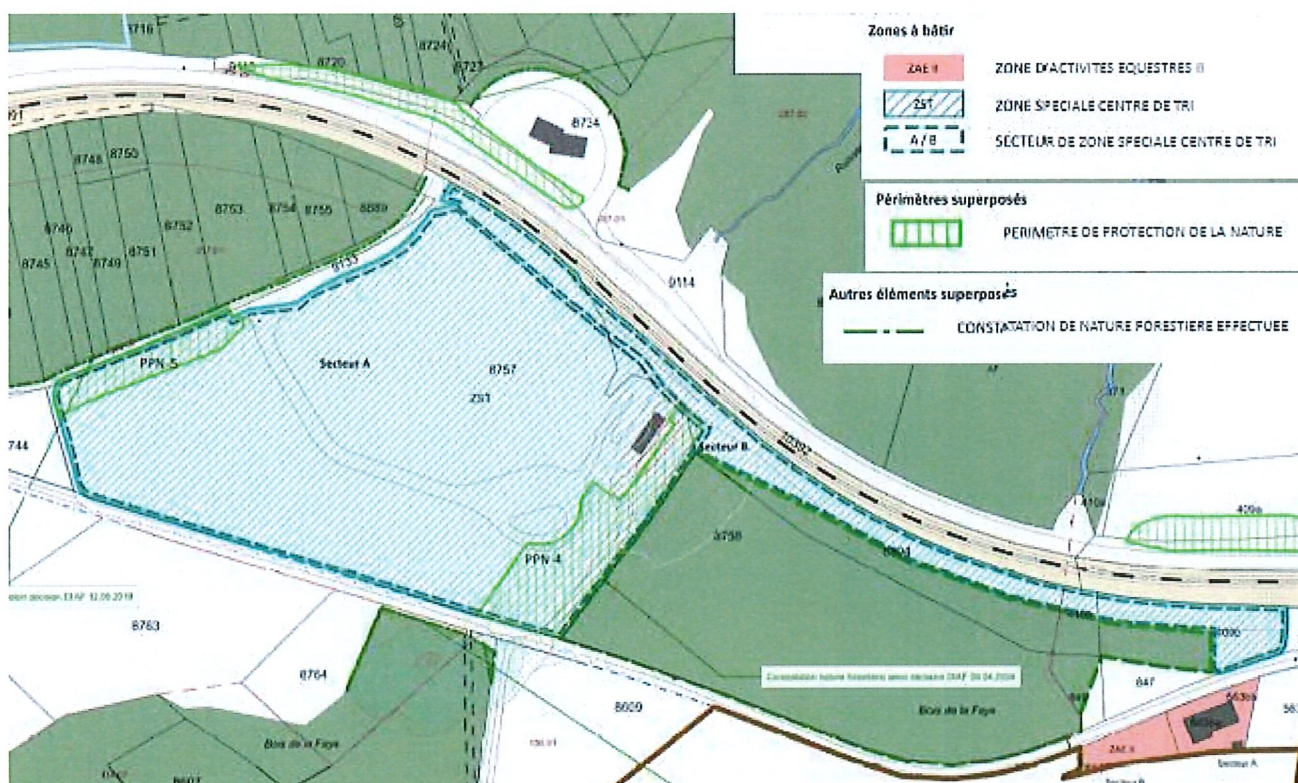
Comme il a été constaté sous le chapitre précédent (Révision du PAL de Belmont-Broye, secteur Léchelles), le fait de délimiter une nouvelle zone spéciale au niveau du PAL de Léchelles, a été une mesure d'aménagement imposée par la DIME afin de permettre le développement du projet de centre de tri et valorisation des déchets. Toujours selon le dire de la DIME, aucune autre affectation ne peut être envisagée dans le cadre de ce projet.

L'art.18 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), définit la nature de la zone spéciale, qui n'est pas une zone à bâtir classique au sens de l'art. 15 LAT. L'art.18 LAT dit notamment que le droit cantonal peut prévoir d'autres zones d'affectation et qu'il peut régler le cas des territoires non affectés ou de ceux dont l'affectation est différée. Le droit fédéral prévoit donc la possibilité de créer des zones spéciales permettant de compléter les zones d'affectation de base (zone à bâtir, zone agricole, zone de protection). En complément à cela, l'art. 24 LAT « exceptions prévues hors de la zone à bâtir » affirme que ces zones spéciales peuvent être développées en lien avec des projets de construction qui sont imposés par leur destination. Les activités dans la zone spéciale doivent être limitées uniquement au projet qui est à l'origine de sa définition et la mesure de planification doit être supprimée en cas de cessation de l'activité.

Finalement, l'art. 45 LATeC définit que « toute nouvelle mise en zone d'activités ou en zone spéciale (art. 18 LAT) liée à la création d'un projet et planifiée en dehors du cadre d'une révision générale du plan d'aménagement local est soumise à la condition que les travaux de gros œuvre soient entamés dans les cinq ans dès l'entrée en force de la décision d'approbation. Si cette condition n'est pas remplie à l'échéance de ce délai, le terrain retourne à son affectation initiale (donc en zone agricole), sans autre procédure ».

De plus, selon les directives du SeCA, le nouvel article 25 du RCU régissant la zone spéciale, inclut une clause qui dit que « en cas de cessation des activités conformes à la réglementation de la zone spéciale, la zone spéciale sera déclassée, sans procédure de dézonage, en zone agricole. Cela signifie concrètement qu'en cas de cessation des activités de la part de l'entreprise Helvetia Environnement, la zone spéciale pourra éventuellement être réutilisé par une autre entreprise active dans le domaine du traitement et recyclage des déchets qui devra se conformer à la réglementation de la zone spéciale pour pouvoir s'y implanter.

Si cela ne devait pas être le cas, la zone spéciale retournerait en zone agricole. Il est donc clair que tout autre projet qu'un centre de tri et recyclage de déchets ne pourra pas voir le jour dans la zone spéciale.



Extrait du nouveau PAZ de Léchelles (procédure pour modification du PAL avec mise à l'enquête publique prévue en octobre 2024)

Art.25 Zone spéciale « centre de tri des déchets » (ZST)

1. Destination

Cette zone spéciale au sens de l'article 18 LAT est destinée aux activités en lien avec le tri, la récupération, le traitement, le stockage, la valorisation et le transport ferroviaire des déchets et de matières secondaires.

Ce type de zone correspond à des installations et équipements particuliers, de grande envergure et dont le rayonnement dépasse le cadre local.

La zone spéciale intègre deux secteurs d'aménagement qui ont les caractéristiques suivantes :

2. **Secteur A** : il est destiné aux activités en lien avec le tri, la récupération, le traitement, le stockage, la valorisation des déchets et de matières secondaires. Des bâtiments administratifs, une aire de lavage et une station - service sont également admis dans ce secteur. Ce secteur est aussi prévu pour les aires de circulation et les places de stationnement nécessaires à l'exploitation du site ainsi que pour des surfaces vertes et un nouveau biotope humide.

Ordre des constructions	: non contigu
Indice de masse (IM)	: 8 m ³ /m ²
Indice d'occupation du sol (IOS)	: 0.50
Indice de surface verte (I_{ver})	: 0.10
Distance à la limite (DL)	: h/2, minimum 4 mètres
Hauteur totale (h)	: 20.00 m
Degré de sensibilité au bruit (DS)	: IV

3. **Secteur B** : il est destiné au raccordement des activités à la ligne ferroviaire CFF ainsi qu'aux quais de transbordement ferroviaire. Des parois anti-bruit peuvent être envisagées dans ce secteur.

Ordre des constructions	: Non applicable (NA)
Indice de masse (IM)	: Non applicable (NA)
Indice d'occupation du sol (IOS)	: Non applicable (NA)
Indice de surface verte (I_{ver})	: Non applicable (NA)
Distance à la limite (DL)	: Non applicable (NA)
Hauteur totale (h)	: Non applicable (NA)
Degré de sensibilité au bruit (DS)	: IV

4. Prescriptions particulières valables pour toute la zone

¹ Compte tenu des mouvements de terres importants qui ont été réalisés pour la mise en place de la zone de stockage, une nouvelle hauteur de référence est définie à 610 msm, altitude de la route au point d'entrée du site qui correspond au terrain naturel de référence.

² Une attention toute particulière sera portée, en bordure des voies publiques, pour atténuer les impacts visuels des constructions.

³ un minimum de 50% du tonnage des déchets en flux sortant devra transiter par le rail.

⁴ Une clôture sera érigée sur la totalité du périmètre, afin d'éviter toute utilisation abusive.

⁵ L'accès au massif forestier (piétons, voitures et camions de transport de bois) est garanti en tout temps pour les Services compétents et les exploitants, y compris sur le chemin public de dévestiture actuel et futur qui dessert le Bois de la Faye.

⁶ Des milieux pionniers humides favorables aux batraciens doivent être aménagés dans le secteur Est et les surfaces en limite Ouest sont réservées au développement de prairies extensives, incluant quelques îlots de végétation ligneuse. Ces surfaces sont comptabilisées dans l'indice de surface verte (Iver).

⁷ Une paroi antibruit doit être réalisée entre la nouvelle voie ferrée industrielle et la voie CFF existante dans la mesure où les valeurs limites légales ne sont pas respectées au droit des locaux à usage sensible au bruit (LUSB) voisins sans mesures de protection.

⁸ La zone sera déclassée en zone agricole, sans procédure de dézonage, si, dans un délai de 5 ans qui suit l'entrée en force de la décision d'approbation de la modification du PAL concernant la mise en zone spéciale du site, les travaux de gros œuvre et les équipements de la zone ne sont pas entamés. En cas de cessation des activités conformes à la réglementation de la zone spéciale, la zone spéciale sera déclassée, sans procédure de dézonage, en zone agricole.

Extrait de l'art.25 RCU de Léchelles pour la zone spéciale (procédure pour modification du PAL avec mise à l'enquête publique prévue en octobre 2024)

Présentation Paprec / Helvetia / Léchelles

Fondé en 1994 par la famille Petithuguenin, Paprec est devenu en France le leader du recyclage et un des grands acteurs de la gestion des déchets et de la production d'énergies vertes.

Le groupe compte 16 000 salariés sur 300 sites dans douze pays. Son chiffre d'affaires 2023 est de 3 milliards d'euros. Depuis sa création, le groupe, toujours détenu majoritairement par la famille Petithuguenin, a investi 3 milliards d'euros en France dans ses usines et outils technologiques.

L'histoire de Paprec

L'aventure Paprec commence en 1994 à La Courneuve en région parisienne. Jean-Luc Petithuguenin, cadre dirigeant de la branche recyclage et nettoyage industriel à la Compagnie Générale des Eaux (Veolia), reprend Paprec, une petite PME de La Courneuve, spécialisée dans le recyclage des papiers / cartons (45 salariés, une usine, 4 M€ de CA).

Jean-Luc Petithuguenin transforme un vieux métier presque artisanal et souvent décrié en une formidable aventure industrielle, championne de l'innovation responsable.

Avec 27% de progression moyenne annuelle de son chiffre d'affaires, depuis 30 ans, nous nous sommes développés à la vitesse d'une start-up, menant une politique de croissance interne et externe ciblée. Le groupe procède à plus de 60 acquisitions volontaires renforçant ainsi ses savoir-faire, ses complémentarités, son maillage géographique et ses équipes.

La croissance interne, quant à elle, pèse pour les deux tiers du développement du groupe. Depuis sa création, c'est plus de 1,5 milliard d'euros qui ont été investis dans l'outil de travail.

Jean-Luc Petithuguenin a choisi de mettre les femmes et les hommes au coeur sa politique managériale.

La croissance du groupe est basée sur des valeurs fortes et affirmées, quatre piliers et une charte unique qui signe son engagement en faveur de la diversité et de la laïcité.

S'agissant de Paprec Suisse

Présent à l'international, le Groupe Paprec s'est d'abord développé en Suisse, il y a 10 ans de cela.

En Suisse, chaque année, nous collectons, trions et recyclons plus de 200 000 tonnes de matières valorisables sur nos six sites suisses et nous les préparons pour l'industrie.

Nous proposons aux collectivités, aux entreprises et aux particuliers des solutions complètes, taillées sur mesure et innovantes. Nos connaissances et notre force d'innovation sont les piliers de notre réussite. Grâce à elles, nous voulons façonner l'avenir du secteur du recyclage et de la gestion des déchets en Suisse. En nous appuyant sur nos technologies modernes et nos connaissances, nous sommes en mesure de gérer l'ensemble du cycle de vie des matières valorisables et d'augmenter les taux de recyclage. De cette manière, nous limitons les émissions de gaz à effet de serre et contribuons fortement à la protection de notre environnement.

En plus de nos services de recyclage, nous offrons également des solutions de destruction sécurisée de documents et de supports de données, grâce à nos entreprises Data EX 4000 et Reisswolf Aktenvernichtungs-AG. Nous assurons une sécurité maximale et proposons des solutions économiques pour la destruction et l'élimination des documents et supports électroniques.

Paprec Suisse a connu une croissance impressionnante en 25 ans, passant de 45 à 12 500 collaboratrices et collaborateurs, et est aujourd'hui présent sur plus de 280 sites dans le monde. Spécialisé dans la valorisation des matières premières, ainsi que dans les secteurs énergétique et agronomique, Paprec traite annuellement plus de 16 millions de tonnes de matières valorisables.

Concernant la présence de Paprec dans le capital d'Helvetia

Après 14 années à la direction d'Helvetia Environnement et après avoir constitué, avec le rachat de Veolia SRS, le leader Suisse de la collecte et traitement des déchets, Messieurs Vincent Chapel, Jean- Pierre Tetaz et la Famille Chavaz ont décidé en janvier dernier de vendre leur participation dans Helvetia Environnement à Paprec International.

En intégration dans son capital un groupe innovant et doté d'une dimension internationale, Helvetia se donne les moyens d'accélérer son développement.

Les investisseurs institutionnels et financiers : un fonds d'infrastructure énergétique avec des investisseurs exclusivement suisses, géré conjointement par Swiss Life Asset Managers et UBS Asset Management ainsi qu'un fonds d'infrastructure, géré par Reichmuth Infrastructure, continuent de détenir majoritairement le groupe Helvetia Environnement.

Leader du traitement des déchets en Suisse, Helvetia compte 450 personnes sur 22 sites et collecte 350 000 tonnes de déchets par an. La volonté de Paprec est d'appuyer le développement d'Helvetia Environnement pour faire de la Suisse un pionnier exemplaire de l'économie circulaire en Europe.

Concernant le projet de Léchelles

Pour Paprec, ce site de Belmont-Broye est d'une importance stratégique majeure, tant pour ses activités en Suisse qu'en Europe. En tant qu'acteur clé du secteur de la gestion des déchets et du recyclage, Paprec est en constante recherche d'opportunités pour renforcer son réseau et optimiser ses opérations. Ce site représente une pierre angulaire de cette stratégie.

Premièrement, sa position géographique centrale en Suisse, au cœur de l'Europe, offre un accès privilégié aux principales routes de transport, tant routières que ferroviaires. Cela facilite non seulement la logistique des flux de déchets, mais aussi leur redistribution et leur valorisation à travers toute l'Europe. La proximité du site avec des infrastructures de transport existantes, notamment le réseau ferroviaire, est un atout considérable pour améliorer l'efficacité des opérations et réduire les coûts et l'empreinte carbone associés au transport.

Deuxièmement, ce projet permet à Paprec de renforcer son leadership dans le domaine de l'économie circulaire et du développement durable. En centralisant des activités de tri, de traitement et de valorisation des déchets sur un seul site, Paprec pourra non seulement optimiser ses processus, mais aussi innover en matière de recyclage et de réutilisation des matériaux. La présence d'installations spécialisées, telles que celles dédiées aux papiers-cartons, au recyclage du bois, et au traitement des déchets de chantier, positionne ce site comme un centre d'excellence dans le domaine du recyclage.

Enfin, ce projet est essentiel pour Paprec car il s'inscrit dans une vision à long terme de croissance et de renforcement de sa présence en Suisse. En développant un tel site, l'entreprise solidifie sa capacité à répondre aux besoins croissants en matière de gestion des déchets, tout en créant de la valeur ajoutée pour ses clients et en soutenant les objectifs environnementaux du pays. C'est un projet ambitieux qui compte beaucoup pour Paprec, non seulement en termes de développement commercial, mais aussi en termes de contribution à une économie plus verte et plus durable.

Conseil général du 24 septembre 2024 :

Présentation de la

Planification financière 2025-29



Commune de Belmont-Broye ////

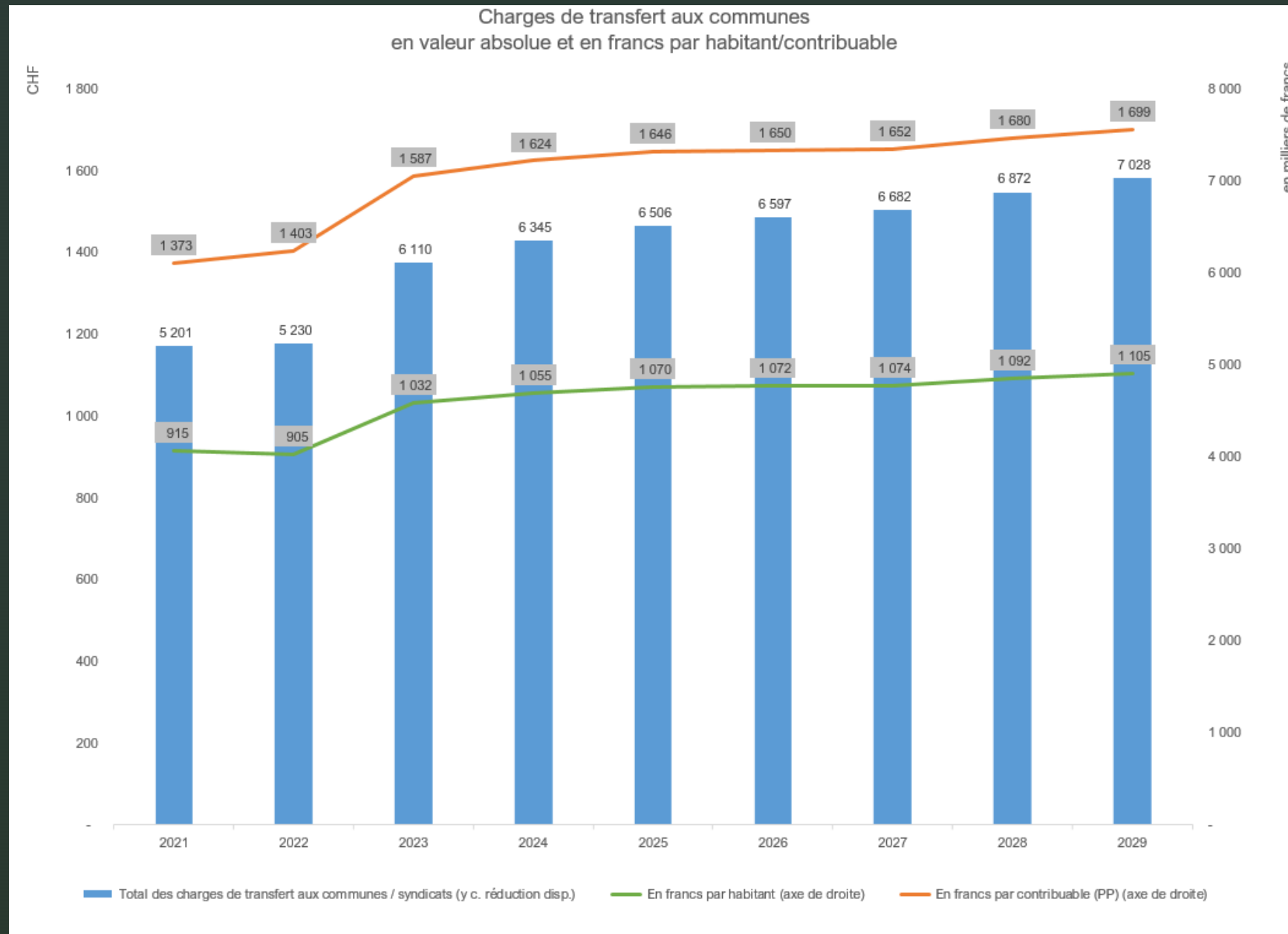
Contexte général : traitement des indicateurs pour les années à venir...

Choix de critères pour réaliser les **Prévisions** :



- Données historiques
- L'influence (intérêts et amortissements) des investissements
- Les planifications financières transmises (COB, RSSBF,...)
- Les données fiscales cantonales
- L'augmentation de la population
- Des estimations pures parfois aussi...

Démographie et charges liées :

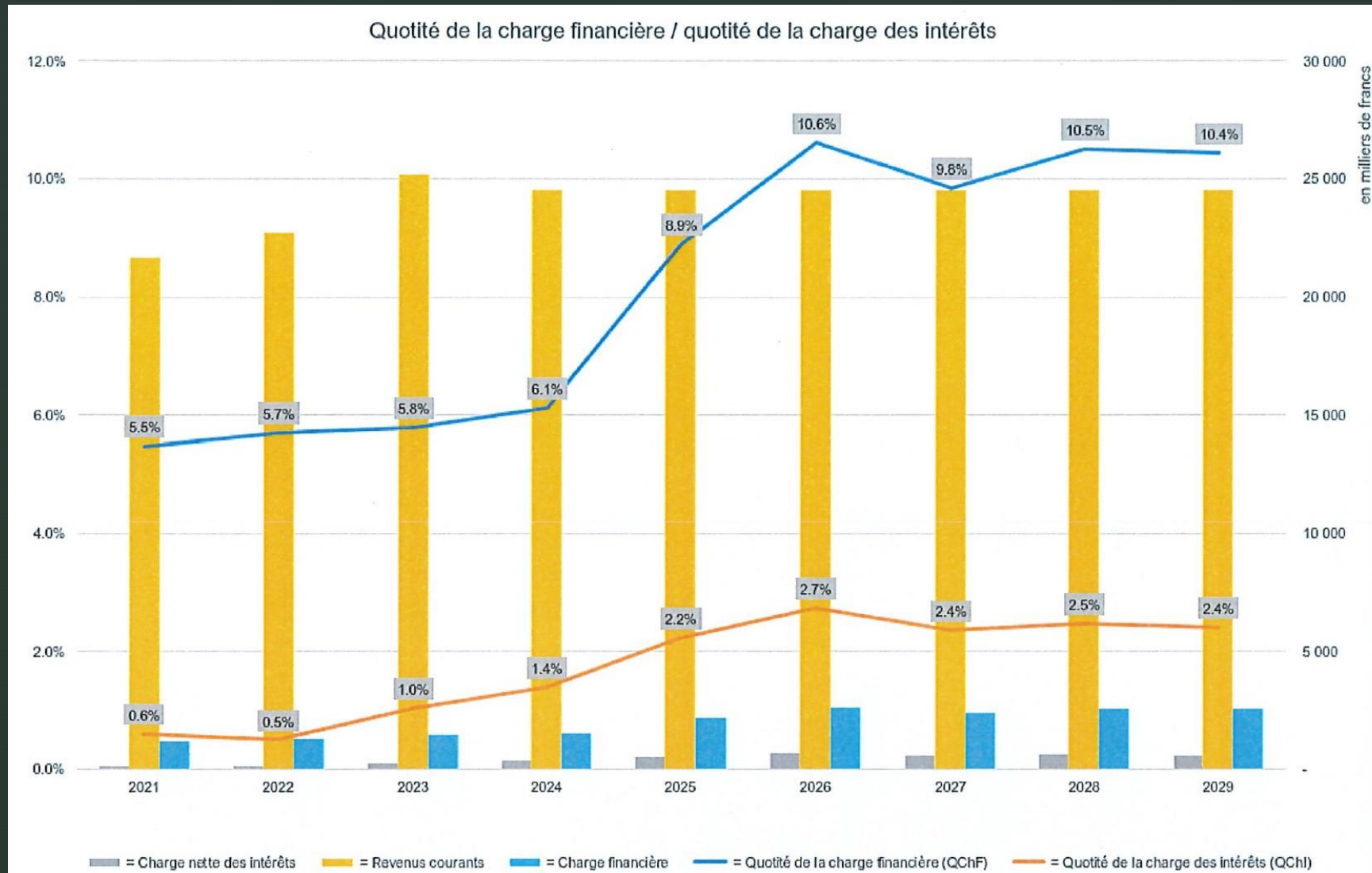


Planification des investissements : un impact sur le fonctionnement

Étiquettes de lignes	N° projet	Projets	Crédit voté	Activation	S2025	S2026	S2027
Bâtiments scolaires	2170.5030.00	Réalisation Place du CO et halle des sports à Domdidier	390000	2021			
	2170.5030.01	Réalisation Préau « Ecoline » à Domdidier	80000	Terminé			
	2170.5030.02	Réalisation Place de jeux « Ecoline » à Domdidier	80000	Terminé			
	2170.5030.03	Aménagements extérieurs Ecol'Air - Dompierre	320000	2023			
	2170.5040.01	Réalisation Ecole primaire à Dompierre	7820000	2019			
	2170.5040.04	Réfection salles classe Domdidier - Léchelles	57500	2023			
Total Bâtiments scolaires							
BATIMENTS/ PLACES / AMENAGEMENT	1500.5	Caserne pompiers et voirie	0	Supprimer			
	7900.5	Aménagements lotissement PAD sur l'Arbogne à Léchelles	1235000	2013	50 000	150 000	
	3420.5030.01	Place de jeux et crèche	360000	Terminé à présenter			
	7900.5290.00	Etudes diveses - PAL	991000	2016	50 000	50 000	50 000
	8120.5290.00	Remaniement parcellaire agricole	0	Projeté			
	(vide)	Abris à vélo devant l'administration communale à Domdidier	0	Projeté	20 000		
		Aménagement de la place de rencontre à Pré-de-la-Cour à Domdidier	0	Projeté			
		Aménagement zone communale en dessous du cimetière à Léchelles	0	Projeté			
		Changement de la porte d'entrée à l'administration communale à Domdidier	0	Projeté	40 000		
		Place de sports et agrandissement	0	Projeté			
		Rénovation de la cour d'école à Léchelles	0	Projeté			
		Panneaux solaires	(vide)	(vide)	250 000	250 000	
		Assainissement buttes de tirs à Domdidier	0	Projeté	100 000		
		Eclairages terrain de football à Dompierre	0	Projeté	180 000		
Total BATIMENTS/ PLACES / AMENAGEMENT					690 000	450 000	50 000

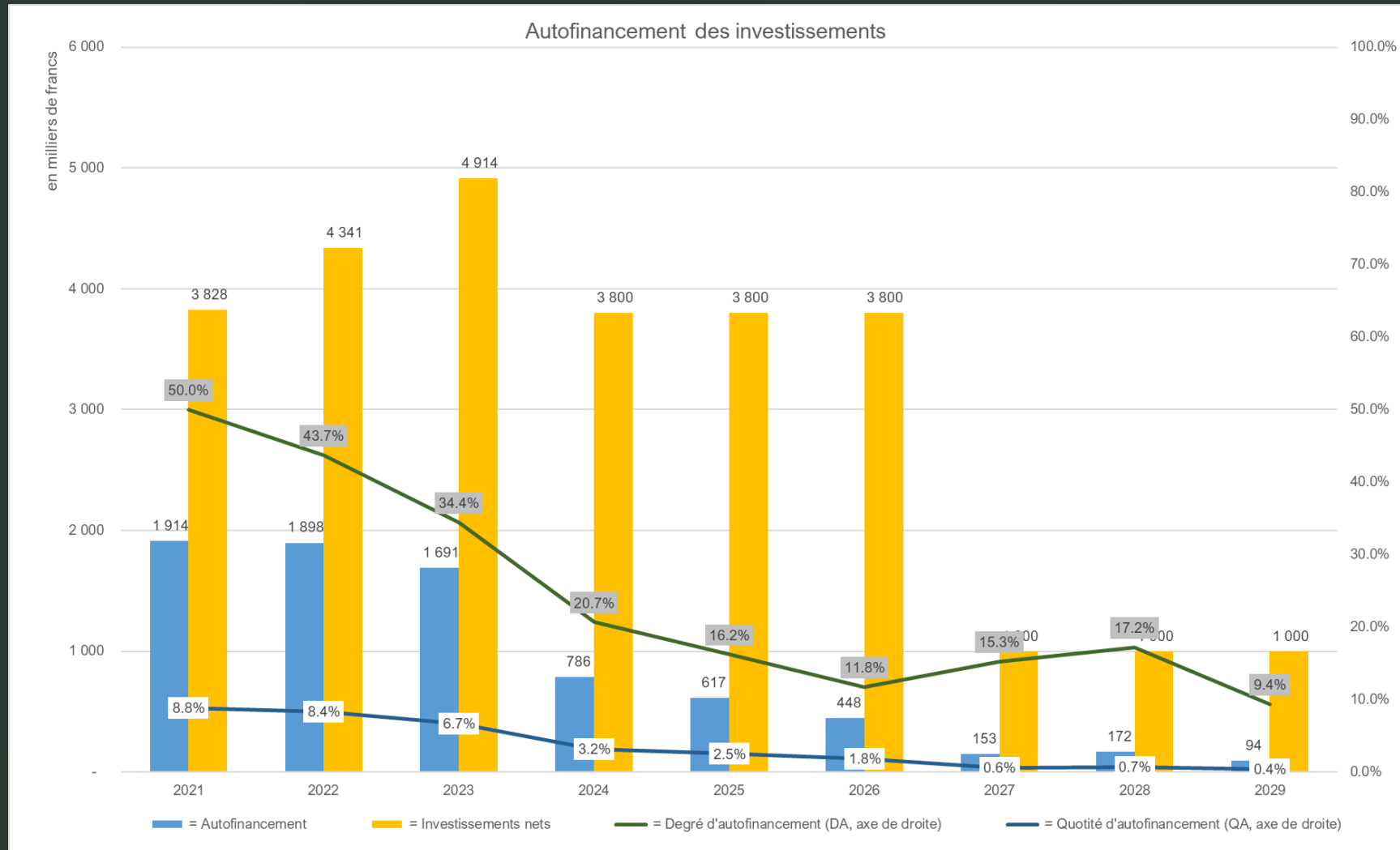
L'activation comptable d'investissements terminés a comme conséquence de faire augmenter les amortissements et les intérêts des comptes de Résultats !

Charges financières liées aux investissements

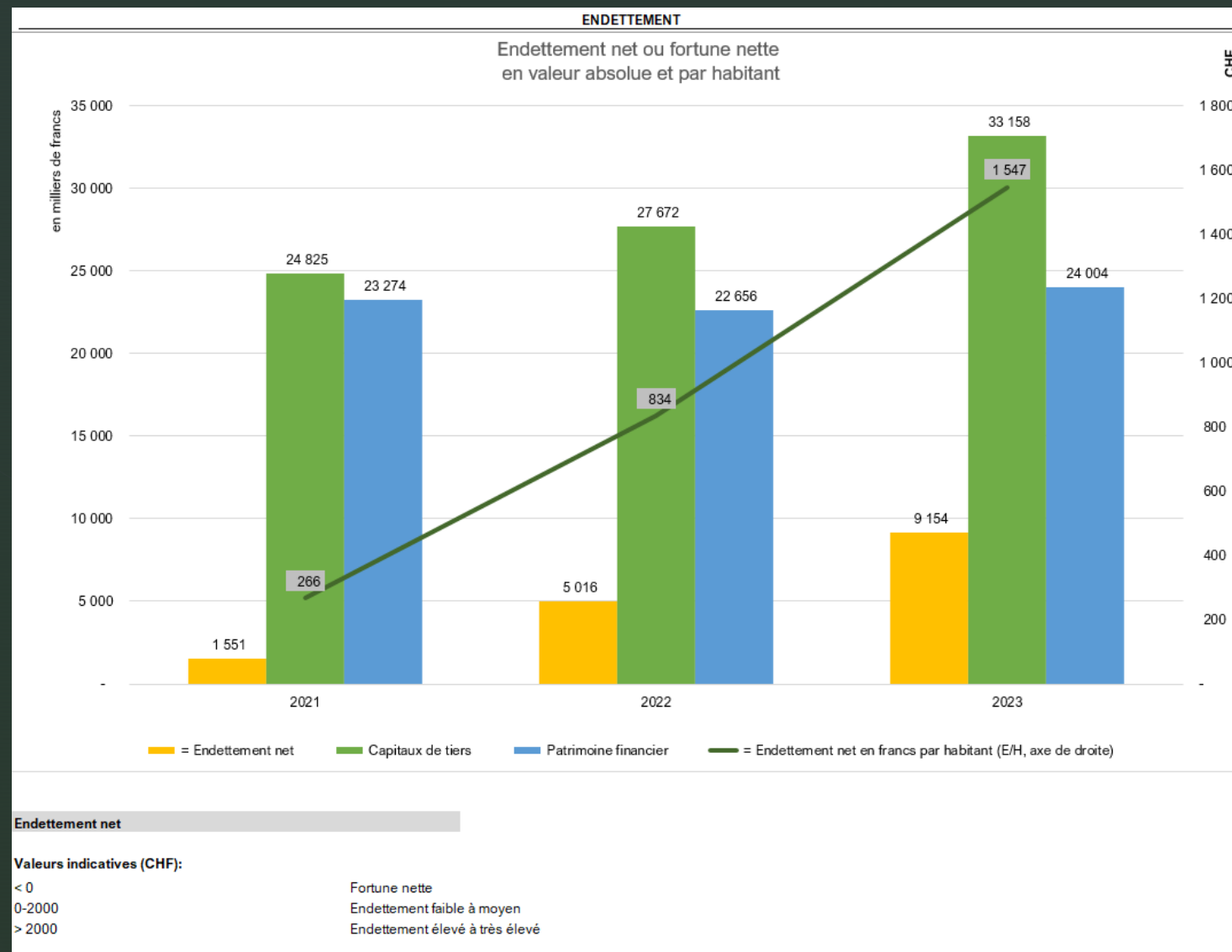


Les charges financières des investissements impactent le budget de fonctionnement !

Marge nette d'autofinancement (MNA)



Degré d'autofinancement insuffisant : la commune ne peut plus financer ses investissements par ses fonds propres !



La commune doit emprunter pour financer ses investissements et son endettement augmente

Les charges financières (amortissements et intérêts) augmentent et viennent impacter les budgets de fonctionnement des prochaines années

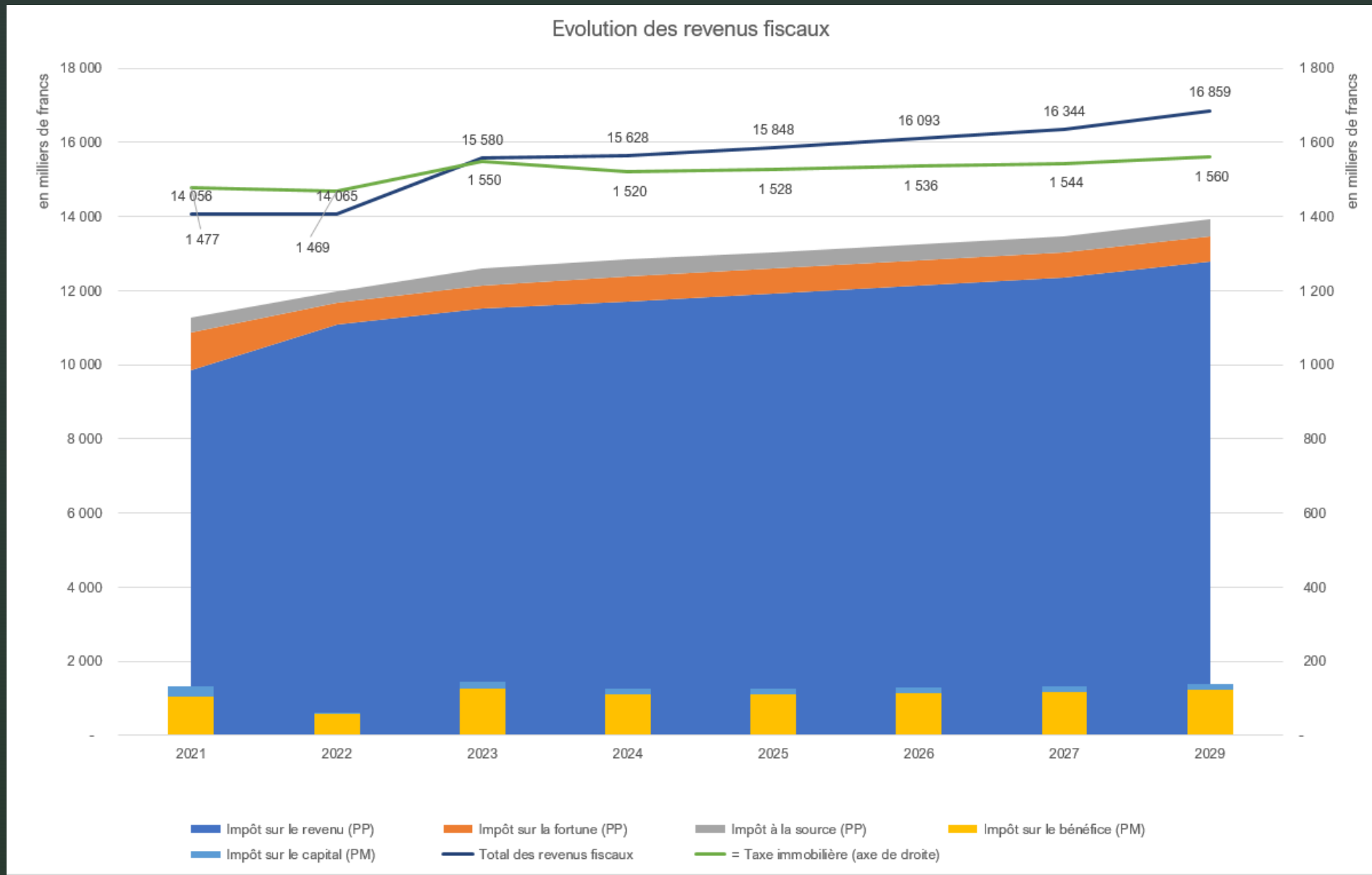
(exemple de Ecol'air : augmentation de CHF 240'000.- pour les amortissement et de CHF 200'000.- pour les intérêts bancaires)



L'augmentation des charges de transfert et l'augmentation des charges financières liées aux investissements font augmenter les déficits prévisionnels des prochains budgets :

	BUDGET 2025		BUDGET 2026		BUDGET 2027		BUDGET 2028		BUDGET 2029	
	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS
	- 1 564 060		- 1 935 714		- 2 136 731		- 2 236 091		- 2 333 116	
RÉSULTAT	26 496 535	24 932 475	27 221 229	25 285 515	28 173 030	26 036 299	28 651 730	26 415 639	29 114 264	26 781 148

Rentrées :



Ce sont principalement les impôts des personnes physiques qui constituent les produits

Conclusion

Afin de (re-)trouver un équilibre budgétaire, il conviendrait de :



- de réduire les charges non-liées (subventions octroyées,...)
- d'augmenter les produits (contribution immobilière,...)
- d'augmenter le taux d'imposition

The background features abstract, overlapping green geometric shapes, primarily triangles and polygons, in various shades of green, creating a modern and dynamic visual effect.

Projets Communaux

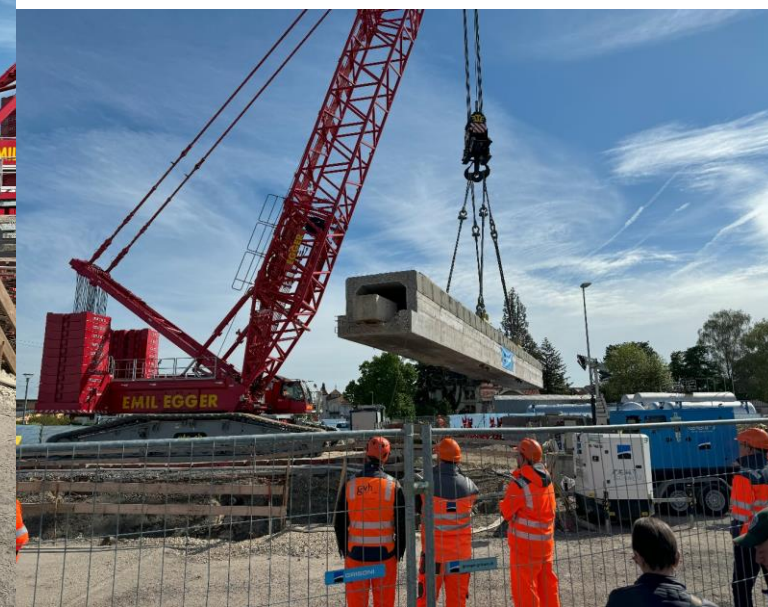
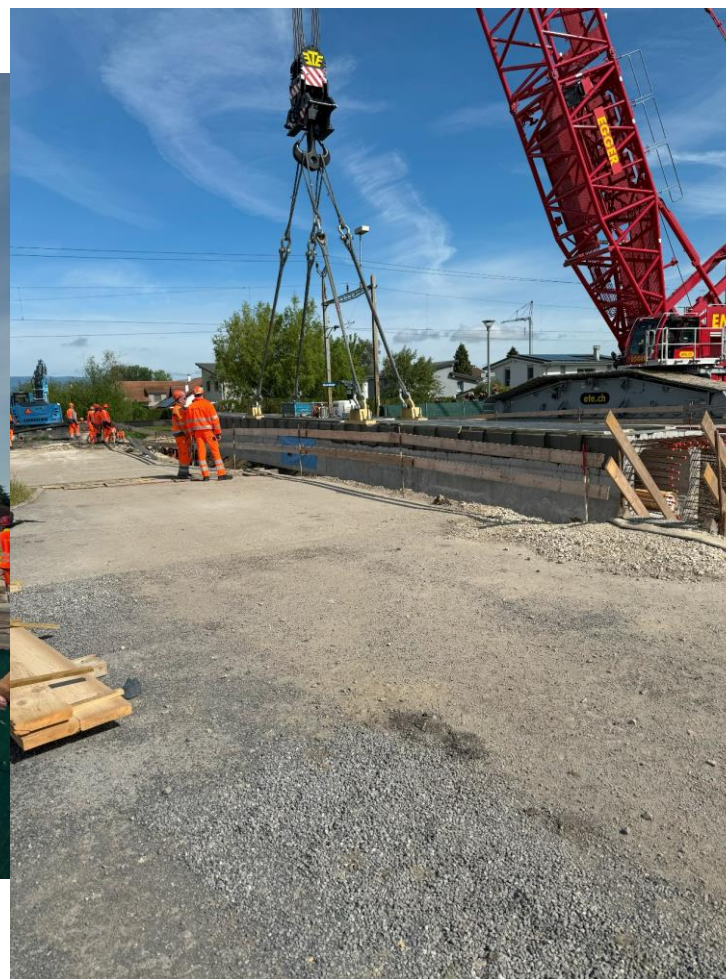
Conseil général du 23 septembre 2024

Projets Terminés

Projets terminés 2023-4

Secteur	DT	Projet
Domdidier	Atelier du Paysage	Place entre CO et Halle des sport
Domdidier	Bureau Technique	Impasse Pré-de-la-Cour
Dompierre	Bureau Technique	Ecole Dompierre Aménagement extérieur
Dompierre	Bureau Technique	Place de stationnement secteur sport
Léchelles	Ribi	Remplacement conduite eau potable route cantonale

Aqueduc sous voie CFF

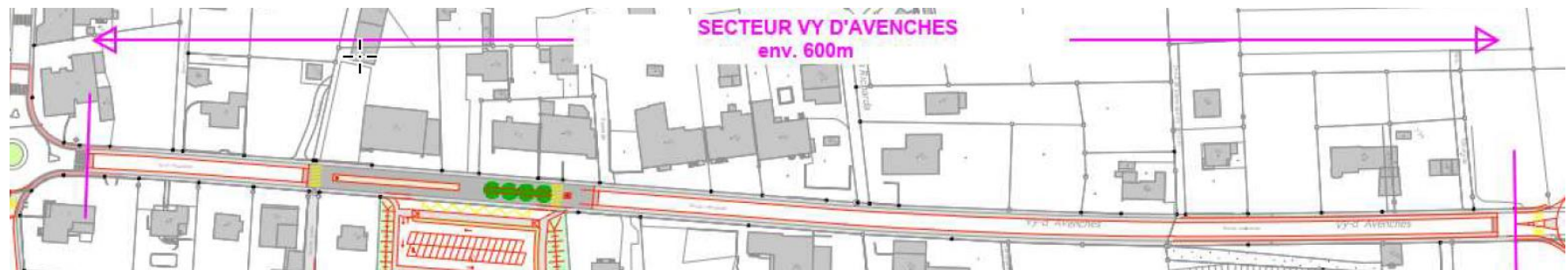
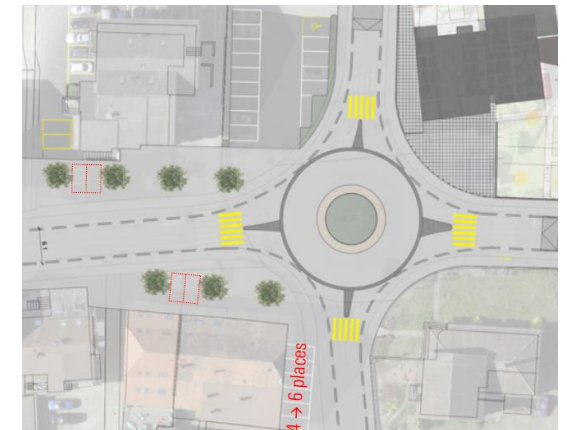


Secteur Domdidier

Etude Rte cantonale Vy d'Avenches

Compte	DT	Etat
6200,5010,07	Afry	Préalable

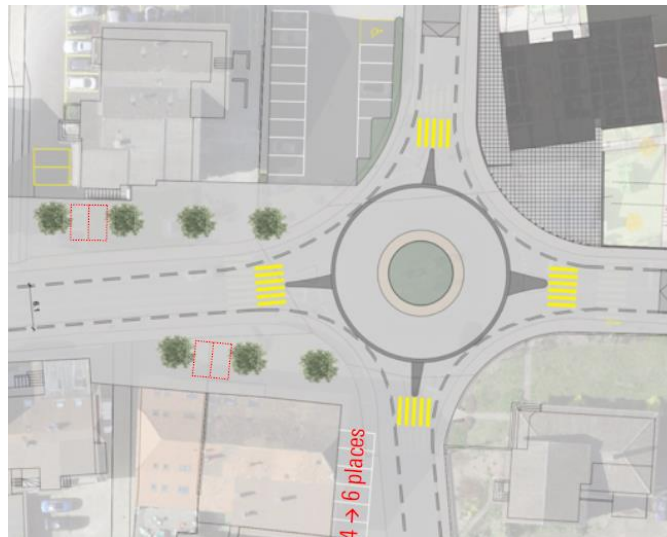
- Demande préalable en cours



Giratoire du centre lié avec Vy d'Avenches

Compte	DT	Etat
6150,5010,01	Afry	Préalable

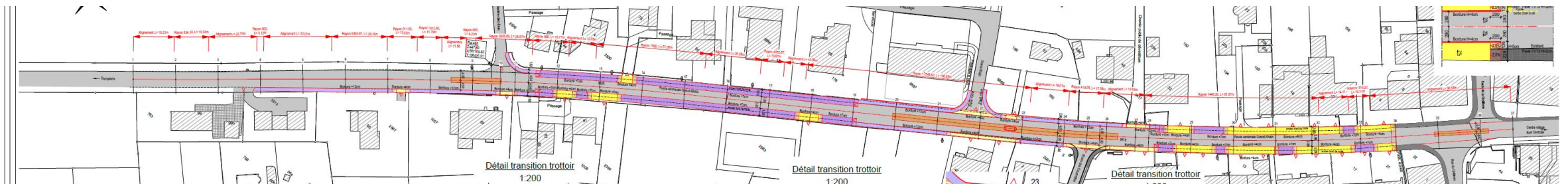
- Demande préalable en cours



Route Grand-Rhain + Collecteurs

Compte	DT	Etat
6150,5010,01	Afry	Procédure de demande de permis en cours

- Traitement des oppositions Canton – Commune
- Envoi du dossier au canton



ValTraLoc Domdidier St-Aubin

Compte	DT	Etat
6150,5010,11	Küng	Avant-Projet

- Attente du projet définitif du centre
- Route de l'industrie (SPC)
- En travail sur une signalisation (AGRICO)



ValTraLoc Domdidier Genevrey

Compte	DT	Etat
6150,5010,11	CFA	Avant-Projet

- Eaux - 2026 conduites
- Projet routier pour le moment trop couteux donc en suspens
- Le Conseil communal reviendra vers le CG en temps et en heure

Divers Collecteurs

Compte	Collecteur/conduite	Etat
7101,5031,13	Conduite Criblet, Hofer	Standby
7101,5031,15	Conduite Chany - Bruyères	Relevé
7101,5031,16	EP-EU-EC Genevreys	Etude en cours Ribl
7101,5031,18	EP-EU-EC Rte St-Aubin	Etude en cours Ribl
7101,5031,11	EP-EU-EC Sous-Gare, Pré-Perretta, Le Pâquier	Etude en cours Ribl

Secteur Léchelles

Etude Valtraloc - Rte de Russy et secteur gare

Compte	DT	Etat
6150,5010,10	CFA	Etude avec CFF + arrêt de bus

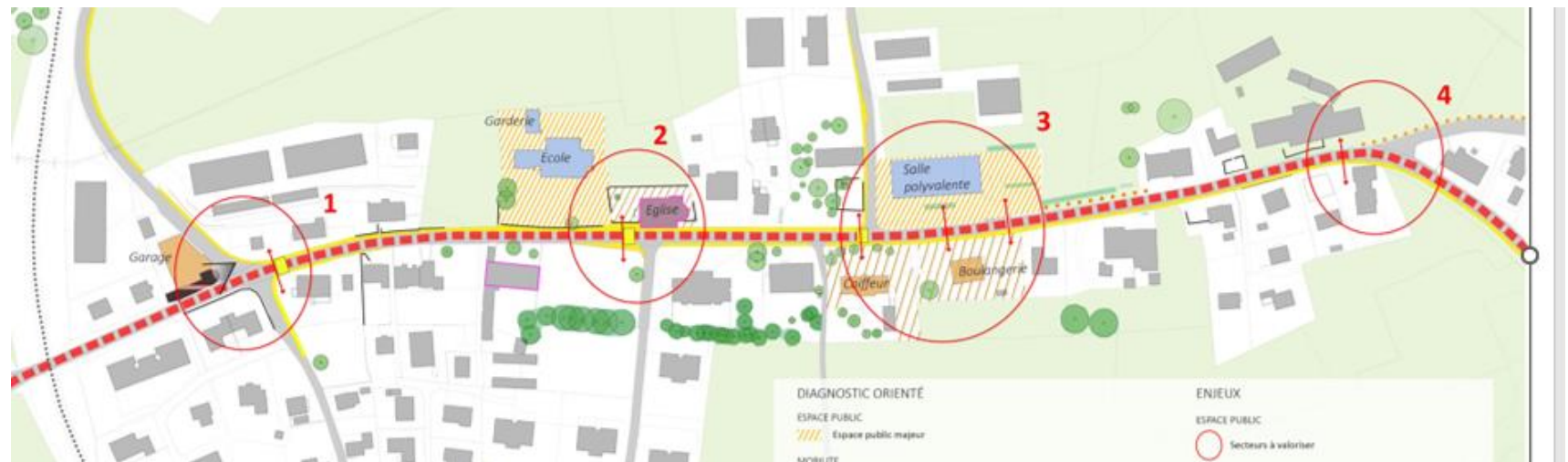
- Enquête prévue début 2025
- Dossier complexifié avec la ligne de bus et l'aménagement de la place de la gare (CFF)
- Plusieurs séances CFF et Canton en fin 2024 pour clarifier les besoins et la faisabilité des arrêts de bus



Etude Valtraloc - Cantonale FR-Payerne

Compte	DT	Etat
6150,5010,10	CFA	EE- Avant projet / Bureau Valtraloc

- Insertion 2 arrêts de bus projet Vatriloc secteur « La Grange au pré »

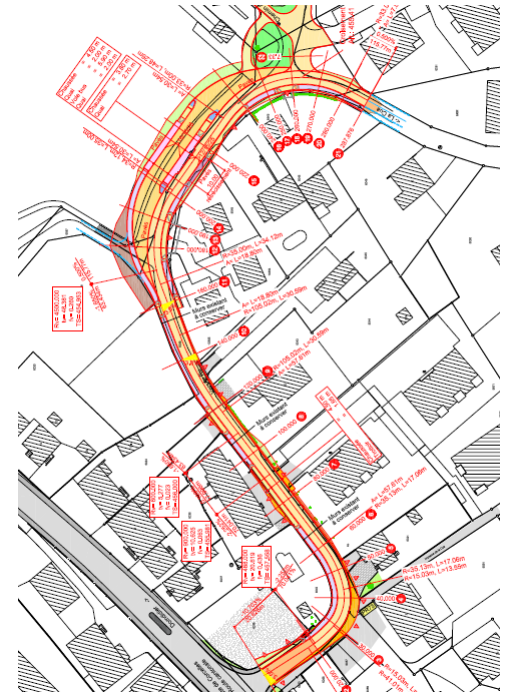


Secteur Dompierre

Route vers le Ru + Conduite

Compte	DT	Etat
6150,5010,05	AFRY	Fin d'enquête traitement de l'opposition par le canton (service juridique de la DIME)

- Attente du permis
- Début des travaux à suivre



Route de Russy

Compte	DT	Etat
6150,5010,05	Küng	Enquête en cours

- Traitement des oppositions restantes par le canton
- Suite procédure avec le canton (SPC)



Divers Collecteurs

Compte	Collecteur/conduite	Etat
7201,5032,01	Rte de Russy - Vers le Ru Bastillon	En cours

Commune

Adaptation et modification des éclairages publics

Compte	DT	Etat
6150,5010,12	Groupe E	En Cours (selon plan Groupe E) fin sept.

- Recherche des routeurs et point d'accès à Domdidier
- Adressage et modification des éclairages.

Etude plantation des arbres en bords de route

Compte	DT	Etat
6150,5010,13	BT	En Cours

- Permis Grand-Rhain, Route de Russy DP et L. et Vy d'Avenches
- Convention avec propriétaires

Divers terminés

- ▶ Grand pont
- ▶ Préau et place de jeux Ecoline à Domdidier

Divers en cours

- ▶ Relevé Chany et Bruyère
- ▶ Vigny ruisseau Chandon (étude en cours)
- ▶ Passage sous voie crue (étude en cours)
- ▶ Collecteur eaux usées sous voie CFF (étude en cours)
- ▶ Parcours Vita conduite

Merci!

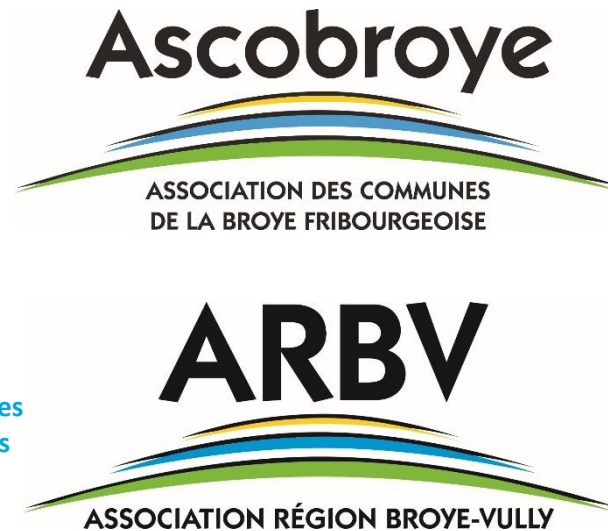
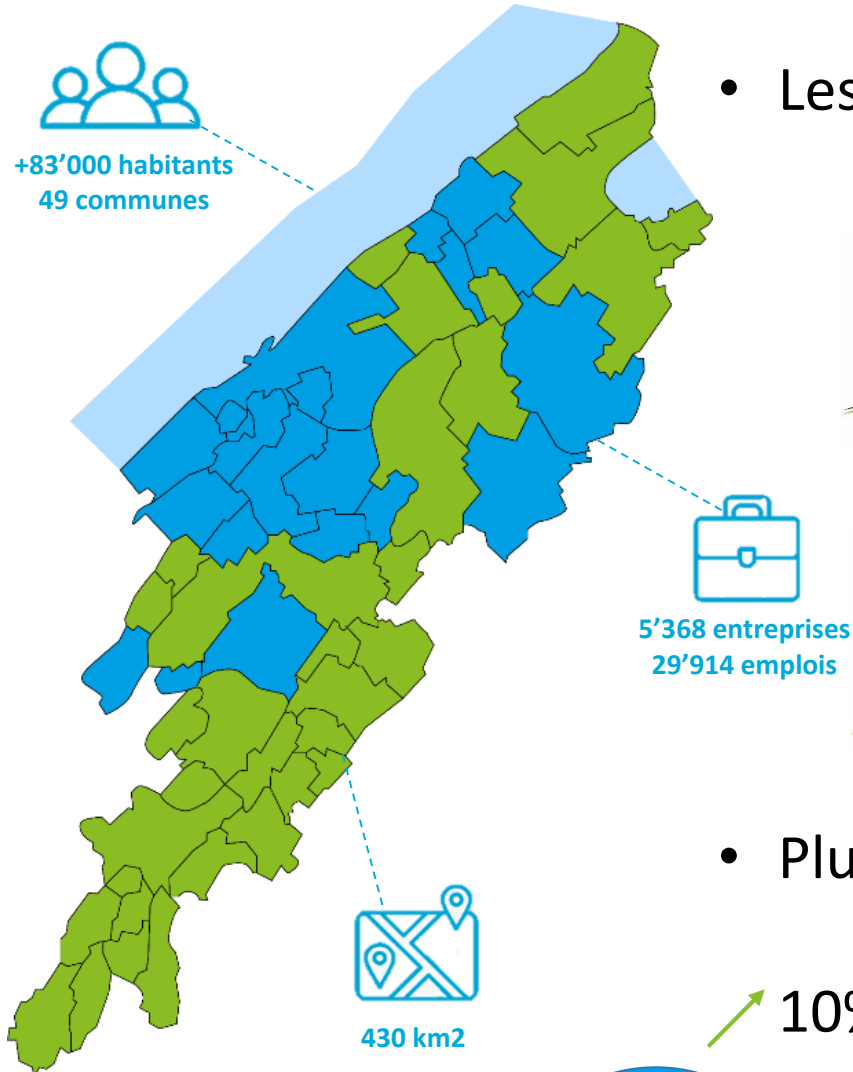


Présentation COREB

Commune de Belmont-Broye

Les membres de l'association sont:

- Les associations de communes des districts de la Broye



● 18 communes FR

● 31 communes VD

- Plus de 280 membres privés (personnes morales ou physiques)

↗ 10% en 2023

Mission

La COREB **soutient et encourage** les entreprises, les communes et les institutions broyardes afin de favoriser un **développement régional harmonieux et durable**.

Elle crée des ponts entre les acteurs de la Broye intercantonale pour mener des actions dans les domaines du **développement économique**, de l'**aménagement du territoire** et de la **mobilité**, ainsi que dans d'autres projets d'intérêt régional.

Présentation des 4 domaines d'activité stratégique



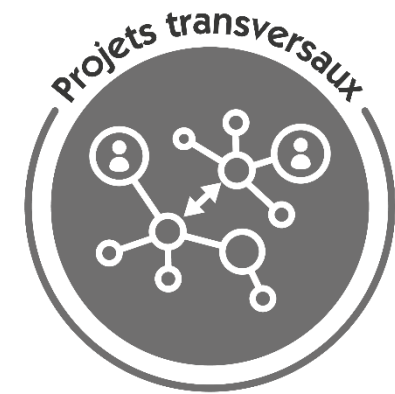
- **Promouvoir la Broye sous l'angle économique et augmenter son attractivité.**



- **Obtenir l'approbation du Plan directeur régional et mettre en œuvre ses fiches de mesures, notamment les organes de gestion pour les zones d'activité.**

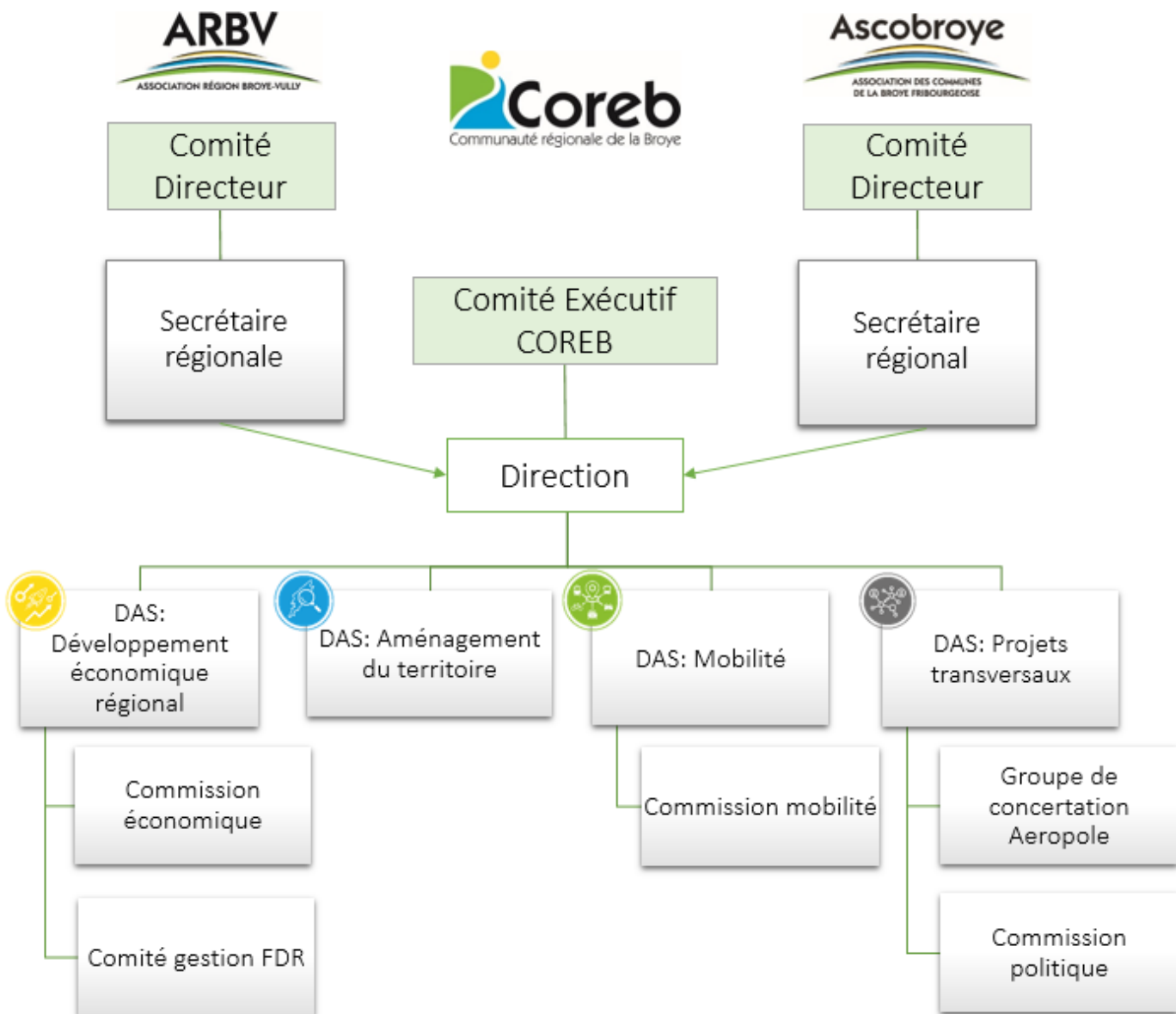


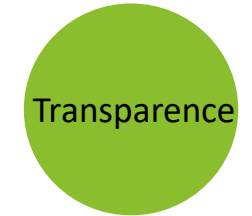
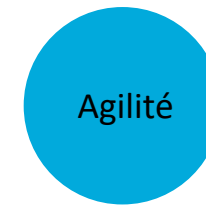
- **Contribuer à améliorer l'offre en TP dans la Broye, promouvoir leur utilisation et celle de la mobilité douce afin de susciter et d'accompagner le report modal.**



- **Accompagner des projets qui touchent la Broye intercantonale et qui répondent au principe de subsidiarité**

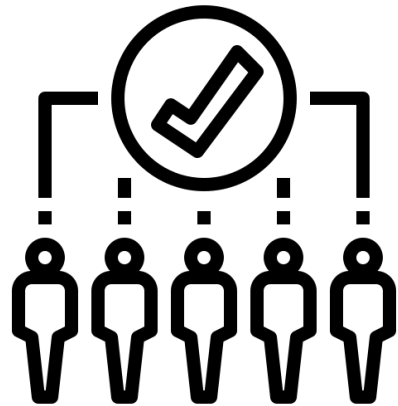
Organigramme





Team Coreb

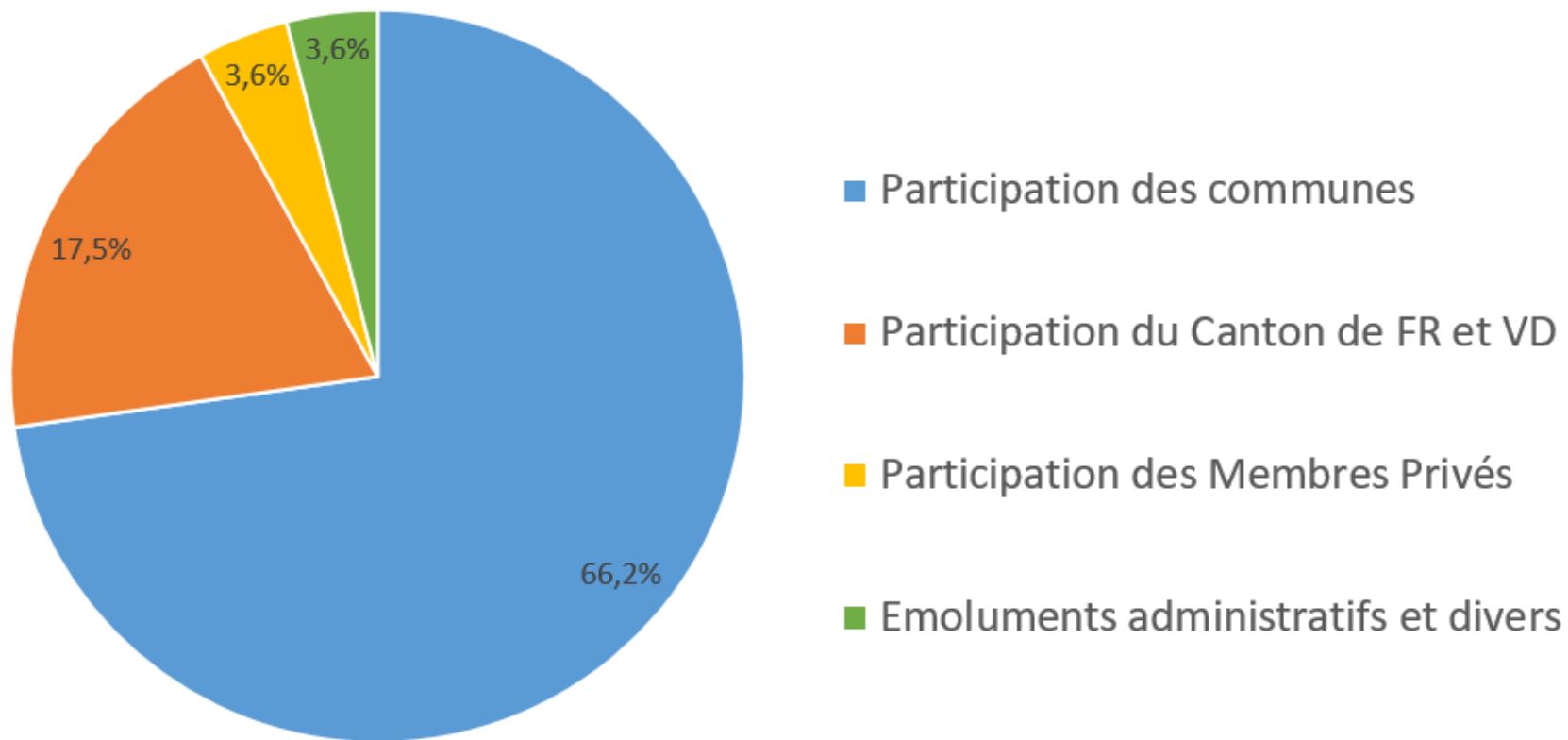
- 7 collaborateurs représentant 5.1 EPT
- Une direction composée de 2 personnes



Comité exécutif

- 13 membres issus des autorités politiques et des milieux économiques

Financement



Nos prestations et nos actions...



La COREB soutient et encourage les entreprises, les communes et les institutions broyades afin de favoriser un **développement régional harmonieux et durable**.

Elle crée des ponts entre les acteurs de la Broye intercantonale pour mener des actions dans les domaines suivants :



Devenez **Membre Privé** de la COREB et rejoignez notre réseau de plus de 270 entreprises

DÉVELOPPONS ENSEMBLE LA BROYE DE DEMAIN!

- Débattre de thèmes importants pour la région
- Réseautage et échange avec d'autres acteurs
- Disposer d'une visibilité de votre entreprise
- Invitation à nos événements exclusifs
- Informations de première main

www.coreb.ch

Formulaire d'adhésion



NOS PRESTATIONS « GUICHET ENTREPRISES »

- Vous êtes entrepreneur ou souhaitez le devenir ?
- Votre entreprise souhaite se développer ?
- Vous recherchez des locaux ou un terrain ?

Alors contactez nous et bénéficiez des prestations suivantes gratuitement !



CONSEIL

- à la création d'entreprise
- sur les aides financières disponibles
- sur les accompagnements disponibles (coaching)



RECHERCHE

- terrains disponibles dans des zones industrielles, artisanales ou mixtes
- locaux pouvant accueillir vos activités
- financements ou partenaires commerciaux



SOUTIEN

- en matière de médiation ou de coordination pour le développement d'un projet
- pour la candidature à un incubateur d'entreprises
- à la mise en réseau avec les acteurs économiques régionaux



ACCOMPAGNEMENT

- auprès des services cantonaux ou tout autre organisme dédié à la promotion économique
- organisation de cours d'appui pour apprentis

Communauté régionale de la Broye
Rue de Savoie 1, CP 84 | 1530 Payerne
026 663 90 80 | info@coreb.ch
www.coreb.ch

Suivez nous sur nos réseaux !





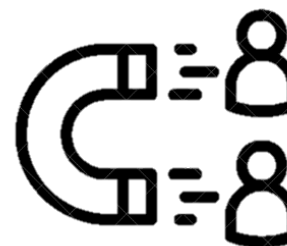
Fonds de développement régional (sous réserve soutien communal)



Aider à la
création et au
maintien
d'emplois dans
la région



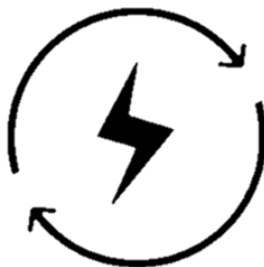
Améliorer et
renforcer
l'économie
régionale



Participer au
dynamisme et à
l'attractivité de
la région



Susciter des
projets à
vocation forte



Favoriser
l'innovation et la
durabilité



Favoriser les
collaborations
entre secteurs



Guichet entreprise

	2020	2021	2022	2023	2024*	Nombre de contact total (2020-2023)
Nombre de contact	77	88	54	77	58	296

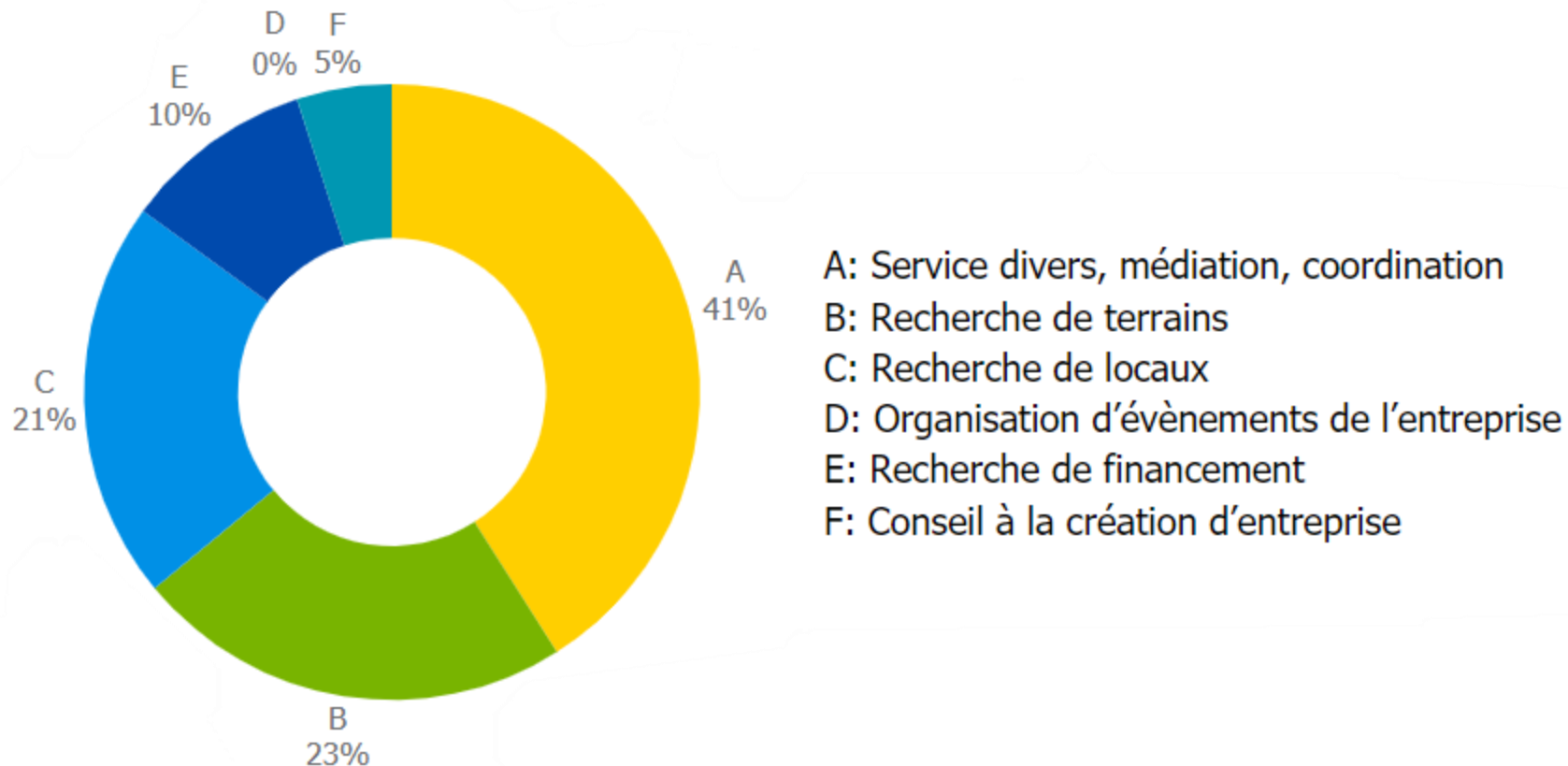


Aides financières

	2020	2021	2022	2023	2024*	Montant total accordés (2020-2023)
LADE/NPR	9	4	2	1	3 (2 en attentes)	CHF 1'060'710.00
FDR	6	3	1	2	1 (3 en attentes)	CHF 1'292'000.00



Type de prestations fournies en 2023 dans le cadre du guichet entreprise





Faites partie de
l'écosystème dès
maintenant!



Pour plus d'information,
rendez-vous sur :
www.coreb.ch

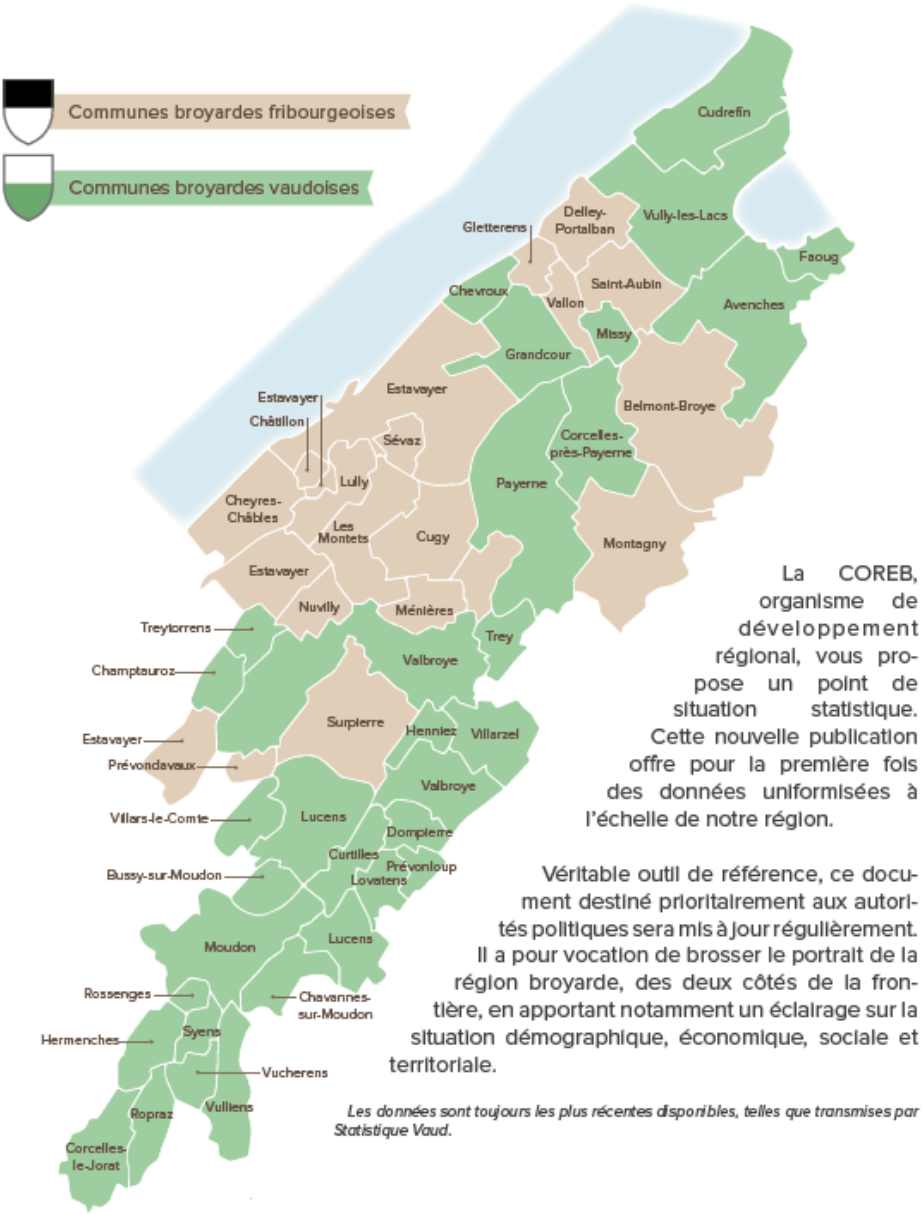


La Broye est une région prédominée par la production et la transformation agricole et la COREB souhaite mettre en lumière cette activité économique majeure de la région au travers de la plateforme « Mapping Agrofood Broye » dont les objectifs sont les suivants :

- mettre en lumière la **richesse du tissu agroalimentaire** de la Broye intercantonale
- identifier les partenaires présents sur le territoire broyard et au-delà des frontières de la région
- susciter et accélérer **l'innovation**
- créer des **synergies** entre les entités
- permettre à des acteurs de gagner plus de **visibilité**
- mettre en **réseau** les acteurs du domaine agroalimentaire
- favoriser une **coordination** au niveau des acteurs agroalimentaires
- soutenir l'émergence de **projets collaboratifs** interentreprises

Pour plus d'information,
rendez-vous sur :
www.coreb.ch



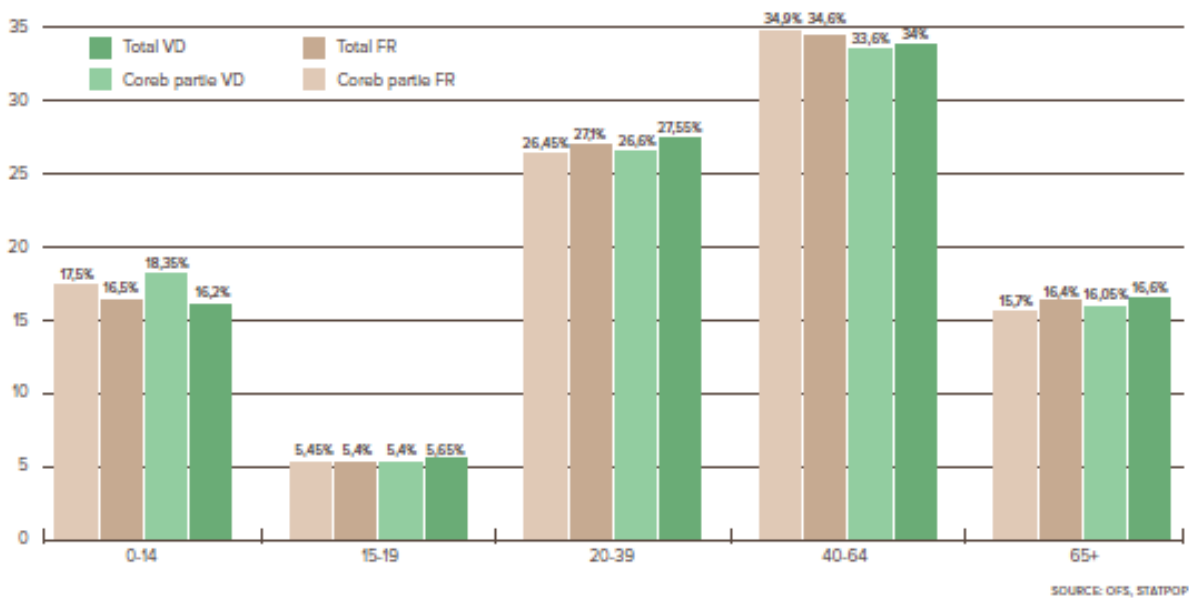


La COREB, organisme de développement régional, vous propose un point de situation statistique. Cette nouvelle publication offre pour la première fois des données uniformisées à l'échelle de notre région.

Véritable outil de référence, ce document destiné prioritairement aux autorités politiques sera mis à jour régulièrement. Il a pour vocation de brosser le portrait de la région broyarde, des deux côtés de la frontière, en apportant notamment un éclairage sur la situation démographique, économique, sociale et territoriale.

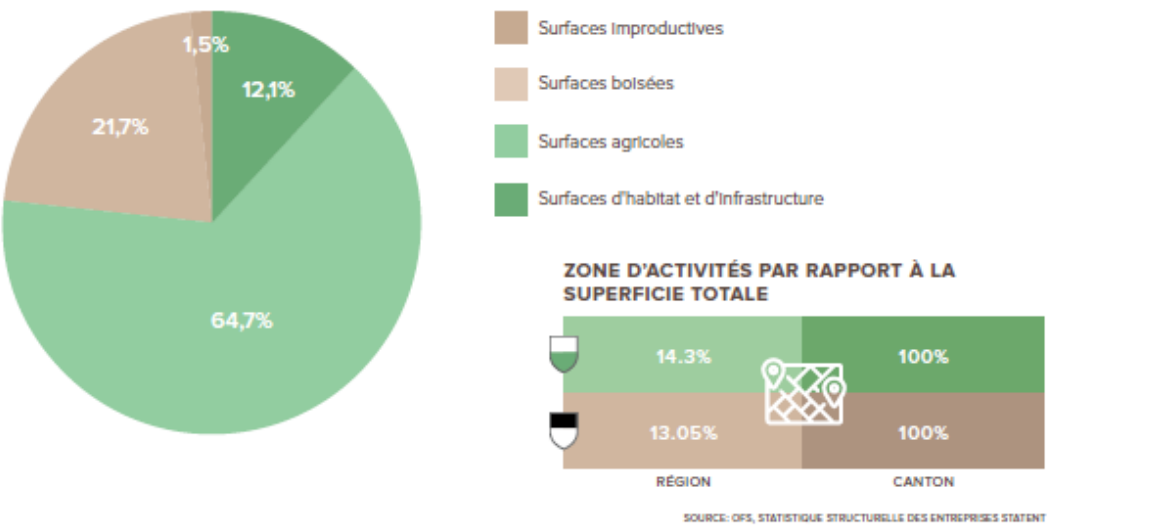
Les données sont toujours les plus récentes disponibles, telles que transmises par Statistique Vaud.

POPULATION EN 2021 - STRUCTURE PAR ÂGE



AFFECTATION DU SOL

RÉPARTITION DU TERRITOIRE RÉGIONAL (EN KM²)



Evénements économiques



Apéritif économique
broyard



Visite Membres Privés

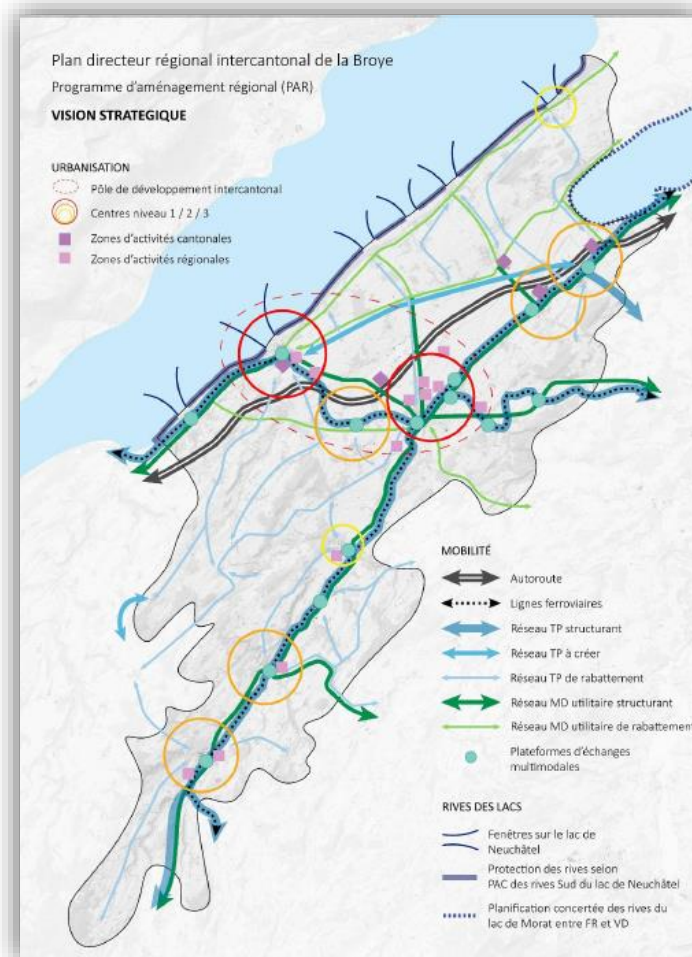
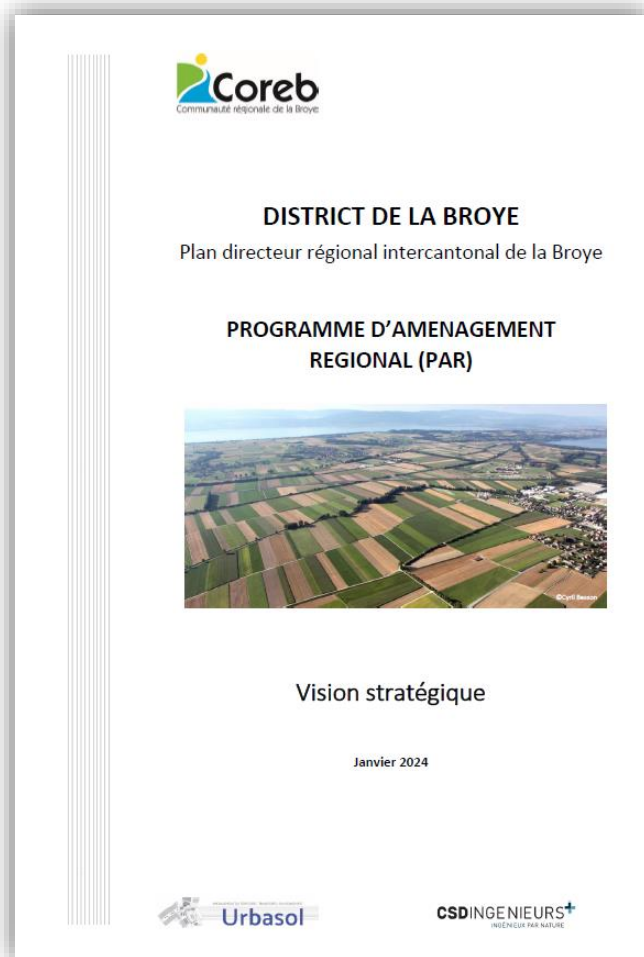


Conférence thématique

Nos prestations et nos actions...



Plan Directeur Régional

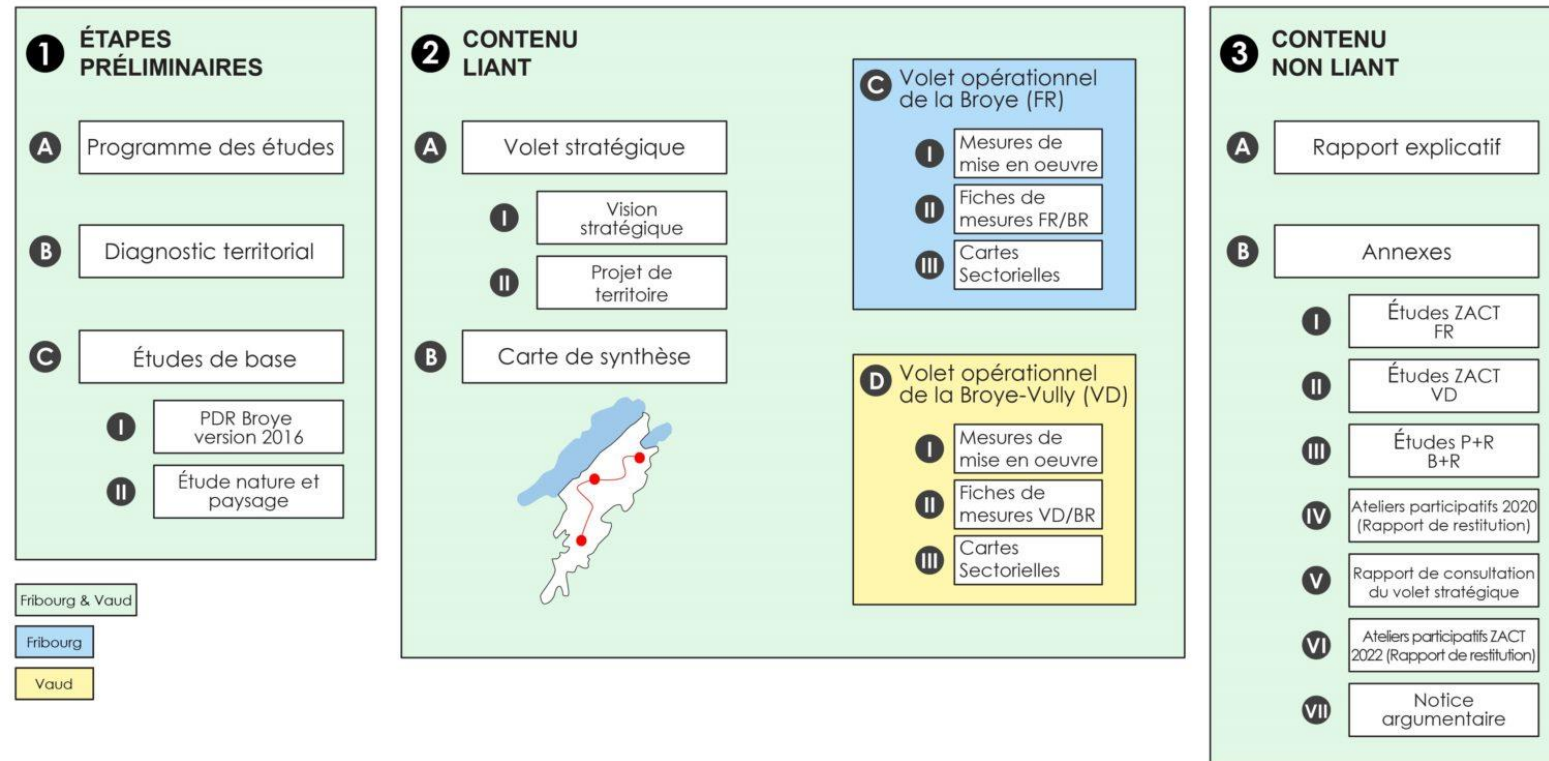


Thématiques abordées:

- Mobilité
- Rives des lacs

- Urbanisation
 - ↳ Zones d'activité

Plan Directeur Régional



PLAN DIRECTEUR REGIONAL INTERCANTONAL DE LA BROYE

Planning:

PDR broye fribourgeoise

- Consultation publique en été 23
- Validation par Ascobroye en février 24
- Dossier déposé au canton de Fribourg pour approbation

PDR broye vaudoise

- Retour examen préalable juillet 23
- Travail sur le surdimensionnement
- Consultation publique prévue en septembre 24
- Dossier PDR soumis aux organes législatifs en 2025 pour validation
- Courant 2025 transmission au canton

Nos prestations et nos actions...






Pick-e-Bike
E-Bike
E-Scooter
Sharing

Pick-e-Bike fait son grand retour dans la Broye en partenariat avec 10 communes !

DÉCOUVREZ NOS NOUVEAUX TARIFS
Désormais l'utilisation des vélos électriques est facturée 25 ct/min, au lieu de 35 ct/min.

OFFRE DURANT LE MOIS DE MAI 2024 POUR LES NOUVEAUX UTILISATEURS-TRICES
Bénéficiez de deux semaines gratuites dans la région fribourgeoise et toute la Broye !

Une affaire qui roule

Télécharge l'application et commence à rouler !
App Store | Google Play

Coreb
Communauté régionale de la Broye



Un plan de mobilité pour votre entreprise ?

C'est le bon moment !

MOBILITÉ EN ENTREPRISES

Réalisez votre plan de mobilité




Transports publics

Chaque avis compte, partagez le vôtre !

L'horaire 2025 des transports publics, valable dès le 15 décembre 2024, est soumis à consultation du 23 mai au 9 juin 2024 sur le site www.tp-info.ch/fr

La Commission Mobilité de la COREB vous encourage à consulter le projet d'horaire, à faire vos remarques en ligne et en transmettre une copie à info@coreb.ch afin de contribuer à la prise de position régionale.

Merci de votre collaboration !

f @ in

Coreb
Communauté régionale de la Broye



APPEL À CANDIDATURES

Action mobilité 2024

1 mois sans voiture

Pack mobilité Offert

Nous cherchons 40 personnes prêtes à relever le défi !
du 1er au 30 juin 2024

Profitez des nombreuses offres pour remplacer la voiture

pick-e-bike tpf SBB CFF FFS P



BMH
BUREAU MOBIL'HOMME

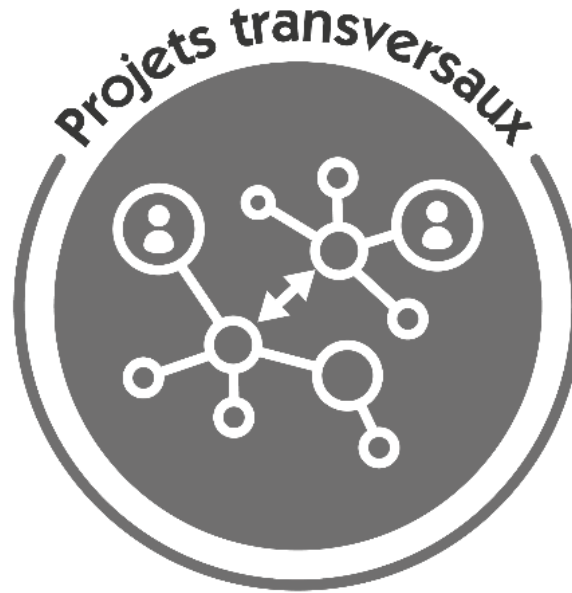
Mobilité dans la Broye : diagnostic et perspectives

BMH - Bureau Mobil'homme

Septembre 2023

Photo: Mobil'homme - BMH - Mobilité dans la Broye - Diagnostic et perspectives

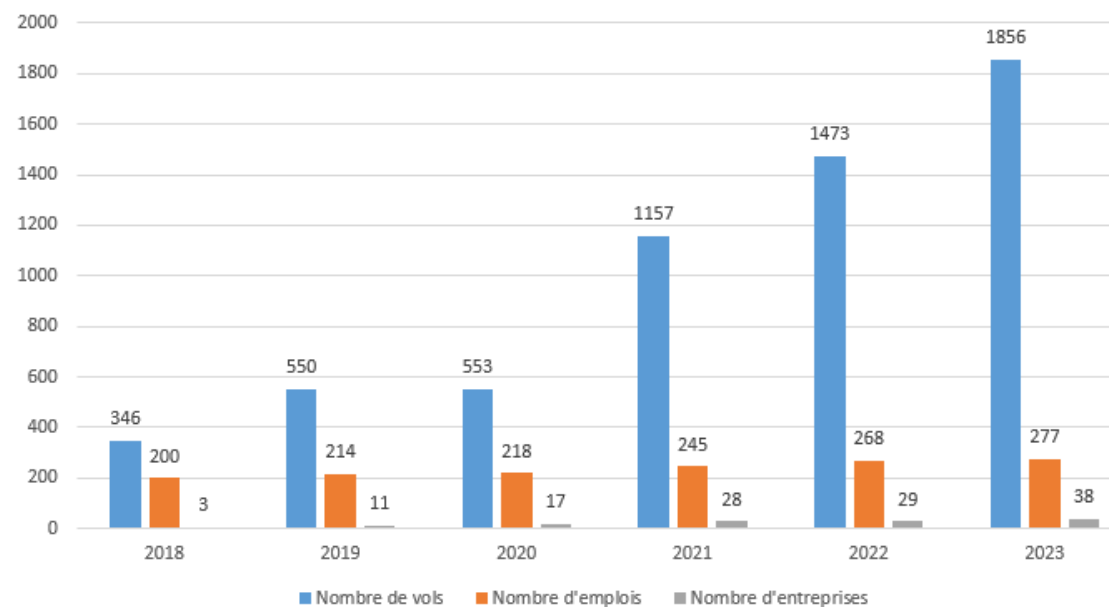
Nos prestations et nos actions...







Évolution entre 2018-2023



Base militaire broyarde

Payerne veut rétablir l'équilibre entre emplois et nuisances sonores

Autorités vaudoises et fribourgeoises s'accordent à dire que l'aérodrome, principale place des Forces aériennes suisses est en net désavantage vis-à-vis d'Emmen (LU), autre base importante.

L'arrivée des F-35 fait du bruit

Pascal Broulis: «Avec Payerne, la Suisse romande démontre qu'elle fait sa part pour la défense nationale»

L'arrivée des F-35A promet une hausse des nuisances sur la base broyarde. Déçu par les réponses du Conseil fédéral, le conseiller aux Etats PLR interviendra lundi à Berne pour que la région reçoive des compensations, notamment en termes de création d'emplois



Nos vecteurs de communication

1^{er} semestre 2024



Newsletter

5



LinkedIn

1'026 abonnés (+37%)
130 publications (+46%)



Nouveau

Site internet

9'000 utilisateurs



Facebook

757 abonnés (+3%)
52 publications (-35%)



Instagram

794 abonnés (+ 24%)
37 publications (-24%)



Rapport d'activité

1

